

L'ORGANISATION
DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES
ET SOCIAUX

DANS LES PAYS A RÉGIME CORPORATIF

(Italie - Autriche - Portugal - Allemagne)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 18 mai 1936 à 14 heures.

PAR

ROLAND PRE

Président : M. PIROU, professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, professeur.
BAUDIN, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, RUE DE CONSTANTINOPLE, 17

1936

L'ORGANISATION
DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES
ET SOCIAUX
DANS LES PAYS A RÉGIME CORPORATIF

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION
DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES
ET SOCIAUX

DANS LES PAYS A RÉGIME CORPORATIF

(Italie - Autriche - Portugal - Allemagne)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 18 mai 1936 à 14 heures.

PAR

ROLAND PRE

Président : M. PIROU, professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, professeur.
BAUDIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, RUE DE CONSTANTINOPLE, 17

1936



LE BILAN DU CORPORATISME

INTRODUCTION

Sous la diversité des apparences, l'organisation des rapports économiques et sociaux a de tout temps donné lieu à une même controverse. Pour les uns, la société doit faciliter le libre développement des richesses ; pour les autres elle doit en assurer une égale répartition entre les hommes. Les uns sont préoccupés surtout de l'idée de progrès, les autres de l'idée de justice. La *République* de Platon, l'*Utopie* de Thomas Moore, le *Capital* de Karl Marx expriment à des époques différentes le même désir de substituer la distribution collective et équitable de biens à la lutte individuelle pour l'existence où les plus forts, les plus intelligents, les plus travailleurs triomphent économiquement des plus faibles, des plus paresseux, des moins doués. D'Aristote à Adam Smith, les partisans de la liberté opposent à ces théories les mêmes objections fondées sur les traits permanents de la nature humaine et les nécessités du progrès. Entre ces deux conceptions, il n'y a pas de compromis possible, car chacune exige un choix préalable entre l'idée d'une vie médiocre et facile et celle d'une vie risquée, mais plus pleine. Leur influence respective varie seulement selon les époques. Dans les périodes

de Renaissance, où le monde déborde d'activité, l'individu semble conquérir dans la société une plus grande indépendance. La lutte, l'aventure tiennent dans sa vie une plus grande place. Au contraire, aux âges de décadence, ou tout au moins dans les périodes de lassitude, les hommes semblent se tourner avec plus de complaisance vers l'idée d'une société pourvoyant équitablement à tous leurs besoins et les idées de juste salaire et de juste prix prédominent sur celles de risque et de libre concurrence.

En pratique, au cours du XIX^e siècle, cette opposition d'idées s'était traduite par une lutte entre le *Libéralisme* et le *Socialisme étatiste*. Toutes nos institutions sont inspirées l'une et l'autre de ces deux doctrines, et il ne semblait plus possible d'asseoir sur d'autres bases l'organisation de nos sociétés contemporaines. Or, une troisième doctrine, le *Corporatisme*, connaît depuis quelques années un insigne succès. Rejetant et le Libéralisme et le Socialisme, qui ne répondraient plus aux conditions de la vie moderne, elle confie l'organisation des rapports économiques et sociaux à des groupements professionnels, dotés d'un caractère obligatoire et d'un pouvoir réglementaire¹. Elle resterait ainsi en dehors des deux grands courants idéologiques traditionnels et pour ses partisans ne répondraient qu'aux seules nécessités économiques et sociales actuelles. En revanche, ses adversaires voient dans cette conception une nouvelle manifestation de la vieille tendance de l'humanité à faire prédominer dans les périodes de crise l'idée de justice sur l'idée de progrès.

Les corporatistes prétendent que ni le libéralisme, ni le socialisme ne peuvent plus convenir aux conditions économiques et sociales de notre époque. Ils attribuent la plupart

1. Définition donnée par M. Tardy (*Le corporatisme*).

des désordres dont souffrent les peuples à l'heure présente à cette part d'individualisme que comporte leur régime. Ils croient que la phase du capitalisme où toute activité pouvait se donner libre cours pour le plus grand profit de la société est actuellement révolue et qu'il importe d'établir une stricte discipline pour régler la production et les échanges, ainsi que les rapports entre patrons et salariés. Encore que ces interventions leur paraissent nécessaires, ils se refusent à les faire exercer par l'État dont ils accusent l'incompétence et dont ils soulignent la tyrannie et ainsi ils sont naturellement amenés à l'idée de confier cette tâche à des groupements professionnels.

Or, les circonstances leur semblent particulièrement favorables à l'établissement du régime corporatif. En matière économique, les groupements de producteurs n'ont cessé d'accroître leur rôle et il paraît, en conséquence, de plus en plus nécessaire de subordonner leur activité à l'intérêt général. En matière sociale, les syndicats de patrons et d'ouvriers sont en plein essor et substituent leur action à celle des particuliers dans l'organisation des rapports de travail. Le souci de maintenir la paix sociale inciterait la société à favoriser le développement de ces syndicats tout en les contrôlant. Le corporatisme ne ferait que consacrer le développement des groupes professionnels qui constitue le trait essentiel de l'évolution des sociétés contemporaines.

Mais le corporatisme correspond-il vraiment à une telle évolution des conditions de la vie ou simplement comme le prétendent ses adversaires, à une nouvelle poussée de l'idée de justice, à une de ces manifestations d'inquiétude et de timidité où l'humanité semble chercher périodiquement un refuge dans ses moments de doute et de désarroi ? Est-ce qu'en encourageant le développement de cette mystique nous

hâtons le progrès ou, au contraire, est-ce que nous ne consolidons pas une dangereuse idéologie ? Les groupements professionnels présentent un caractère conservateur qui oriente les esprits dans le sens du maintien des pratiques existantes plutôt que sur le chemin des innovations et des recherches. La leçon des anciennes corporations ne saurait être non plus négligée, quoiqu'il faille reconnaître qu'elles n'ont jamais eu dans le passé l'importance qu'on voudrait leur donner aujourd'hui, et que les circonstances politiques sociales économiques ne sont plus les mêmes. « Tout porte ainsi à craindre que ces groupements à la souveraineté desquels sera conférée une compétence obligatoire, auxquels il suffira d'exprimer leur volonté pour l'imposer à tous, tendent fatalement à empêcher tout progrès nouveau, à conserver jalousement les situations acquises dont ils seront l'expression ou, du moins, à entraver le plus possible les changements qu'ils ne pourront empêcher. C'était là l'esprit des anciennes corporations. Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est aussi l'esprit des groupements professionnels modernes ¹. »

Cette méfiance à l'égard du corporatisme, que déterminent les leçons de l'histoire et les critiques des économistes, est encore accentuée par les conditions qui semblent avoir favorisé la généralisation de ce système au cours de ces dernières années. Connu seulement autrefois dans quelques cercles restreints et considéré comme une théorie purement idéologique, il doit incontestablement son succès, près d'un grand nombre d'esprits, aux désordres provoqués par la guerre et par la crise économique. C'est dans les pays où les troubles matériels, le désarroi moral et politique ont été les plus forts, qu'il a reçu ses principales applications. Loin d'y être le

1. Paul Boncour. *Le fédéralisme économique*.

fruit naturel du perfectionnement progressif de l'organisme économique et social, il apparaît bien plutôt comme la conséquence d'une situation nationale dangereusement troublée. Des États, comme les États-Unis d'Amérique qui avaient semblé l'adopter dans un moment de désarroi l'ont abandonné aujourd'hui qu'ils croient avoir retrouvé les bases de leur ancienne prospérité. Là où il ne reçoit que des applications timides et partielles c'est encore dans les branches de l'activité économique les plus atteintes par la crise qu'il paraît prendre pied.

Ces objections tendent à rendre aux doctrines corporatives l'aspect d'une de ces idéologies généreuses qui, dans les périodes d'incertitude, semblent triompher si facilement de l'idée de lutte et de progrès. Pourtant elles ne suffisent point à écarter les arguments de ses partisans qui le présentent comme une conséquence inéluctable de l'évolution du régime capitaliste. La controverse autour du corporatisme ne peut donc être résolue qu'en examinant les applications qui ont été faites de cette doctrine.

Que ce régime puisse fonctionner normalement dans un pays, qu'il ait permis d'améliorer les rapports économiques et sociaux, qu'ils se soit réellement intégré dans sa vie nationale et nous devons le reconnaître comme la base d'un ordre nouveau. Mais que les résultats qu'il ait permis d'obtenir soient partout décevants ou que, après l'avoir institué en droit, les pouvoirs publics y aient renoncé en fait, en raison de ses conséquences, et il sera prouvé qu'il n'est qu'une expression nouvelle de ce socialisme étatiste qui a toujours servi de frein au progrès des sociétés.

Nous examinerons donc l'organisation des rapports économiques et sociaux dans les trois pays à régime corporatif : l'Italie, l'Autriche, le Portugal. Également nous l'étudierons

en Allemagne, bien qu'elle s'y rattache à la doctrine nationale socialiste, car, comme les précédents, ce pays a prétendu soumettre à l'autorité des groupements professionnels l'activité des individus.

Nous nous sommes attachés à faire cette étude d'un point de vue objectif en ne nous préoccupant que des institutions réellement existantes. Pour faciliter les comparaisons entre les différents pays, nous avons adopté le même plan pour chacun d'eux quoique ces différents régimes soient en fait assez dissemblables les uns des autres.

PREMIÈRE PARTIE

ITALIE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU CORPORATISME ITALIEN

§ 1. — SES BASES SPIRITUELLES

La doctrine fasciste du corporatisme italien ne se rattache nullement par ses origines aux diverses écoles corporatives qui l'ont précédée dans l'idée de l'organisation professionnelle, qu'il s'agisse de l'école catholique de Le Play ou de l'école syndicaliste de Paul Boncour¹. Il apparaît, au contraire, aussi bien dans sa forme que dans sa doctrine, comme un produit direct de la révolution fasciste, et c'est dans la pensée mussolinienne elle-même qu'il convient d'en rechercher les sources.

Mussolini a résumé sa doctrine dans une série de propositions qui définissent chacune un aspect essentiel du fascisme².

1^o Le fascisme n'est pas seulement une doctrine administrative de l'État, c'est un système d'idées, une philosophie, une *conception de la vie*. « C'est une règle qui doit orienter l'activité individuelle de chaque jour. »

1. Paul Boncour a préconisé en matière économique et sociale l'extension des pouvoirs du syndicalisme professionnel, et, en matière politique, l'institution d'un parlement professionnel.

2. *Encyclopédie italienne. La doctrine fasciste.*

2° La conception de vie du fascisme est *spiritualiste* et non matérialiste. L'homme n'est pas gouverné par une loi naturelle qui instinctivement le pousse à vivre une vie de plaisir égoïste et momentanée. Il doit se conformer à une mission, remplir ses devoirs d'état et, « par l'abnégation de lui-même, le sacrifice de ses intérêts particuliers, réaliser cette existence toute spirituelle qui fait sa valeur d'homme ».

3° Le fascisme veut que l'homme soit engagé dans l'action avec toutes ses énergies. « Il le veut conscient des difficultés réelles et prêt à les braver. » « Il *conçoit la vie comme une lutte*. » Cette vie est grave, austère, religieuse ; elle est vécue tout entière dans un monde porté par les forces morales ; *le fascisme méprise la vie commode*.

4° « Le fascisme est une *conception religieuse*. » C'est une loi supérieure qui dépasse l'individu comme tel et « l'élève à la dignité de membre conscient d'une société spirituelle¹ ».

5° La doctrine fasciste est également « une *conception historique* » de la vie. Elle ne peut avoir de valeur que dans la mesure où elle s'adapte au mouvement incessant des choses. Elle doit tenir compte en chaque circonstance des conditions politiques, sociales et économiques de l'époque.

6° Dans le fascisme, *l'Etat* devient l'expression de la conscience même et de la volonté du peuple. « Le fascisme réaffirme l'État comme la véritable réalité de l'individu. » « L'individu n'existe qu'en tant qu'il est dans l'État et subordonné aux nécessités de l'État. »

L'État n'est donc pas seulement une autorité qui gouverne et donne forme légale aux volontés individuelles. Il peut être

1. « Si le fascisme n'était pas une foi, comment donnerait-il le stoïcisme et le courage à ses adeptes. Seule une foi qui a atteint l'élévation d'une religion peut suggérer les mots sortis des lèvres de nos martyrs. » (*Popolo d'Italia*, 19-1-1922).

assimilé lui-même à la « volonté humaine ». C'est une force spirituelle qui résume toutes les formes de la vie morale et intellectuelle de l'homme. On ne peut donc pas le limiter à de pures fonctions d'ordre et de protection comme le voulait le libéralisme. « Il pénètre au plus intime de l'individu, sa volonté comme son intelligence, pour lui imposer une règle intérieure et une discipline de toute sa personne. »

7° Si le fascisme s'oppose au libre jeu des intérêts individuels, « il veut cependant que dans l'État les exigences réelles qui donnèrent naissance au mouvement socialiste et syndicaliste soient reconnues, et il les fait valoir dans le système corporatiste où ces intérêts se concilient dans l'unité de l'État ».

Ainsi la doctrine corporative fasciste n'apparaît pas comme une conception autonome qui puisse naître de la simple considération des rapports économiques et sociaux. Elle n'est que la conséquence sur le plan de l'organisation professionnelle des principes moraux et spirituels qui forment le fondement même de l'état fasciste. Le corporatisme italien restera avant tout une expression de la doctrine politique du régime. Son principe essentiel est dans la conception de l'État, de son rôle, de ses fins. « Toutes les organisations professionnelles reconnues, garanties et protégées dans l'État corporatifs vivent dans l'orbite commune du fascisme, c'est-à-dire s'inspirent de la conception doctrinale et pratique du fascisme ¹. »

Enfin, la doctrine corporative fasciste n'étant ainsi que l'application à des faits économiques et sociaux forcément passagers d'une conception philosophique de la vie, ne peut avoir d'expression définitive. De fait, elle a été élaborée len-

1. Discours prononcé par Mussolini, le 31 juillet 1926, à l'inauguration du Ministère des Corporations.

tement au cours de l'histoire du régime fasciste, et elle marque ainsi, par les étapes de sa formation, son caractère essentiellement pragmatique.

§ 2. — LES CIRCONSTANCES OU IL S'EST FORMÉ :
LES QUATRE PHASES DE SON DÉVELOPPEMENT

Le corporatisme italien est parvenu à sa forme actuelle en quatre étapes².

1° *La phase politique (1919-1926).*

Cette phase s'étend de 1919, année de la formation du premier faisceau, à 1926 année de la loi Rocco. Au cours de cette période, le fascisme consacre son effort à préparer politiquement le terrain à des transformations sociales ultérieures. Il dissipe les préventions populaires contre le nouveau régime en s'attachant à régler les conflits du travail, en réduisant au minimum les mesures coercitives contre les membres de la classe ouvrière, en entrant en lutte avec certains représentants de la haute banque ou de la grande industrie¹. Il dissout les syndicats chrétiens ou marxistes, mais il commence à organiser un peu partout, dans certains métiers ou même certaines professions libérales, des syndicats fascistes qui devaient servir de pépinière pour les chefs de la future organisation professionnelle. En même temps, par la propagande, il prépare l'opinion aux thèses futures du régime sur le règlement des rapports économiques et sociaux.

2. Se rapporter sur cette question, pour plus de détails, à l'ouvrage de Guillaume, *Les corporations en Italie*.

1. L'épisode le plus caractéristique de cette lutte fut le conflit avec la Banca commerciale personnifiée par M. Toeplitz.

2° *La phase syndicaliste et contractuelle* (1926-1930).

Cette phase est remplie par la promulgation et la réalisation de la loi Rocco du 3 avril 1926, dont les principes furent repris en 1927 dans la « Charte du Travail ». Les syndicats se forment, leur pyramide s'organise, la conclusion des contrats collectifs de travail est érigée en système. Les rapports entre employeurs et employés sont considérés désormais comme étant d'ordre public. L'État y intervient souverainement à ce titre, et il institue une juridiction spéciale pour connaître des différends qui peuvent naître à leur occasion : le « Tribunal du Travail ».

L'organisation professionnelle reste cependant syndicale. Il n'y a pas d'associations professionnelles mixtes. Elles contiennent toujours, soit les patrons, soit les ouvriers et les employés. Mais le concept de corporation se diffuse lentement dans l'esprit des masses italiennes. Les progrès réalisés par les syndicats fascistes, la sélection de leurs dirigeants, la mise au point des contrats collectifs, l'élimination des conflits du travail ont rallié le pays à l'idée d'une organisation professionnelle encore plus poussée.

3° *La phase du Ministère des Corporations* (1930-1933).

Cette phase débute par la loi du 20 mars 1930 portant « réforme du Conseil national des corporations » et finit le 5 décembre 1933 par la loi sur les corporations. Dans les deux premières phases, nous avons vu naître et se développer l'organisation syndicale. Dans celle-ci, c'est l'organisation corporative qui se constitue sous une forme d'ailleurs provisoire. Les Pouvoirs publics n'ont pas voulu former d'un seul coup les diverses corporations. Leur masse totale était trop lourde, leur tâche encore trop peu définie, leurs pouvoirs

trop dangereux pour la puissance publique. Mussolini décide de faire tout d'abord par voie administrative, en chargeant de cette tâche le Ministère des Corporations, le travail d'organisation économique dont l'utilité apparaissait clairement et qui devait incomber plus tard, dans son esprit, aux futures corporations. Cette méthode lui permet d'organiser l'économie italienne pour résister à la crise, tout en évitant de réaliser trop hâtivement une réforme délicate.

4° *La phase de l'économie corporative* (depuis 1933).

L'Italie entre dans la phase de l'économie corporative avec la loi des corporations du 5 décembre 1933. Les corporations elles-mêmes sont cette fois constituées, chacune sur un modèle à part avec ses dimensions propres. Ainsi se trouve couronné l'édifice construit lentement par le nouveau régime depuis 1922. La construction, d'ailleurs, n'est encore achevée que dans ses grandes lignes. Les circonstances politiques, économiques amènent les Pouvoirs publics à diverses reprises, au cours de cette période, à parfaire l'édifice corporatif. En particulier, à partir de l'été de 1935, la guerre en Abyssinie, puis l'application des sanctions déterminent un développement rapide de toute une série de nouveaux organismes qui contrôlent l'ensemble du commerce extérieur.

CHAPITRE II

LE RÉGIME THÉORIQUE

§ 1. — LES PRINCIPES AFFIRMÉS PAR LA CHARTE DU TRAVAIL

La Charte du Travail ¹ énumère sous une forme brève les principes fondamentaux qui régissent les rapports économiques et sociaux sous le régime corporatif fasciste. C'est un manifeste qui peut être comparé à la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Il doit être commenté avec les textes de la loi Rocco et de la loi de 1933 sur les corporations.

Ces principes sont les suivants :

1° Le rapport juridique qui lie le salarié et le patron n'est pas un simple rapport de droit privé émanant de leurs seules volontés et limité à leurs propres personnes. C'est un *rapport d'ordre public*. Tous les éléments qui rentrent dans un contrat de travail, toutes les institutions de prévoyance, d'assistance, d'apprentissage qui se rattachent à la réglementation du travail constituent un domaine où l'État est directement intéressé et où il intervient activement. « Le travail sous toutes ses formes... est placé sous la tutelle de l'État. »

2° L'État s'intéresse de même à la production qu'il considère dans son ensemble et du point de vue de l'intérêt géné-

1. Cette *Charte du Travail* a été publiée le 21 avril 1927, et distribuée à tous les travailleurs italiens le 28 octobre 1928.

ral. « La production dans son ensemble est unitaire au point de vue national. Ses objectifs sont unitaires et se résument dans le bien-être des individus et dans le développement de la puissance nationale. »

Mais « l'État considère l'*initiative privée dans le domaine de la production* comme l'instrument le plus utile des intérêts de la nation ». Il cherchera donc à développer d'abord la collaboration entre les divers producteurs. « L'intervention de l'État dans la production économique n'a lieu que quand l'initiative privée fait défaut, ou est insuffisante, ou lorsque les intérêts politiques de l'État sont en jeu. »

3° Les divers facteurs de la production sont *groupés dans des associations professionnelles* afin de mieux assurer entre eux cette collaboration qui est orientée dans le sens de l'intérêt supérieur de l'État. Cette « organisation professionnelle est libre », mais seuls les syndicats légalement reconnus et soumis au contrôle de l'État ont le droit de représenter la catégorie d'employeurs ou de travailleurs pour laquelle ils sont constitués.

4° « La solidarité des divers facteurs de la production trouve son expression concrète dans le *contrat collectif de travail* obtenu par la conciliation des intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. »

5° L'ensemble de la production nationale doit être organisé et coordonné. Les « corporations » constituent « l'organisation unitaire des forces de la production dont elles représentent intégralement les intérêts ». « C'est parce qu'elles assurent cette représentation intégrale des intérêts de la production qui sont eux-mêmes des intérêts nationaux, que les corporations sont reconnues par la loi comme des organes de l'État. »

§ 2. — LE PLAN DE L'ORGANISATION SYNDICALE
ET CORPORATIVE

L'organisation professionnelle fasciste comporte une organisation syndicale et une organisation proprement corporative.

a) *L'organisation syndicale.*

L'organisation syndicale se compose d'organisations ouvrières et d'organisations patronales qui se correspondent. Chacune de ces organisations est elle-même constituée par une pyramide de groupements qui sont, en allant de la base au sommet de la pyramide syndicale :

1° Les *associations syndicales* qui groupent dans chaque centre de production les membres ouvriers ou patronaux de chaque métier. Ces associations syndicales sont les cellules initiales de toute l'organisation professionnelle. La loi ne fixe aucune règle pour déterminer leur champ d'action. Elles correspondent aux anciens syndicats.

2° Les *Unions* qui réunissent d'abord au chef-lieu de province, puis au chef-lieu de région ¹, les associations syndicales de la même catégorie professionnelle. Elles constituent les associations du second degré.

3° Les *Fédérations nationales* qui sont constituées par la réunion sur le plan national des Unions régionales.

4° Les *Confédérations* qui, au nombre de 9, groupent les fédérations précédentes appartenant à la même branche d'activité économique ².

5° Enfin le *Conseil national des corporations*.

1. Les « Unions régionales » s'appellent parfois « Fédérations régionales ».

2. Les Confédérations sont au nombre de 9, dont 4 d'employeurs et 4 d'employés correspondant au commerce, à l'agriculture, à l'industrie, à la banque et aux assurances, et une mixte pour les professions libérales.

b) *L'organisation corporative.*

L'organisation corporative se compose de 22 corporations, du Conseil national des corporations et des conseils provinciaux. Les *Corporations* groupent par cycle de production les représentants des fédérations patronales et ouvrières et les représentants de l'État et du parti fasciste.

A l'intérieur de chaque corporation peuvent être constituées des « sections » qui correspondent chacune à une catégorie professionnelle. Les Pouvoirs publics ont cherché ainsi à concilier les deux tendances qui s'étaient manifestées dans l'opinion avant la constitution de l'organisation corporative. Celle de grouper les forces de production par cycle productif et celle de les grouper par espèce d'industrie. De plus, pour des produits déterminés, il est formé des comités corporatifs entre certaines corporations.

Ainsi, l'organisation corporative est extrêmement souple. Les décrets qui la constituent ne prévoient d'ailleurs pas un type uniforme et rigide de corporation. Ils s'adaptent aux nécessités de chaque cycle économique.

Le *Conseil national des corporations* est placé à la tête de toute l'organisation corporative. C'est un organe à la fois politique et professionnel. Il est composé de représentants de l'État, du parti fasciste, des confédérations. Il intervient dans les questions sociales et les questions économiques qui sont du ressort, soit des organisations syndicales, soit des corporations.

Les *Conseils provinciaux* sont constitués dans chaque province. Ils ont théoriquement un rôle analogue à celui du Conseil national, mais dans un cadre plus restreint.

§ 3. — SES TACHES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

L'organisation professionnelle fasciste remplit des tâches à la fois sociales et économiques. Les premières sont du ressort de l'organisation syndicale ou corporative. Les secondes concernent uniquement l'organisation corporative.

1^o *Tâches sociales.*

Les organisations syndicales sont préposées à la défense et à la protection des intérêts matériels et moraux de leurs membres ; l'assistance, la prévoyance, l'arbitrage, l'apprentissage, dans les limites tracées par les lois, leur reviennent de droit. Mais, surtout, elles représentent en toute occasion la profession devant les Pouvoirs publics et les autres associations syndicales. En particulier elles sont chargées de passer les contrats collectifs de travail, soit nationaux, soit locaux qui engagent l'ensemble de la profession intéressée ¹ et d'intenter les actions collectives devant les Tribunaux du Travail ², d'exercer dans leurs professions des « fonctions déléguées d'intérêt public ³ ».

Les organisations syndicales partagent ces attributions sociales avec les organisations corporatives, lorsqu'il s'agit de « déterminer les tarifs des prestations professionnelles » ou « d'émettre des règlements ayant caractère obligatoire pour tous ceux qui appartiennent à la profession ⁴ », d'arbitrer dans certains cas les conflits du travail.

1. Loi du 3 avril 1926 concernant la réglementation juridique des rapports collectifs du travail. Chapitre I, article 1.

2. Même loi, chapitre II, article 17.

3. *Charte du Travail*, article 3.

4. Loi du 20 mars 1930 sur le Conseil national des corporations, articles 11 et 12.

2^o Tâche économique.

Les organisations corporatives ont pour objet de régler les rapports économiques conformément à l'intérêt général du pays ¹. Elles doivent discipliner la production et les marchés, maintenir un juste équilibre entre les différentes branches d'activité économique, lier les groupes successifs que met en contact nécessaire l'élaboration d'un même produit.

Les organisations corporatives sont en particulier chargées d'étudier et de promulguer des règlements ayant force de loi pour régler les rémunérations à assigner sous forme de salaires, de produits, de répartition de bénéfices à tous ceux qui interviennent dans l'entreprise : salariés, entrepreneurs, fournisseurs de capitaux. Elles doivent également régler les prix de consommation des objets qui sont vendus au public sous le régime du privilège. Cette dernière attribution a pris aujourd'hui une importance considérable en raison de l'application à l'Italie du régime des sanctions.

TABLEAU DES 22 CORPORATIONS

A) 8 corporations à cycle de production agricole, industrielle et commerciale.

Céréales, culture maraîchère, culture des fleurs et des fruits, viticulture et production du vin, huile, betterave et sucre, zootechnie et pêche, bois, produits textiles.

B) 8 corporations à cycle de production industrielle et commerciale.

Métallurgie et mécanique, chimie, habillement, papier

1. Article 12, de la loi du 20 mars 1930.

et imprimerie, construction, eau, gaz et électricité, industries extractives, verre et céramique.

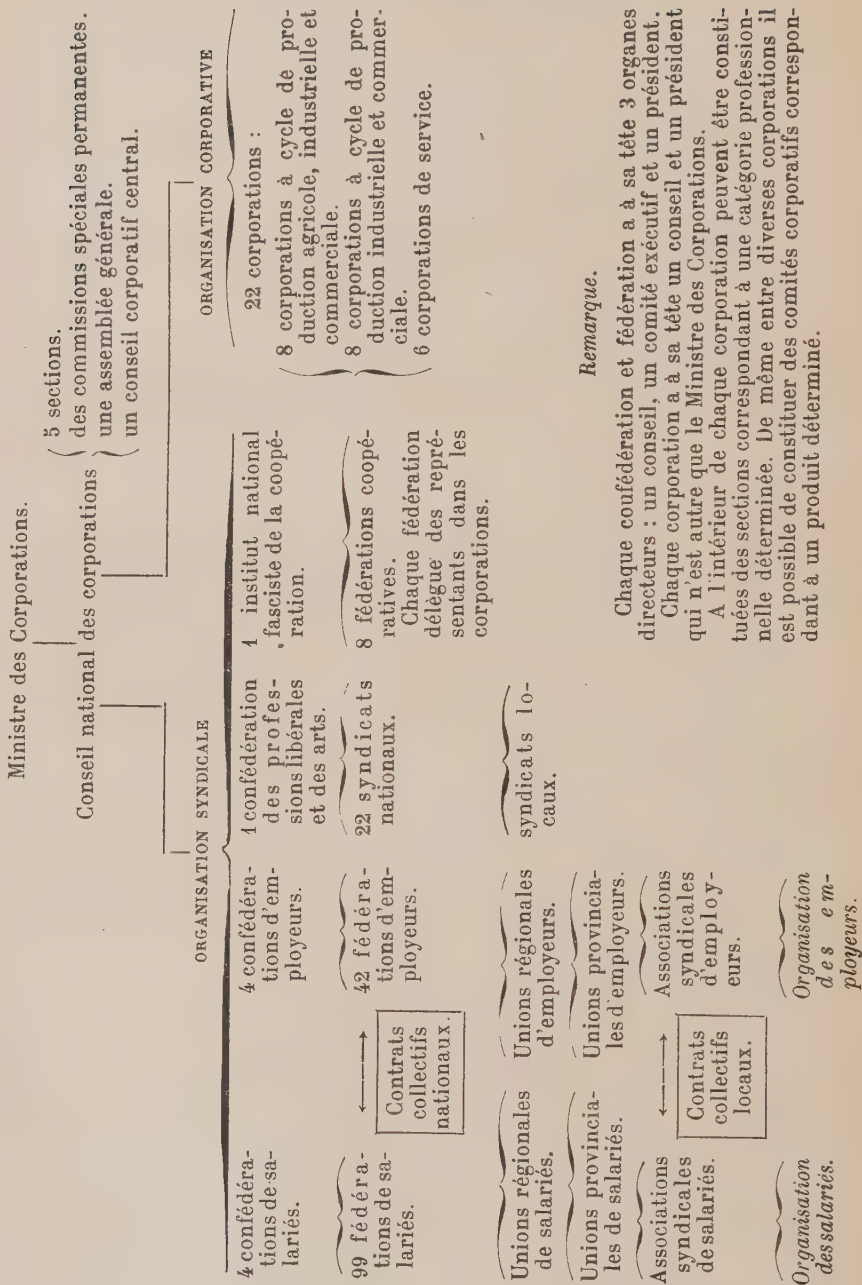
C) 6 corporations de service.

Prévoyance et crédit (3 sections), professions libérales et arts (4 sections), mer et air, communications intérieures (4 sections), spectacle, hôtellerie.

Tableau des Confédérations.

CONFÉDÉRATIONS		NOMBRE DE FÉDÉRATIONS NATIONALES rattachées à ces confédérations.	
4 Confédérations d'employeurs.	Agriculteurs . . .	4	
	Industriels . . .	45	(y compris celle des artisans).
	Commerçants. . .	37	
	Instituts de crédit et d'assurance .	13	
4 Confédérations de salariés.	Agriculture . . .	4	
	Industrie . . .	29	(dont les 9 syndicats du spectacle).
	Commerce . . .	5	
	Instituts de crédit et d'assurance .	4	
Confédération des personnes exerçant une profession libérale et des artistes.		22	syndicats nationaux.
Institut national fasciste de la coopé- ration		8	

PLAN SCHÉMATIQUE DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

*Remarque.*

Chaque confédération et fédération a à sa tête 3 organes directeurs : un conseil, un comité exécutif et un président.

Chaque corporation a à sa tête un conseil et un président qui n'est autre que le Ministre des Corporations.

A l'intérieur de chaque corporation peuvent être constituées des sections correspondant à une catégorie professionnelle déterminée. De même entre diverses corporations il est possible de constituer des comités corporatifs correspondant à un produit déterminé.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS SOCIAUX

L'organisation des rapports sociaux, qui fut d'ailleurs entreprise bien avant celle des rapports économiques, semble être définitivement mise au point depuis la promulgation de la loi du 5 février 1934. Le régime actuellement en vigueur en ce domaine est une application presque rigoureuse du régime théorique que nous avons analysé précédemment.

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUTEURS :

ASSOCIATIONS SYNDICALES, FÉDÉRATIONS, CONFÉDÉRATIONS

1^o *Leur caractère général d'organismes privés d'intérêt public.*

Dans l'organisation professionnelle fasciste, les institutions syndicales ont le caractère *d'organismes privés*, alors que les institutions proprement corporatives sont des organismes d'État. Cette différence est due à ce que les premières n'ont pas d'autre objet que d'harmoniser les intérêts de ceux qu'une même entreprise réunit, tandis que les secondes doivent assurer la collaboration de groupes producteurs forcément antagonistes et promouvoir l'activité de ces groupes dans le sens de l'intérêt national.

Mais, quoique organismes privés, les institutions syndicales remplissent une *tâche d'intérêt public*. Pourvues cha-

cune de la personnalité civile, soumises d'ailleurs à la surveillance étroite de l'État et du parti fasciste, elles jouissent de prérogatives qui leur permettent d'intervenir souverainement dans les rapports du travail. L'État leur reconnaît le droit exclusif de représenter leur profession, il leur accorde des pouvoirs réglementaires à l'intérieur de celle-ci, elles concluent des conventions, prennent des décisions qui s'imposent à tous les membres de la catégorie professionnelle à laquelle elles correspondent, qu'ils soient membres ou non de ces organismes syndicaux.

Ces organismes syndicaux ne jouissent d'ailleurs que d'une autonomie très restreinte, particulièrement les associations syndicales primaires. Le fascisme considère pourtant les syndicats locaux comme « les cellules vivantes de l'organisation sociale ¹ » et l'évolution de la législation professionnelle depuis la promulgation de la loi Rocco tend à faciliter le développement de leur liberté d'action.

2° *Leur constitution.*

L'organisation syndicale actuelle comporte des « associations syndicales », des « unions », des « fédérations » et des « confédérations ». Elle groupe de la base au sommet dans des organismes différents les patrons et les salariés ². Les fonctionnaires en sont exclus.

a) Les *associations syndicales* sont constituées dans chaque centre de production et groupent sur le plan local et chacune pour une catégorie professionnelle déterminée, soit les pa-

1. Loi du 3 avril 1926.

2. Le fascisme considère qu'il n'y a pas une différence de nature au point de vue professionnel entre les patrons et les directeurs d'entreprise. Le « personnel dirigeant » fait donc partie des organisations syndicales patronales.

trons soit les ouvriers. Il n'y a pas de disposition légale qui fixe l'étendue du champ d'action d'une association syndicale ; mais il ne peut exister qu'une seule de ces associations dans chaque circonscription territoriale donnée et pour chaque branche de l'activité économique. Pour qu'elles puissent être reconnues par l'État et rattachées à l'organisation syndicale fasciste, elles sont tenues en outre de grouper par adhésion volontaires au moins 10 p. 100 des salariés de la catégorie professionnelle intéressée et, si c'est une association patronale, un nombre d'adhérents occupant au moins le dixième des ouvriers.

Les organes directeurs de chaque association syndicale comportent un comité directeur de cinq membres et un secrétaire. Ils sont élus par une assemblée générale composée de tous les adhérents de l'association.

b) Les associations syndicales de chaque catégorie professionnelle sont tenues de se fédérer dans le cadre de la région, c'est-à-dire par canton, district ou province selon les cas. A cet effet, leurs secrétaires se réunissent en une *Union régionale* qui a les mêmes caractères, droits et devoirs que les syndicats placés à sa base. Contrairement à ce qui paraissait dans les premières années du régime, ces institutions intermédiaires ne semblent pas appelées à constituer un chaînon bien important de l'organisation professionnelle.

C'est par leur intermédiaire pourtant que l'État reconnaît les associations syndicales primaires et que les fédérations nationales exercent, dans une certaine mesure, leur autorité. La plus grande diversité règne dans la répartition territoriale de ces unions régionales.

Ces unions sont administrées, comme les syndicats, par un Comité directeur et un secrétaire, nommés par leurs membres.

c) Les *Fédérations nationales* sont constituées par la réunion,

sur le plan national, de toutes les unions régionales et associations syndicales appartenant à une branche économique donnée. Au nombre d'une centaine pour les fédérations de salariés, de 42 pour les fédérations d'employeurs, elles groupent des masses considérables de patrons et d'ouvriers et occupent une place de premier plan dans l'organisation professionnelle. Les organes de chaque fédération comprennent une assemblée, composée des secrétaires des syndicats provinciaux et qui se réunit tous les trois ans, un conseil restreint qui se réunit une fois par an et contrôle en particulier le budget de la fédération, un comité exécutif nommé par le conseil et qui s'occupe de la gestion économique et financière de la fédération ainsi que de la conclusion des conventions collectives, enfin un président ou un secrétaire nommé pour trois ans par l'assemblée.

Toutes les catégories professionnelles ne se prêtaient pas à la constitution de syndicats régionaux, soit à cause de la dispersion des intéressés, soit à cause de leur nombre limité. Certaines fédérations ont, en conséquence, été dotées de statuts spéciaux. Il en est ainsi de la fédération des travailleurs du spectacle composée de syndicats nationaux, de celle des travailleurs des transports maritimes et aériens, de celle des artisans ¹.

d) Au sommet de la pyramide syndicale, les *confédérations* groupent par grande branche d'activité économique les fédérations précédentes. Leur nombre est réduit à 9 depuis la promulgation de la loi du 6 février 1934 ². Les 8 premières réunissant les organisations patronales ou ouvrières pour

1. Dans la fédération des artisans, les syndicats provinciaux sont remplacés par les « communautés provinciales », qui groupent dans le cadre de la province l'ensemble des artisans.

2. Leur nombre était autrefois de 13, mais les 4 confédérations des transports ont été supprimées au moment de la constitution des corporations.

l'agriculture, l'industrie, le commerce, le crédit et l'assurance, la dernière étant celle des professions libérales. Leurs fonctions ont été également limitées par la même loi. Les confédérations groupent les fédérations. Quoiqu'elles soient ainsi placées à la tête de la hiérarchie syndicale, leur importance tend plutôt à décroître.

Comme les fédérations, les confédérations ont 3 organes : le conseil, le comité exécutif et le président. Le conseil est composé des dirigeants des fédérations et se réunit une fois par an. Le comité exécutif est nommé pour trois ans par le conseil. Le président lui-même est nommé par le Gouvernement sur la proposition du conseil ¹.

Chaque confédération possède une administration centrale à Rome, mais elle exerce également son autorité en province sur les organisations syndicales primaires, par l'intermédiaire des unions régionales qui sont en rapport direct avec elles.

e) Enfin, en marge de cette organisation hiérarchisée et constituée sur un plan strictement professionnel, il existe sur le plan régional quelques organes de coordination entre les diverses institutions syndicales. Ce sont les *comités inter-syndicaux*, régionaux ou locaux, constitués par la réunion de tous les secrétaires des syndicats locaux sous la présidence du secrétaire de la section du parti fasciste. Le rôle de ces comités est purement consultatif.

3° *Leur compétence.*

La compétence des organisations syndicales s'étend à tous les rapports entre employeurs et employés, aux œuvres d'assistance, de prévoyance et d'éducation professionnelle.

1. Cette nomination est la seule exception au principe de l'élection appliquée à tous les degrés de la hiérarchie syndicale.

En ce qui concerne les rapports entre employeurs et employés, chaque institution syndicale a, dans les limites de sa compétence, le droit exclusif de représenter la catégorie professionnelle à laquelle elle correspond. En particulier, elle jouit de ce privilège devant les pouvoirs publics, la magistrature du travail, et l'ensemble des organisations syndicales. Il en résulte que ses décisions ont un caractère réglementaire, qu'elle peut se porter partie civile devant les tribunaux pour toute atteinte portée aux intérêts de la profession qu'elle représente, que les accords collectifs de travail auxquels elle souscrit engagent tous ceux qui ressortent du domaine de sa compétence. La loi lui a même conféré le pouvoir de réglementer dans certaines conditions les salaires et les conditions du travail ¹. Mais elle partage cette attribution avec les organismes proprement corporatifs, c'est-à-dire avec le Conseil national des corporations et les corporations de la même catégorie professionnelle.

L'organisation syndicale doit encore arbitrer obligatoirement tous les conflits du travail, avant qu'ils ne soient soumis à la procédure juridictionnelle. Ses interventions dans ce domaine sont devenues de plus en plus fréquentes et importantes. Mais elle a, en revanche, perdu le rôle de conseiller les pouvoirs publics dans les questions sociales depuis l'institution du « Conseil national des corporations ».

Dans le domaine de l'assistance et de la prévoyance, les organisations syndicales jouent un rôle très important car l'État fasciste s'est déchargé sur elles d'une grande partie des devoirs qui incombent normalement en ce domaine aux

1. Tout organisme syndical peut demander au conseil national des corporations l'autorisation de « déterminer les tarifs des prestations professionnelles de ses membres », ou d'émettre des règlements ayant le caractère obligatoire pour tous ceux qui appartiennent à la profession (art. 11 de la loi du 20 mars 1930 sur le conseil national des corporations).

pouvoirs publics. En particulier, elles ont presque complètement la charge de l'assistance aux chômeurs, qu'ils soient inscrits ou non dans un syndicat et elles doivent s'acquitter elles-mêmes de cette fonction, sans pouvoir la déléguer à une autre institution. Elles gèrent également les caisses mutuelles de maladie ¹; enfin, il leur incombe presque toujours de défendre les intérêts de leurs membres dans les affaires administratives et judiciaires relatives à l'application des assurances sociales.

Les asosciations syndicales jouent encore un rôle important dans l'éducation et l'instruction professionnelle. Elles soutiennent l'action des œuvres nationales chargées de l'occupation des loisirs, particulièrement de l'œuvre du « *Dopo lavoro* » dont elles ont le contrôle effectif.

Pour assurer toutes ces tâches les associations syndicales ont été habilitées à imposer des contributions aux membres de chaque profession, qu'ils soient ou non adhérents de l'organisation professionnelle ².

4^o Leurs conditions de fonctionnement.

Toute l'organisation syndicale fasciste est conçue pour fonctionner sur le mode autoritaire. De la base au sommet de cette organisation, chacun de ses éléments est strictement subordonné au suivant qui exerce effectivement sur lui un droit de contrôle et un pouvoir disciplinaire. Les organes inférieurs ne peuvent être reconnus par les pouvoirs publics qu'après un avis favorable de l'organe qui leur est hiérarchi-

1. Ces caisses sont alimentées presque uniquement par les contributions des employeurs.

2. L'établissement de ces contributions doit être autorisé par les autorités publiques. Leur recouvrement est assuré par les mêmes moyens que celui des impositions locales.

quement supérieur. La même approbation est nécessaire pour toutes les décisions de caractère réglementaire qui peuvent être prises aux diverses échelons de l'organisation syndicale, en particulier pour celles qui rendent obligatoires les contrats collectifs.

Cependant les associations syndicales primaires jouissent d'une certaine autonomie qui n'a cessé de se préciser à mesure que la législation professionnelle se développait. Elles ont acquis quelque indépendance dans la gestion de leurs services et des institutions qui dépendent d'elles, ainsi que dans la négociation des contrats collectifs. Dans certains cas, elles peuvent saisir directement le conseil national des corporations et les diverses corporations. En revanche, le rôle des unions s'est beaucoup amoindri.

De même, les fédérations ont été en grande partie libérées de la tutelle des confédérations. Ces dernières sont surtout chargées désormais de traiter les questions d'ordre général qui intéressent plusieurs fédérations et de gérer les services communs comme le contentieux, les services d'assurances, d'assistance, les cours de perfectionnement syndical. Elles n'ont plus à s'ingérer dans la négociation des contrats collectifs.

Dans l'ensemble, l'organisation syndicale tend à se décentraliser. Les associations syndicales pour les questions professionnelles locales, les fédérations pour les questions professionnelles nationales acquièrent une autonomie plus grande à mesure que les institutions proprement corporatives prennent plus d'importance.

5° *Leurs rapports avec l'organisation corporative.*

L'organisation corporative est dans une certaine mesure chargée de coordonner et de contrôler l'activité de toute l'or-

ganisation syndicale. Cette tutelle s'exerce principalement par l'intermédiaire des corporations et du conseil national des corporations.

C'est aux corporations que revient la faculté d'émettre des règlements généraux concernant la réglementation des salaires et tout particulièrement d'établir des tarifs pour la rémunération des services. Elles sont aujourd'hui saisies directement de ces questions par les associations syndicales sans que celles-ci aient à passer par l'intermédiaire des confédérations comme autrefois. Les contrats collectifs doivent leur être également soumis dans la mesure où ils mettent en jeu les intérêts de plusieurs catégories professionnelles. Elles ont encore à exercer la tentative suprême de conciliation dans les conflits collectifs de travail, à donner leur avis sur la reconnaissance des syndicats par les pouvoirs publics et en général sur toutes les questions sociales du ressort de leur compétence professionnelle.

Le conseil national des corporations exerce d'abord directement toutes les activités précédentes dans les branches de l'activité économique où les corporations ne sont pas encore constituées et, là où les corporations existent, il approuve ou non leurs décisions. Mais il est surtout chargé de coordonner dans tous les domaines les efforts des diverses associations syndicales, particulièrement dans le domaine de l'assistance, de la prévoyance, des contrats de travail, et de mettre leur action en harmonie avec celle des autres institutions fascistes. Il joue enfin le rôle d'organe consultatif et législatif en ce qui concerne toute la législation d'ordre professionnel.

Dans le cadre de l'organisation régionale, les conseils provinciaux de l'économie sont théoriquement chargés de coordonner l'action des diverses associations syndicales, particu-

lièrement dans le domaine de l'assistance. Leur rôle est en fait secondaire.

6° *Le contrôle exercé par les pouvoirs publics sur leurs décisions.*

Les pouvoirs publics exercent en Italie un contrôle extrêmement sévère sur toute l'organisation professionnelle, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes corporatifs qui sont des organismes d'État. Ce contrôle porte à la fois sur le choix du personnel des institutions syndicales et sur les décisions qu'elles prennent.

Le contrôle sur le personnel est exercé hiérarchiquement. Les présidents des confédérations sont nommés directement par le Ministre des Corporations — les secrétaires des autres organisations syndicales sont bien élus par les membres adhérents mais leur nomination doit être approuvée par le chef de l'organe hiérarchiquement supérieur. De plus cette approbation n'est donnée que sur avis favorable du parti fasciste assurant que les personnes choisis possèdent non seulement les qualités de moralité et de capacité requises, mais aussi des convictions politiques sûres et observent les principes de la doctrine corporative fasciste ¹.

Tous les actes des organisations syndicales doivent, de même, être approuvés par les pouvoirs publics. Cette approbation est donnée par l'organe hiérarchiquement supérieur s'il s'agit d'un acte de gestion ou d'une intervention de peu d'importance. Elle est réservée au Ministre des corporations lui-même ou aux autorités administratives locales dans tous les autres cas, particulièrement en ce qui concerne la conclusion des contrats collectifs.

1. *Bulletin d'information du Ministre italien du Commerce et de l'Industrie*, juin 1934.

§ 2. — LE RÔLE DE CES ORGANISMES DANS LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

Les rapports entre le capital et le travail sont considérés dans la doctrine corporative fasciste comme étant des rapports d'ordre public. Ce caractère détermine le rôle des organisations syndicales dans le règlement des questions ouvrières et sociales.

1^o Question des salaires.

Les salaires sont en principe déterminés par des conventions collectives que passent entre elles les organisations fascistes d'employeurs et de salariés et dont les dispositions sont obligatoires pour tous les membres de la profession, qu'ils soient inscrits ou non à ces organisations. Ces conventions sont nationales ou locales selon que leur champ d'action s'étend au pays tout entier ou à une région. Dans le premier cas, elles sont conclues par les fédérations et dans le second par les associations syndicales.

Pour l'établissement de ces conventions collectives locales, chaque fédération établit un contrat-type conforme aux conventions collectives nationales; chaque région ou province le met au point en tenant compte des coutumes, des besoins locaux et du coût de la vie. Enfin, dans chaque ville, les associations syndicales patronales ou ouvrières en discutent les clauses et les barèmes puis le soumettent au comité inter-syndical local qui en adapte les dispositions à celles des contrats collectifs déjà en vigueur dans les autres professions, afin d'éviter des différences trop fortes dans la condition des divers travailleurs de l'agglomération.

Une fois l'accord réalisé entre les parties, il doit être porté

à la connaissance et soumis à l'approbation des organisations hiérarchiquement supérieures, et finalement du Ministre des Corporations. Il ne peut avoir d'effet tant que ces formalités ne sont pas accomplies¹. L'administration syndicale peut toujours refuser d'approuver les contrats qu'elle juge contraires aux principes corporatifs ou fascistes.

Toutes les conventions contiennent des clauses générales qui ont un caractère réglementaire et des clauses particulières purement contractuelles qui répondent aux exigences de l'économie locale. La violation de ces conventions est frappée de peines et les contrevenants répondent civilement des dommages causés à l'autre partie et aux associations syndicales. Les associations syndicales elles-mêmes ne sont responsables que des obligations qu'elles ont assumées « en leur propre nom », ce dont elles se gardent bien en général. C'est seulement dans le cas où le contrat collectif stipulerait explicitement que son exécution est garantie par l'association qui l'a conclu que celle-ci répond en propre des dommages causés par l'inexécution de ces prescriptions (article 55 de la loi Rocco). Les syndicats sont ainsi soigneusement déchargés d'une responsabilité trop étendue, mais lorsque cette responsabilité est mise en jeu, ils ne peuvent plus recourir à l'artifice de la dissolution pour y échapper (article 59 de la même loi).

L'usage des conventions collectives est devenu général dans l'industrie et les transports. En revanche, il n'est pas encore très répandu dans l'agriculture où la majorité des salariés est restée liée par des contrats individuels de travail.

1. Pour l'accomplissement de ces formalités, le texte du contrat est déposé à la Préfecture ou au Ministère des Corporations, selon qu'il a un caractère local ou national. Il est ensuite publié une fois approuvé au *Bulletin provincial* des annonces légales, si c'est un contrat du premier type, et à la *Gazette officielle*, dans le second cas.

De 1926 à 1935, le nombre des conventions collectives régulièrement publiées à été le suivant :

1° Conventions collectives nationales ou interprovinciales : 486 dont	{	Industrie	130
		Agriculture	18
		Crédit et assurance	123
		Commerce	59
		Professions libérales	5
		Transports par air et par mer	41
		Transports terrestres	110
2° Conventions collectives provinciales : 6.489 dont	{	Industrie	3.382
		Agriculture	852
		Crédit et assurance	100
		Commerce	893
		Professions libérales	59
		Transports par air et par mer	2
		Transports terrestres	1.201
3° Conventions collectives locales : plus de 10.000.			

2° *Les conflits du travail.*

Les conflits du travail sont tout d'abord soumis à un arbitrage obligatoire ; si la conciliation n'a pu se faire, ils sont alors tranchés par les tribunaux du travail.

1° *L'arbitrage.* — Tout conflit, qu'il soit d'ordre collectif ou individuel, est porté devant le comité intersyndical local qui s'efforce de le résoudre. S'il n'arrive pas à un accord, le conflit est soumis successivement à tous les organes de la hiérarchie syndicale et corporative, et chacun d'eux tente à tour de rôle de concilier les parties. Si le désaccord persiste, il est évoqué en dernière instance devant le Ministre des Corporations qui reprend l'enquête à fond, appelle les parties, exerce sur elles une pression. Son intervention constitue la phase ultime de l'arbitrage, et si elle échoue, l'affaire est portée devant les tribunaux du travail.

2° *Le jugement.* — Les tribunaux du travail sont constitués

dans chacune des 16 cours d'appel. Ils sont composés de 3 magistrats, dont un président de section et deux conseillers de cour d'appel auxquels peuvent être adjoints deux experts. Ils jugent « en droit » dans l'application des conventions, et « en équité » s'ils sont appelés à édicter de nouvelles conditions de travail. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours en cassation.

Les pouvoirs publics se sont préoccupés de conserver à cette magistrature un très grand prestige en écartant d'elle, par l'arbitrage préalable, la plus grande partie des litiges. Bien rares sont les conflits qui parviennent jusqu'à elle. En fait, elle n'a guère à juger que ceux auxquels le Gouvernement, pour des raisons politiques, désire donner un certain retentissement.

De 1927 au début de 1934, 34 conflits collectifs seulement ont été soumis à la magistrature du travail. Les autres ont été conciliés, soit par les organisations syndicales et corporatives, soit par le Ministre des Corporations.

Les litiges collectifs soumis à l'arbitrage du Ministre des Corporations n'ont été eux-mêmes que de 497. Sur ce nombre, 339 se sont terminés par un procès-verbal d'accord, 62 seulement par un procès-verbal de désaccord, le reste, soit 96, abandonné par les parties ou renvoyé pour une nouvelle instruction.

3° *La réglementation du travail.*

Les conditions du travail sont déterminées dans leurs grandes lignes par des lois et des règlements professionnels, et dans leurs détails par des règlements d'atelier.

Les lois sont élaborées par le Conseil national des Corporations et promulguées par le Ministre. Les règlements professionnels sont plutôt l'œuvre des associations syndicales ou des

corporations. Mais ils ne peuvent recevoir d'application avant d'avoir été examinés et approuvés par le Conseil national des Corporations et publiés par le Ministre.

Ces conditions générales du travail sont reprises dans les contrats collectifs nationaux ou locaux. Elles servent également de base aux règlements d'atelier.

Les règlements d'atelier sont élaborés par chaque chef d'entreprise dans le cadre de la réglementation en vigueur. Ils contiennent en général certaines dispositions qui ont été adoptées d'un commun accord par les associations syndicales locales d'employeurs et de salariés.

4^o *Les œuvres sociales.*

Le chapitre VI de la Charte du Travail avait confié à l'organisation syndicale de lourdes tâches de prévoyance et d'assistance envers ses membres, d'éducation et d'enseignement professionnel. Mais jusqu'ici les syndicats et les fédérations fascistes se sont surtout contentés de reprendre la gestion des œuvres sociales qui avaient été organisées auparavant par les associations ouvrières socialistes ou populaires chrétiennes¹. Ils n'ont guère créé d'institutions nouvelles sauf dans le domaine de l'organisation des loisirs où leurs efforts semblent parvenus depuis quelques années à des résultats très intéressants.

L'organisation des loisirs est assurée par l'*Œuvre nationale du Dopo Lavoro*. Les syndicats fascistes se sont vus confier sa gestion le 1^{er} mai 1925. Cette institution a pris immédiatement un très grand développement, et elle est aujourd'hui extrêmement populaire dans toute l'Italie. Le nombre de ses adhérents dépasse deux millions. La cotisation ne coûte

1. Associations rattachées au parti populaire de Dom Sforzo.

qu'une somme minime, l'entrée est ouverte à tous, syndiqués et non syndiqués.

Son activité s'exerce dans les domaines de l'éducation physique, artistique, culturelle et de l'assistance sociale et sanitaire. L'éducation physique est assurée par l'organisation de compétitions sportives, d'excursions, de camps de vacances. L'éducation artistique est surtout l'œuvre d'associations dramatiques qui, au nombre de plus de 1.000, parcourent le pays en organisant des représentations populaires des grands chefs-d'œuvre italiens. Pour relever le niveau culturel du pays, le *Dopo Lavoro* a surtout fondé des bibliothèques populaires, organisé des cours et des conférences. Enfin pour l'assistance sociale et sanitaire, il accorde à ses membres des réductions de tarifs médicaux et pharmaceutiques et met à leur disposition un service de consultations gratuites et d'assurances ouvrières¹.

Les syndicats fascistes ont été également chargés du placement des travailleurs par le décret du 29 mars 1928. Ils ont créé à cet effet un certain nombre de bureaux nationaux de placement² dont l'action semble être efficace.

§ 3. — LES RÉSULTATS

1° *Le maintien de la paix sociale.*

La paix sociale a été évidemment maintenue dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir du fascisme puisque toute agitation est sévèrement réprimée, que les grèves et les lock-out

1. L'action du *Dopo Lavoro* est complétée par celle de l'« Institut national d'assurances sociales » qui donne des conseils juridiques gratuits aux ouvriers, et par l'« œuvre nationale pour la protection de la maternité ».

2. Les plus connus sont ceux des travailleurs du riz, des moissonneurs, des cueilleurs d'olives.

sont interdits et leurs promoteurs passibles d'amendes, de prison, ou même de relégation¹.

Mais, comme dans tous les pays de dictature, il reste particulièrement difficile d'apprécier si le nouveau régime a permis d'apaiser réellement l'opposition entre employeurs et salariés, qui était autrefois si forte en Italie². Il semble parfois que l'esprit de lutte des classes subsiste à l'état latent. Les chefs des syndicats fascistes et de nombreux théoriciens, dont le plus connu est le professeur Spirito, ne cessent de s'élever contre le capitalisme. A les entendre, on peut craindre que le syndicalisme fasciste n'ait guère fait que changer les formules du syndicalisme marxiste. La Confédération des syndicats fascistes, à son Congrès du 5 octobre 1924, posait les principes suivants : « La Confédération affirme que les classes sont nécessaires dans la mesure où chacune d'elles répond à une fonction qui a son rôle dans l'accomplissement hiérarchique de la tâche commune ; cette division du travail est indispensable à l'ordonnance de la production. C'est pourquoi la loi de l'évolution sociale consiste moins dans une lutte irréductible entre les classes, lutte qui aboutirait à nier la fonction propre de la Société et à y jeter la confusion, que dans une lutte de capacité, c'est-à-dire dans la lutte menée par des groupes de catégories professionnelles, qui acquièrent la capacité de s'acquitter des fonctions de direction contre d'autres groupes de catégories qui sont en voie de perdre la capacité de remplir ces fonctions de commandement. »

D'ailleurs, les conflits entre les patrons et les ouvriers naissent encore assez fréquemment aujourd'hui. Leur gra-

1. De 1927 à 1934, on ne compte, dans toute la péninsule, que 153 grèves et 2 lock-out, affectant 7.750 travailleurs.

2. Georges Sorel prétendait que ce pays était de tous celui où le socialisme avait le plus de chance de se réaliser.

tivité est en général masquée par la presse italienne, puisqu'elle ne commence guère à parler de ces événements qu'au moment où les négociations sont suffisamment avancées pour avoir quelque chance d'aboutir à un accord¹. Les pouvoirs publics exercent d'ailleurs sur les parties une pression si forte qu'ils règlent en fait le conflit par voie d'autorité. La paix sociale est ainsi maintenue, tout au moins en apparence, mais non l'esprit de collaboration confiante entre le capital et le travail.

2° *La rémunération des travailleurs.*

Le développement de l'organisation professionnelle coïncide, en Italie, avec une diminution de la rémunération des travailleurs. Cette diminution est telle que le revenu moyen des salariés est réduit dans une proportion plus grande que le revenu moyen de la population.

De 1925 à 1932, la baisse des salaires agricoles a été d'au moins 40 p. 100, celle des salaires industriels d'au moins 35 p. 100. Pendant ce temps, le revenu national s'est bien également abaissé tandis que la population augmentait, mais l'indice du niveau de vie n'est passé que de 4,16 à 3,17, c'est-à-dire qu'il n'a baissé que de 20 p. 100. Il en résulte qu'actuellement, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays occidentaux, les salaires réels des ouvriers italiens sont inférieurs à ceux de la période d'avant-guerre.

Il semble de même que les salaires résistent plus difficilement à la crise en Italie que partout ailleurs. Depuis 1929, l'indice des salaires s'est abaissé dans ce pays beaucoup plus rapidement que l'indice du coût de la vie alors qu'on observe

1. C'est ainsi qu'en 1932 la presse italienne a longtemps caché à ses lecteurs les difficultés que soulevait la négociation du « contrat national du travail dans l'industrie du coton ». Il en fut de même en 1933 pour les revendications des ouvriers en laine de la région de Biella.

le phénomène inverse dans la plupart des nations européennes :

	<i>Italie.</i>		<i>France.</i>	
	INDICE des salaires.	INDICE du coût de la vie.	INDICE des salaires.	INDICE du coût de la vie.
1929	100	94	100	113
1930	99	91	109	118
1931	90	82	108	116
1932	86	78	104	107
1933	84	75	104	106
1934	82	71	104	105
1935	81	70	104	100

3^o *Les conditions du travail.*

Les conditions du travail ont été incontestablement améliorées en Italie par le régime corporatif. Des conventions passées entre les organisations syndicales ont réglementé les indemnités de renvoi, les congés payés, l'application des mesures disciplinaires. Elles ont surtout permis d'assurer une meilleure répartition du travail entre les ouvriers à mesure que la crise accentuait le chômage :

	INDICE de l'emploi base 100 en 1926.	POURCENTAGE des ouvriers travaillant par semaine		
		Moins de 48 h.	48 h.	Plus de 48 h.
1930.	94	20,8	66,7	12,5
1931.	81	24,2	64,6	11,2
1932.	69	28,4	63,6	8,0
1933.	68	20,8	70,7	8,5
1934.	68	30,5	61,9	7,6
1935.	77	75,5	20,9	3,6

La semaine de quarante heures a pu être expérimentée dès 1934 grâce à un accord passé entre les confédérations patronales et ouvrières de l'industrie. Le Conseil national

des Corporations et le Grand Conseil fasciste ont pu ainsi l'instituer en 1935 à titre définitif.

Le travail des femmes et des enfants a été strictement réglementé par le même procédé.

4. *Situation sociale des travailleurs.*

La situation sociale des travailleurs en Italie a été grandement modifiée par le développement de l'organisation professionnelle. Tout d'abord il est incontestable que le nouveau régime a obtenu des résultats remarquables dans le domaine spirituel, moral et sanitaire. Il n'en est d'ailleurs pas de même dans le domaine pécuniaire puisque les salaires, comme nous l'avons vu, sont restés assez faibles, que l'État s'est presque complètement abstenu de collaborer aux œuvres d'assistance¹, sauf en ce qui concerne l'aide à la maternité, et que les prestations des assurances sociales, particulièrement celles de l'assurance invalidité-vieillesse et de l'assurance-chômage sont, dans l'ensemble, dérisoires.

Mais, surtout, les conditions mêmes de la vie sociale ont été profondément modifiées. A mesure que les libertés publiques étaient supprimées, que le rôle politique ou social de l'industrie diminuait, l'ouvrier italien perdait son autonomie, sa personnalité venait se fondre dans celle des groupements de toute sorte organisés par l'État. A part le domaine de la vie morale, il est devenu, dans tous les autres domaines, un être dépendant, sans possibilité d'action personnelle. L'ouvrier a même perdu la possibilité de se distraire seul et l'État, aujourd'hui,

1. En ce qui concerne le chômage, 15 p. 100 des chômeurs bénéficient aujourd'hui des travaux publics, 25 à 30 p. 100 touchent des indemnités de chômage, mais elles sont très faibles et ne tiennent aucun compte des charges de famille. On peut admettre que plus de la moitié des chômeurs, soit environ 500.000 ouvriers et leurs familles, sont abandonnés à eux-mêmes.

entend contrôler ses loisirs. De cette situation, les plus vieux travailleurs, qui ont connu le régime antérieur, souffrent évidemment. Les plus jeunes ne peuvent s'en rendre compte ; ils ont perdu certaines qualités d'audace, d'entreprise, d'indépendance ; socialement, ils sont devenus des êtres diminués. Ils ne comptent plus beaucoup, aujourd'hui, dans la vie publique, et il est probable que le régime a plus à craindre, désormais, d'une révolte des classes dirigeantes et des intellectuels que d'une révolte des ouvriers ¹.

1. 4.363.000 salariés sont aujourd'hui inscrits dans les syndicats fascistes, ce qui représente plus de 60 p. 100 des effectifs de travailleurs.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES

L'organisation corporative règle en Italie les rapports économiques de la même façon que l'organisation syndicale règle les rapports sociaux. Ce régime de direction économique a été institué en deux étapes, d'abord le 20 mars 1930 par la création du conseil national des corporations, puis le 8 janvier 1934 par la création des 22 corporations. Mais, jusqu'au milieu de l'année 1935 ces divers organismes n'ont manifesté qu'une activité très ralentie. Depuis l'application du régime des sanctions, ils tendent au contraire à jouer dans la vie économique du pays un rôle de plus en plus important.

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUÉS :

CORPORATIONS ET CONSEIL NATIONAL DES CORPORATIONS

1^o *Leur caractère général d'organismes d'Etat.*

Les corporations et le Conseil national des corporations sont des *organismes publics* qui exercent au nom de l'État des pouvoirs réglementaires et administratifs, et non pas, comme le sont les syndicats, des organismes privés dotés simplement de la personnalité juridique.

L'organisation corporative est essentiellement au service de l'État et non des groupements d'individus dont elle est constituée. C'est en tant que représentant et défenseur des

intérêts généraux du pays, qu'ils soient d'ordre politique, économique, social ou moral, qu'elle intervient dans les rapports entre les différentes catégories de producteurs et qu'elle coordonne leur activité. Sa tâche n'est pas seulement, comme pour les syndicats, de promouvoir sur le plan professionnel la bonne entente et l'esprit de collaboration. L'organisation corporative a tout d'abord pour objet « d'accroître la puissance de la nation et de diriger le développement de celle-ci dans l'esprit du fascisme ».

Mais la nature complexe de l'activité économique impose que cette tâche soit remplie par les producteurs eux-mêmes plutôt que par des fonctionnaires publics. Aussi, par sa constitution, l'organisation corporative reste en grande partie une organisation privée, et ce caractère la distingue essentiellement des autres services de l'État.

2° *Leur constitution.*

L'organisation corporative est constituée principalement par le « Conseil national des corporations » et 22 « corporations ». Elle comporte également, dans chacune des 92 provinces, des « conseils provinciaux de l'économie corporative », mais le rôle de ces organismes dans la vie économique est assez effacé.

I. *Le Conseil national des corporations.* — Le « Conseil national des corporations » est placé à la tête de l'organisation corporative. C'est une institution qui réunit, avec les représentants de l'État, du parti fasciste et des grandes associations nationales, ceux des 9 confédérations professionnelles et de l'Institut national fasciste de la coopération¹. Tous ses membres reçoivent donc leur mandat, soit des pouvoirs

1. Le Conseil national des corporations est régi par la loi du 20 mars 1930 qui a pour titre : « Réforme du conseil national des corporations. »

publics, soit de l'organisation syndicale, qui est elle-même placée sous le contrôle de l'État.

Le Conseil national des corporations a pour organes :

1° *Les sections et sous-sections.* — Les sections sont au nombre de 5 et correspondent aux grandes confédérations patronales ou ouvrières : agriculture, industrie, commerce, banque et assurances, professions libérales et beaux-arts. Elles comportent chacune de 10 à 20 membres. Certaines sont divisées en sous-sections. Elles examinent les problèmes de tout ordre qui intéressent leur catégorie professionnelle et se réunissent très fréquemment .

2° *Les commissions spéciales permanentes.* — Les commissions spéciales permanentes sont constituées par décret pris sur la proposition du Ministre des Corporations. Elles traitent « les questions spéciales d'intérêt cependant générale et d'ordre principalement technique¹ » qui ne seraient pas de la compétence d'une section particulière. Leur composition, leur nombre et leur forme sont essentiellement variables selon les circonstances.

3° *L'Assemblée générale.* — L'Assemblée générale est constituée par la réunion de la plupart des membres des organes précédents auxquels s'ajoutent une trentaine d'autres personnes représentant l'État et les grandes œuvres nationales, ou désignées par les pouvoirs publics. Elle compte, au total, environ 160 membres. Elle se réunit deux fois par an et discute en principe les problèmes d'ordre général².

1. Article 6 de la loi du 20 mars 1930.

2. La composition de l'Assemblée générale est la suivante :

1° les Ministres, les Sous-Secrétaires d'État, les directeurs généraux des Ministères chargés des affaires économiques et sociales ;

2° une délégation du parti fasciste, composée du Secrétaire général et de 4 délégués ;

3° les Présidents des œuvres nationales et des associations de combattants et de mutilés ;

4° Tous les délégués aux sections, sous-sections et commissions des con-

4° *Le comité corporatif central.* — Le comité corporatif central est un organe permanent qui se substitue à l'Assemblée générale dans l'intervalle de ses réunions. Il se compose d'une trentaine de membres ; il est présidé par le chef du Gouvernement ; ses délibérations sont secrètes. C'est en fait dans ce comité que tous les projets des pouvoirs publics ou des groupes professionnels sont examinés, adaptés à l'organisation existante et finalement acceptés ou rejetés. Le rôle de l'Assemblée générale est, de ce fait, très réduit.

II. *Les 22 corporations.* — Les 22 corporations prévues par la loi du 8 janvier 1934 sont aujourd'hui organisées et rassemblent la totalité des producteurs. Elles semblent maintenant fonctionner normalement ¹.

Chaque corporation comporte essentiellement un *conseil* qui siège plusieurs fois par an et où se trouvent réunis les représentants de toutes les catégories de producteurs intéressés. Employeurs et travailleurs y sont en nombre rigoureusement égal. Leurs délégués sont désignés par les fédérations syndicales. Les coopératives de production ou de vente, les professions libérales, les artistes sont également représentés dans les corporations qui correspondent à leur activité. Enfin, chaque conseil comprend encore des représentants des techniciens, des divers organismes publics et trois délégués

fédérations générales aptronales ou ouvrières, la moitié des délégués de l'Institut national ed la coopération et de la confédération des professions libérales et des arts ;

5° 10 personnalités désignées par les pouvoirs publics.

1. Nous rappelons que chaque corporation correspond à une grande branche économique. Chacune de ces branches est définie par un cycle de production. Ainsi les producteurs de papier ont été groupés avec les éditeurs, les producteurs de matériaux de construction avec les entrepreneurs de bâtiment. Les membres des corporation sont donc liés par leurs rapports d'échange. Il n'y a ni corporation du commerce, ni corporation de l'artisanat.

du parti fasciste qui ont pour fonctions de défendre les intérêts généraux ; le nombre des membres de ce conseil est donc très variable selon les corporations ¹ ; en plus de ces membres permanents, il peut être encore adjoint au conseil, dans certains cas, soit des experts, soit des directeurs généraux de Ministères et des personnalités ayant un intérêt particulier dans l'affaire examinée.

Certaines corporations, comme celle des assurances et du crédit, sont divisées en *sections*. Chaque section comporte un conseil qui est constitué de la même manière et joue le même rôle que celui d'une corporation.

Toutes les corporations ont pour président commun le Ministre des Corporations, c'est-à-dire M. Mussolini. Il est en fait remplacé par un vice-président qu'il nomme lui-même et qu'il choisit toujours parmi les chefs du parti fasciste. Le vice-président dirige l'administration ordinaire de la corporation. En particulier il convoque le conseil, choisit les experts et les diverses personnes qui sont appelées à participer occasionnellement aux délibérations de cet organisme.

L'administration même de la corporation est assurée par le Secrétariat général du Conseil national des corporations. Il coordonne aussi l'activité des diverses corporations et assure leur liaison avec l'administration de l'État et du Conseil national des corporations.

Des *comités corporatifs* ont enfin été constitués entre diverses corporations pour étudier certaines questions complexes, particulièrement celle de la réglementation de la production

III. *Les conseils provinciaux de l'économie.* — Ces conseils

1. Il varie de 22 membres, dans la corporation de la métallurgie, à 12 dans celle des betteraves et des sucres.

sont constitués dans chaque province sur le modèle du Conseil national des corporations ¹. Ils sont présidés par le préfet, et leurs membres désignés par les associations professionnelles régionales.

Leur activité est extrêmement réduite. Pratiquement ils se bornent à coordonner l'action des œuvres d'assistance professionnelle et à diriger ou contrôler les bureaux de placement.

3° *Leur compétence.*

Les organismes corporatifs ont des attributions à la fois d'ordre social et d'ordre économique. Les premiers appartiennent plus spécialement au Conseil national des corporations et les secondes aux corporations elles-mêmes.

1° Dans *l'ordre social*, ces organismes constituent, comme nous l'avons vu, l'échelon suprême de la hiérarchie syndicale. Ils interviennent pour reconnaître ou dissoudre les organisations syndicales, exercer en dernier ressort les tentatives de conciliation dans les différends collectifs de travail, autoriser les règlements syndicaux, émettre eux-mêmes des règlements concernant l'activité sociale.

2° Dans *l'ordre économique*, leur rôle est beaucoup plus vaste puisqu'ils sont les seuls organes professionnels compétents en cette matière. Non seulement ils s'occupent des intérêts collectifs généraux des producteurs en intervenant dans les questions d'impôt, de douane et de transport, mais encore ils règlent la production et les échanges, soit en intervenant directement, soit en exerçant leur action par l'intermédiaire de comités corporatifs. Dans ce rôle de direction économique, leurs pouvoirs sont encore très imprécis ; ils

1. La composition et les attributions de ces conseils sont réglées par la loi du 18 juin 1931.

n'en ont guère fait usage jusqu'ici que d'une manière tout à fait irrégulière et il semble que les pouvoirs publics préfèrent laisser au temps et à l'expérience le soin de mieux définir les attributions de ces organismes. Dès maintenant, on peut cependant constater que leurs interventions s'exercent plutôt pour concilier les intérêts antagonistes des diverses catégories de producteurs, et qu'elles ne prennent que très rarement la forme d'une réglementation générale de tout un marché.

La nature même de toutes ces interventions varie selon les circonstances. Elles peuvent prendre, soit le caractère d'un acte de conciliation pour aplanir un différend, soit celui d'une décision réglementaire pour édicter des dispositions obligatoires, soit celui d'un avis adressé aux pouvoirs publics au sujet d'un important problème économique ou social. C'est le Ministre des Corporations lui-même qui, dans chaque cas particulier, choisit la procédure la plus convenable. Il détermine en même temps l'organe corporatif qui sera chargé de l'exécuter, puisque la compétence du Conseil national des corporations, des 22 corporations et des différents organismes qui composent chacune d'elles n'est délimitée par aucune règle fixe¹. Cette souplesse de l'organisation corporative permet d'ailleurs toutes les formes d'intervention.

4^o *Leurs conditions de fonctionnement.*

L'organisation corporative ne peut s'occuper d'une question quelconque que si elle en a été saisie directement, soit par les pouvoirs publics, soit par un des groupements de l'orga-

1. En général, les questions qui n'intéressent qu'une production particulière sont traitées par les corporations et celles qui intéressent l'ensemble de l'économie nationale ou qui présentent un aspect politique ou social sont traitées par le conseil national.

nisation professionnelle. Les problèmes les plus urgents lui sont soumis en général par les syndicats et les fédérations. Une seule association syndicale, pourvu qu'elle ait l'autorisation de sa fédération, peut ainsi mettre en mouvement l'activité des corporations. Il lui faut au contraire l'accord préalable de l'association patronale ou ouvrière dont elle est la contre-partie si elle veut saisir immédiatement le conseil national des corporations¹. Les Ministres saisissent à leur guise, soit les corporations, soit le Conseil national, les administrations publiques également, mais le « chef du Gouvernement peut établir par décret que, pour certaines matières, elles sont tenues de prendre l'avis préalable de l'organisation corporative » (loi du 5 février 1934, art. 12).

Le mode des délibérations est le même pour tous ces organismes. Ils ne travaillent pas à la manière d'un parlement où des projets de règlement sont déposés, rapportés en commission puis débattus en public. Ici les projets sont entièrement discutés et élaborés au sein des sections et des commissions, et les assemblées générales des conseils servent uniquement à les ratifier. Le vote lui-même ne se fait jamais à la majorité des voix, mais par « corps » ou par « représentation » selon les cas. Les « corps » correspondent aux différentes branches économiques de production, et les « représentations » aux diverses catégories de délégués : employeurs, employés, techniciens, experts, représentants du parti fasciste. Cette disposition permet de régler la manifestation des opinions selon la nature des problèmes traités.

Les décisions prises par les organes corporatifs n'ont de valeur en principe que si elles sont ratifiées par les pouvoirs

1. Cette mesure a été prise pour limiter le nombre des interventions du conseil national dans le domaine économique.

publics, à moins qu'il ne s'agisse de vœux émis par les corporations, de tentatives de conciliation obligatoire, ou de questions se rapportant à l'administration intérieure de ces institutions. Toutes les réglementations ayant un caractère obligatoire en matière de rapports économiques doivent être soumises successivement à l'approbation de tous les organes de la hiérarchie corporative, du Ministre des Corporations, et finalement, s'il s'agit d'une loi, entérinées par le Parlement.

§ 2. — LEUR ROLE EN CE QUI CONCERNE LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Les organismes corporatifs servent à défendre les intérêts collectifs des catégories de producteurs qu'ils représentent et à contrôler et réglementer l'activité économique.

1^o *La défense des intérêts collectifs des producteurs.*

Une corporation peut intervenir pour défendre les intérêts collectifs de certaines catégories de producteurs lorsque le sort de ces producteurs doit avoir une influence sur le sort des autres membres de la corporation. Elle pourra ainsi demander à l'État, pour certaines entreprises, une meilleure protection douanière, des tarifs de transport plus avantageux, une diminution des charges fiscales si ces mesures sont nécessaires pour augmenter les salaires ou accroître les bénéfices dans d'autres compartiments du même cycle de production. Cette situation s'est présentée déjà dans la corporation des céréales pour les planteurs de riz ou dans la corporation des textiles pour les éleveurs de vers à soie. Mais elle n'est pas fréquente et les intérêts collectifs des producteurs sont en général défendus par les syndicats et fédérations patronales.

2° *Le contrôle de l'activité économique.*

L'organisation corporative est théoriquement chargée de contrôler et de réglementer l'activité économique, mais ce rôle est en fait, pour sa plus grande part encore, exercé par l'État.

1° *Contrôle de la production.* — Au plus fort de la crise, les pouvoirs publics ont tenté en Italie d'aménager la production par l'institution de consortiums obligatoires ¹ et en soumettant dans certaines industries l'ouverture de nouvelles usines à une autorisation préalable ². C'est le Ministre des Corporations lui-même qui est chargé par la loi du contrôle de ces consortiums ou de l'octroi des autorisations dans les industries « disciplinées ». Il est seulement conseillé dans sa tâche par des commissions où les organismes corporatifs sont largement représentés, mais ces derniers ne peuvent intervenir directement que pour formuler des avis. Ces deux lois n'ont d'ailleurs reçu qu'une application fort restreinte. Le seul consortium obligatoire qui ait été constitué est le consortium de

1. D'après le décret du 16 juin 1932, lorsqu'un certain nombre d'entreprises représentant une certaine fraction de la production demandaient la formation d'un consortium obligatoire pour imposer des restrictions à l'activité des fabrications, ce consortium était immédiatement constitué et placé sous le contrôle des pouvoirs publics.

2. La loi du 2 janvier 1933 a conféré au Gouvernement le droit de soumettre au régime de l'autorisation préalable les industriels qui désirent créer de nouveaux établissements ou donner de l'extension aux établissements existants.

Les industries soumises à ce régime sont les suivantes :

La métallurgie (toutes les branches), la production des fibres textiles artificielles, la raffinerie du soufre, les sucreries et la raffinerie du sucre, les industries chimiques, à l'exception de l'industrie des produits pharmaceutiques, l'industrie du froid, la production et la raffinerie des huiles de grain, l'appareillage photographique et cinématographique, la verrerie, la production des terres réfractaires, l'industrie du ciment, la filature et le dévidage de la soie, la papeterie, la filature et le tissage du lin, du chanvre et du jute, la production d'énergie électrique, l'électro-mécanique, les industries de construction aéronautique et maritime.

l'acier, et il est devenu facultatif depuis 1934. Les autorisations d'ouverture d'usine n'ont pour ainsi dire jamais été refusées, et la reprise de l'activité industrielle a rendu la loi du 2 janvier 1933 à peu près inutile.

L'aménagement de la production se poursuit plutôt désormais par l'intermédiaire des « comités corporatifs » qui sont formés au sein de l'organisme corporatif pour s'occuper d'un produit ou d'une catégorie de services. La création de ces comités est encore trop récente pour qu'on puisse déjà juger de l'efficacité de leur action. Il semble que la plupart aient jusqu'ici borné leur activité à établir des plans d'action pour l'aménagement ultérieur de la production. Cependant les plus anciens parmi eux commencent à jouer un rôle effectif. Tel est le cas de l'« institut du coton » qui est chargé de contrôler à la fois l'achat des matières premières, la fabrication et la vente dans toute l'industrie cotonnière. L'application des sanctions a hâté cette évolution. A côté de ces comités, les conseils des corporations sont plutôt chargés d'établir des règles techniques de fabrication, de sélectionner les produits. L'État n'a pas voulu leur confier directement le soin de réglementer eux-mêmes la production car il entend conserver le contrôle absolu de ces mesures, et pouvoir même les rapporter un jour s'il le désire.

2° *Le contrôle du commerce intérieur.* — Les efforts de l'organisation corporative pour aménager le commerce intérieur ont été lents et prudents. Jusqu'ici ils ont surtout abouti à la rédaction de contrats-types de vente ¹, à l'inscription de conditions uniformes dans les marchés. Dans quelques cas cependant les corporations ont réglementé très étroitement la distribution et les prix. Elles ont ainsi soumis les pharmacies, les laiteries à une tarification très stricte de tous leurs produits. Mais, dans l'ensemble, le rôle de l'État est resté

prépondérant dans l'organisation du commerce intérieur. C'est l'État qui reste chargé d'appliquer la loi de 1931 interdisant l'ouverture de nouveaux magasins sans une autorisation préalable¹. C'est lui encore qui opère le « classement » des marchandises afin d'éliminer du marché intérieur tous les produits de qualité inférieure². Les corporations en ce domaine se contentent de lui fournir des avis.

L'organisation corporative ne participe nullement aux mesures de taxation des prix qui sont appliquées en Italie depuis la mise en vigueur du régime des sanctions. Ces mesures sont considérées comme essentiellement provisoires et d'un caractère plutôt politique qu'économique. Aussi les pouvoirs publics ont-ils préféré en confier l'exécution aux organisations syndicales sous le contrôle du parti fasciste. A cet effet un « comité central des prix », composé de représentants du parti et des 9 confédérations syndicales, fixe tous les huit jours à Rome les prix nationaux de base de 22 produits essentiels de consommation courante. Dans chaque province, le « comité intersyndical » fixe les prix de vente locaux d'après la tarification de base en tenant compte des conditions particulières de la région. Il est habilité également à fixer directement les prix de certaines denrées alimentaires. Enfin, pour certains produits, les fédérations patronales ont imposé des prix fixes et uniformes pour toute l'Italie. Pour d'autres, les syndicats de commerçants ou d'industriels ont établi une tarification locale.

3° *Le commerce extérieur.* — L'État dirige aujourd'hui entiè-

1. Cette loi s'est révélée d'ailleurs inefficace, et le nombre des maisons de commerce s'est augmenté en Italie comme en France, absolument comme si aucune réglementation n'existait.

2. Aucune marchandise « déclassée » ne peut être mise en vente sur un marché italien sans que son vendeur encoure une contravention et des pénalités très sévères. Le service de l'hygiène et de la répression des fraudes assure l'application de ces mesures.

rement en Italie le commerce d'importation par l'intermédiaire du secrétariat permanent des échanges ¹ et des 22 corporations.

Le « Secrétariat des échanges, » fixe pour chaque grande catégorie de marchandises et en accord avec les organisations corporatives la quantité qui sera admise à rentrer en Italie et le pays de provenance. Tout importateur doit être muni de l'autorisation préalable de ce secrétariat. En ce qui concerne les matières premières, il a délégué le soin de les répartir entre les différentes branches de la production à des « juntas corporatives ». Ces commissions sont formées sur le mode paritaire par les représentants des fédérations intéressées. Elles sont au nombre de 10 et contrôlent chacune une grande catégorie de matières premières. Les contingents qu'elles attribuent à chaque industrie sont ensuite répartis entre les entreprises par la fédération patronale correspondante.

L'organisation corporative s'est bornée jusqu'ici dans le commerce d'exportation à imposer des règles uniformes pour la présentation des produits. Toutes ces mesures de réglementation ont d'ailleurs été étudiées au préalable par les syndicats patronaux et seulement entérinées par les corporations ou le conseil national des corporations.

§ 3. — LES RÉSULTATS

1° *Aménagement de la production.*

a) *L'équilibre entre les diverses branches de la production.* —

La crise a été marquée en Italie, comme dans la plupart des

1. Le « Secrétariat des échanges » a remplacé la « Surintendance des échanges » après l'application à l'Italie du régime des sanctions. Cette substitution donne un caractère permanent à la politique commerciale qui avait été adoptée jusqu'ici temporairement pour contrôler le marché des devises étrangères.

autres pays européens, par une disparité importante des prix entre les produits agricoles et les produits industriels, entre les matières premières et les produits fabriqués. Ces différences de prix tendent aujourd'hui à s'atténuer rapidement en Italie, et ce phénomène correspond sans aucun doute à un retour vers un juste équilibre entre l'activité des différentes branches de la production. L'intervention effective des organismes corporatifs depuis deux ans peut certainement être considérée comme un des principaux facteurs de cette amélioration.

I. — *Comparaison entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels.*

	INDICE du prix des produits vendus par l'agriculture.	INDICE du prix des produits et des services achetés par l'agriculture.	DIFFÉRENCE des 2 indices
1928	100	100	
1933	55,2	73,3	+ 18,1
1934	55,9	71,2	+ 15,3
1935	Les statistiques ne sont pas encore publiées, mais l'amélioration serait encore plus grande qu'en 1934.		

II. — *Comparaison entre les prix des matières premières et les prix des produits manufacturés.*

	INDICE du prix des matières premières.	INDICE du prix des produits manufacturés.	DIFFÉRENCE des 2 indices.
1929	100	100	
1934	49,9	64,9	15
1935	51,5	60,9	9,4

b) *L'assainissement des diverses branches de la production.*—

Il est difficile de mesurer l'influence propre qu'ont pu exercer

les mesures de réglementation corporative sur l'assainissement des diverses branches de la production. La politique de travaux publics, poursuivie par l'État, l'activité qui règne depuis un an dans certaines industries d'armement, paraissent être les causes principales de l'amélioration économique incontestable qui s'est produite en Italie depuis deux ans. C'est en effet dans les industries métallurgiques et les industries de la construction que s'est produite la reprise la plus sensible.

	1934	1933	1932	BASE 100 EN 1928
	—	—	—	—
Indice général de l'activité industrielle.	88,3	80,5	73	
Indice de la production d'énergie.	125	119,2	110,9	
Indice de l'activité de l'industrie métallurgique . .	73,6	76,3	67,4	
Indice de l'activité de l'industrie de la construction.	136	93,4	78,9	
Indice général de l'activité de l'industrie textile. . .	73,6	76,3	67,4	

Cette reprise présente d'ailleurs, en raison de ses origines un caractère très artificiel.

2° Aménagement des marchés.

a) *Assainissement des marchés intérieurs.* — Le marché intérieur italien est aujourd'hui assaini en ce sens qu'il n'y a plus de stocks qui puissent peser sur les cours. Cette amélioration est aujourd'hui générale dans tous les pays, et il semble difficile d'en attribuer le mérite à l'organisation corporative. Cependant, dans quelques industries particulières, les mesures édictées par les comités corporatifs ont évidemment largement contribué à maintenir les cours malgré

l'augmentation de la production. Tel est le cas en particulier de l'industrie de la soie.

	TONNAGE de la production.	INDICE des prix.
1932.	32.071	17,50
1933.	37.154	18,67
1934.	48.251	19,50
1935.	Chiffres non publiés mais en augmentation par rapport à l'an dernier.	
		19,50

Des mesures analogues ont d'ailleurs été prises sous une autre forme et en général pour les mêmes produits dans la plupart des pays.

b) *Le niveau des prix.* — Les pouvoirs publics ont poursuivi en Italie avec l'aide des organisations corporatives et surtout syndicales une action systématique pour abaisser le coût de la vie. Or il ne semble pas que jusqu'au moment où la lire ait été détachée en fait de sa base or, l'évolution des prix ait été différente en Italie de celle de tous les pays à monnaie stable.

L'indice or des prix de gros (base 100 en 1913) est passé en Italie de 112 pour 1930 à 76 pour 1934. Pendant ce temps il passait en France de 112 à 81, en Suisse de 125 à 92, en Allemagne de 125 à 96. De même l'indice or des prix de détail passait en Italie de 142 à 112, alors qu'en France il diminuait de 125 à 105, en Belgique de 130 à 96, en Allemagne de 143 à 114. A la fin de 1935 le rapport italien des prix de gros aux prix de détail était encore de 72 p. 100 en Italie, très proche par conséquent du rapport français qui était à la même époque de 68 p. 100.

c) *La situation du commerce extérieur.* — La situation du commerce extérieur est actuellement complètement bouleversée par le régime des sanctions. Mais si on l'examine seulement depuis le début de la crise jusqu'au commencement de 1935, elle semble n'avoir cessé d'empirer régulièrement.

L'Italie a vu ses exportations baisser plus fortement que celles de la plupart des autres pays, particulièrement dans le compartiment des produits manufacturés, malgré l'augmentation de sa production industrielle.

	1932	1933	1934	1935 (1 ^{er} semestre).
	—	—	—	—
Indice de la production industrielle (base 100 en 1929) .	68	74	75	84
Quantum des exportations de produits manufacturés (base 100 en 1929)	76	72	69	64

Il en est de même pour les exportations de denrées alimentaires qui constituent un des postes les plus importants de sa balance commerciale :

	1929	1932	1934
	—	—	—
Chiffres des exportations de denrées alimentaires en liras	3.935	2.900	1.650

La réglementation corporative ne paraît donc pas avoir aidé l'Italie à soutenir la concurrence sur les marchés étrangers.

CHAPITRE V

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE CE RÉGIME

1^o *Son caractère empirique.*

De tous les pays à régime corporatif, l'Italie est certainement celui où l'organisation professionnelle a été la plus poussée. Les rapports sociaux sont aujourd'hui effectivement régis selon les principes corporatifs. Les rapports économiques sont encore en grande partie réglementés directement par les pouvoirs publics, mais depuis l'application du régime des sanctions, les institutions corporatives semblent appelées à intervenir de plus en plus activement dans ce domaine. Cependant, quoiqu'elles jouent un rôle plus important que partout ailleurs dans la vie de la nation, les organisations professionnelles rencontrent moins de difficultés dans leur fonctionnement en Italie qu'au Portugal et en Autriche. Cette situation avantageuse est due très certainement à la prudence et au pragmatisme avec lequel les pouvoirs publics ont agi à leur égard dans ce premier pays.

L'organisation professionnelle fasciste a été montée au gré des circonstances sans plan préétabli et presque sans doctrine. Les pouvoirs publics ne l'ont jamais développée que dans la mesure où la situation politique et les circonstances économiques semblaient rendre utile son intervention. Ils n'ont pas hésité à modifier sa structure lorsqu'elle se révélait imparfaite, sans s'embarrasser de principes ou de textes

légaux. Aussi présente-t-elle dans son développement un caractère très empirique. En particulier, d'une corporation à l'autre, l'organisation interne, les fonctions des divers éléments qui la constituent sont extrêmement différents et ils varient eux-mêmes très vite dans le cours du temps.

2° Les conditions dans lesquelles ce régime fonctionne.

Le régime corporatif fasciste, de même que l'organisation professionnelle nationale-socialiste, ont d'ailleurs rencontré des conditions politiques particulièrement favorables à leur fonctionnement. En Italie, le caractère totalitaire de l'État facilitait évidemment beaucoup le jeu des organismes corporatifs. Toute action de résistance était rendue pratiquement impossible. L'économie presque tout entière est en effet passée sous le contrôle des pouvoirs publics ¹, et la pression effective que le parti peut au besoin exercer sur toutes les catégories de producteurs assurait aux syndicats et aux corporations l'adhésion sans réserve de la majorité des employeurs et des salariés. Enfin l'autorité de l'État lui-même rendait plus difficiles les abus qu'entraîne nécessairement le régime corporatiste.

Ce régime fonctionne dans des conditions économiques qui peuvent également sembler tout à fait anormales. Depuis le début de la crise, l'État a mobilisé en sa faveur toutes les ressources nationales, et sa mainmise s'est encore accentuée avec l'application du régime des sanctions. La réglementation professionnelle a pris ainsi un caractère très particulier. Il

1. Mussolini déclarait le 28 mai 1934 : « Ceux qui parlent encore d'une économie libérale me font rire, rire ou pleurer ou les deux ensemble. Trois quarts de l'économie italienne industrielle ou agricole sont à la charge de l'État. Et si je voulais introduire le capitalisme d'État qui est l'envers du libéralisme, j'aurais les conditions nécessaires et suffisantes pour le faire. »

s'agit moins en fait en Italie d'assurer l'organisation des rapports économiques ou sociaux pour le plus grand bien des producteurs ou même de la collectivité nationale tout entière, que de permettre à l'État de résister sur le plan économique et financier aux difficultés de toutes sortes qu'ont provoquées sa politique de prestige et le développement de ses armements.

3° *La position de ce régime vis-à-vis du régime fasciste.*

Les institutions corporatives sont ainsi placées dans une position de subordination à l'égard de l'État fasciste. Alors qu'au Portugal et en Autriche, elles constituent la base même de la Constitution, elles ne représentent en Italie qu'une application aux problèmes économiques et sociaux des conceptions doctrinales du fascisme. Non seulement elles conservent de ce fait dans leur forme actuelle un caractère empirique et inachevé, mais elles sont profondément imbues d'un esprit politique qui inspire toujours dans une certaine mesure la moindre de leurs interventions.

Aussi les institutions corporatives fascistes s'adaptent-elles continuellement aux fluctuations de la situation politique. Selon les circonstances, l'élément populaire des syndicats ouvriers, l'élément politique des délégués du parti fasciste, l'élément économique des syndicats patronaux, l'élément administratif des institutions publiques sont appelés à jouer un rôle plus ou moins important au sein des organismes corporatifs. C'est ainsi qu'au cours de ces derniers mois, ou en raison des événements politiques le régime a perdu une partie de son prestige près des classes dirigeantes du pays, les pouvoirs publics ont accentué dans l'organisme corporatif le rôle des salariés et des représentants du parti. En même

temps la presse professionnelle et particulièrement le *Lavoro Fascista* ¹ semblaient revenir pour un temps aux notions de juste salaire et de juste prix auxquels les classes ouvrières ont toujours accordé grand crédit.

1. Se rapporter en particulier à l'article paru le 1^{er} janvier 1936, préconisant la création d'un Office des Prix.

DEUXIÈME PARTIE

AUTRICHE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU CORPORATISME AUTRICHIEN

§ 1. — SES BASES SPIRITUELLES

L'esprit chrétien social.

L'esprit « chrétien social » est à la base du corporatisme autrichien. Le chancelier Dollfuss, les hommes qui collaborèrent à son œuvre, le parti qui le soutint furent constamment inspirés de cet idéal à la fois social et religieux. La nouvelle constitution fut ainsi l'œuvre d'un groupe d'hommes qu'animait une doctrine et qui, une fois arrivés au pouvoir, appliquèrent leurs idées sans faire aucune concession à leurs adversaires politiques.

Il faut donc chercher les origines spirituelles de la nouvelle constitution dans l'atmosphère des campagnes et des petites cités autrichiennes, particulièrement dans celles de la Basse-Autriche où le parti chrétien social avait ses assises les plus fermes. De fait, l'organisation du régime corporatif répond surtout aux traditions catholiques et à la forme de la vie sociale et professionnelle de cette partie de la population.

Le paysan autrichien, le petit artisan de province ont conservé une foi chrétienne extrêmement vive. Dans ces milieux

l'enseignement de l'Église a toujours pénétré profondément et reste étroitement mêlé aux controverses sur la « chose publique ». Il n'est donc pas étonnant que les idées exposées par le Vatican dans l'Encyclique *Rerum novarum*, puis dans l'Encyclique *Quadragesimo anno*, aient été reprises par le parti chrétien social dans son programme¹. Depuis M^{sr} Seipel, la doctrine de ce parti s'inspire en toutes circonstances du plus pur esprit chrétien. Sa politique cherche à s'opposer à la déchristianisation du pays, à mettre un terme à la lutte des classes pour maintenir l'esprit de paix. Plus tard, avec le chancelier Dollfuss c'est à l'instauration d'un véritable état catholique que ce parti devait tendre, et le premier acte de ses dirigeants, après avoir promulgué la constitution, fut de ratifier solennellement le concordat passé avec le Saint-Siège.

Mais les tendances religieuses du parti chrétien social n'auraient pas pris une forme aussi nettement corporative si l'organisation professionnelle qui existait déjà dans la plupart des provinces autrichiennes ne l'y avait pas incliné. Les agriculteurs autrichiens s'étaient spontanément groupés après la guerre en syndicats, associations de producteurs et chambres agricoles. Les réformes agraires et la disparition des grandes propriétés avaient accentué ce mouvement. L'esprit de collaboration et d'entr'aide était ainsi devenu très puissant parmi les « chrétiens sociaux » paysans. Il en était de même, pour des raisons historiques, parmi les artisans. Pendant des siècles, dans les petites cités, les corporations de métier ont constitué la base même de la vie sociale. Il n'y

1. Cette influence n'a jamais été niée par les dirigeants de ce parti : « le principe de nos réformes, déclarait le vice-chancelier Schmitz, en janvier 1934 a été le renouvellement de l'ordre social dont l'Église catholique, qui est placée au dessus des États et des Nations, a publié le programme dans l'Encyclique *Quadragesimo anno*. »

a pas un endroit au monde où elles soient restées aussi longtemps vivantes, et la constitution de 1868 leur faisait encore une place dans le corps électoral¹. La loi de 1883 les avait réorganisées pour les petits métiers ; le parti chrétien social avait ainsi été conduit tout naturellement à renouveler une tradition qui correspondait si bien aux conditions de la vie professionnelle et aux aspirations sociales de la plus grande partie de ses adhérents. La constitution corporative du chancelier Dollfuss ne fait donc que traduire, là encore, les profondes aspirations de ce mouvement.

§ 2. — LES CIRCONSTANCES OU IL S'EST FORMÉ

Pour bien comprendre le corporatisme autrichien, il faut également tenir compte des circonstances politiques où il s'est formé. Les pouvoirs publics venaient d'entrer en lutte ouverte avec le parti national-socialiste, qui semblait entraîner dans ses rangs une grande partie de la jeunesse et des masses ouvrières. De toute nécessité, il fallait que le Gouvernement chrétien-social puisse opposer aux idées nazi une doctrine originale qui ait à la fois un caractère autrichien et social, afin de rassembler autour de lui les partisans d'une Autriche indépendante et de calmer les colères ouvrières exacerbées par la répression des émeutes de février 1932. En face d'un Reich allemand centralisé et païen, il dressa l'image d'un état fédéral autrichien, d'inspiration chrétienne ; aux masses populaires, il offrit des groupements professionnels qui seraient appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'État et à régler les rapports sociaux. Les pouvoirs publics comp-taient ainsi opposer une foi proprement autrichienne à la

1. Le corps électoral était divisé en 5 curies : curie des villes, curie des seigneurs, curie des professions libérales, curie des paysans.

foi hitlérienne ou marxiste et par là même se placer dans une position plus forte en face de leurs adversaires politiques.

La situation politique n'a pas seulement incité le Gouvernement à promulguer le plus rapidement possible une constitution corporative ; elle lui a imposé également de donner à cette constitution une forme très autoritaire. La position du Gouvernement était en effet assez précaire. Il ne se maintenait au pouvoir que par des méthodes dictatoriales. Incapable de desserrer son contrôle sur l'ensemble de la vie nationale sans courir à sa perte, il ne pouvait accorder aucune liberté aux institutions professionnelles. Celles qu'il a créées placent évidemment sous sa dépendance toute l'organisation économique et sociale. Les principes d'autonomie corporative qu'il a proclamés ne sont pas en fait appliqués, de sorte que dans ce pays, plus que partout ailleurs, il importe de distinguer le régime corporatif théorique de celui qui fonctionne réellement.

CHAPITRE II

LE RÉGIME THÉORIQUE

§ 1. — LES PRINCIPES AFFIRMÉS PAR LA CONSTITUTION ET LES LOIS SUR L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

La constitution et surtout les lois ultérieures sur l'organisation professionnelle, sont directement inspirées des principes de l'école corporative catholique. Les textes législatifs n'énoncent pas en général ces principes eux-mêmes, mais ils contiennent tous un préambule qui en rappelle l'esprit¹.

Il paraît donc nécessaire pour comprendre le corporatisme autrichien d'avoir toujours présente à la mémoire cette doctrine de l'école corporative catholique que M. Martin Saint-Léon a très justement résumée ainsi : « groupement de tous les patrons et ouvriers d'une même profession dans une seule et même corporation régie par un Comité corporatif, composé en partie de patrons et d'ouvriers ; délibération des patrons et ouvriers dans des assemblées distinctes dont l'accord serait

1. Préambule de la Constitution : « Au nom de Dieu tout puissant d'où provient tout droit, le peuple autrichien reçoit cette constitution pour établir son état chrétien allemand sur une base corporative. »

Préambule de la loi organisant la ligue syndicale des ouvriers et employés autrichiens : « En vue d'assurer dans l'esprit des sentiments chrétiens, de la justice sociale et de l'amour de la Patrie, aux ouvriers et employés une représentation efficace de leurs intérêts et de préparer leur incorporation dans l'organisation corporative de la Société, il est ordonné ce qui suit. »

nécessaire pour l'adoption de mesures d'intérêt commun, mais qui statueraient seules sur les intérêts exclusivement patronaux ou ouvriers (contrats collectifs. Comité arbitral mixte) et auquel pourrait être adjoint un tiers arbitre en cas de division des voix. »

L'organisation paritaire de la profession, avec pour conséquence le *développement des contrats collectifs* de travail, l'institution de *l'arbitrage obligatoire*, constituent bien les bases théoriques du système que prévoyait le chancelier Dollfuss : « Nous voulons une représentation ouvrière, déclarait-il le 17 février 1934 à la presse étrangère, mais sous l'angle corporatif, c'est-à-dire dans des cadres unissant le patronat au monde des ouvriers et employés au lieu de les dresser les uns contre les autres. La législation sociale sera scrupuleusement respectée. En particulier, les contrats collectifs négociés par les anciens syndicats sociaux démocrates resteront en vigueur ; mais à la place du partenaire disparu figureront les commissions administratives des Chambres du Travail. »

Le régime préconisé par le chancelier Dollfuss comme celui institué par M. Salazar se rapproche donc en apparence beaucoup du régime italien ; cependant il s'en distingue nettement par l'objet même qu'il poursuit. Alors que les premiers cherchent à organiser les rapports du travail selon l'esprit chrétien, en vue d'assurer la paix sociale, le second vise à renforcer le contrôle de l'État sur toutes les manifestations de la vie nationale, et s'il se préoccupe en fin de compte d'abolir la lutte des classes c'est uniquement pour mettre l'ensemble des forces du pays au service de la politique générale de l'État. Aussi la doctrine du corporatisme autrichien est-elle dans sa forme plus modérée et plus nuancée que celle du corporatisme fasciste, plus humaine dans son objet.

§ 2. — LE PLAN DE L'ORGANISATION CORPORATIVE

Le plan corporatif prévoit l'organisation parallèle des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux pour chaque activité professionnelle, avec des liaisons entre ces divers organismes à différents échelons.

a) *L'organisation parallèle du syndicalisme ouvrier
et du syndicalisme patronal.*

1^o Organisation sur la base professionnelle :

L'économie autrichienne est divisée en 7 branches principales ¹ et à la tête de chacune d'elles est placée une *corporation*. Chacune de ces corporations réglera ses affaires en pleine autonomie ; elle se partagera en *associations professionnelles* en nombre divers ² et qui seront toutes composées d'un groupement ouvrier et d'un groupement patronal.

2^o Organisation sur la base géographique :

Les associations professionnelles se subdiviseront géographiquement en associations professionnelles régionales et associations professionnelles locales. Elles seront également composées d'un groupement ouvrier et d'un groupement patronal.

L'organisation prévue varie un peu selon les corporations. Dans l'agriculture, la division est un peu plus poussée sur le plan géographique puisqu'elle se fait également à l'échelon district. Les associations professionnelles s'appellent des *communautés*.

1. Ces 7 branches sont : l'agriculture et l'économie forestière, l'industrie et les mines, l'artisanat, le commerce et les transports, le commerce d'argent, l'assurance et le crédit, les professions libres et les services publics.

2. Par exemple 7 pour l'industrie : textile, métallurgie, bois...

L'échelon district existe également pour les artisans. Ceux-ci sont groupés en *corps de métiers* au lieu de l'être en « associations professionnelles ».

La corporation du commerce comprend en réalité deux sortes d'associations professionnelles différentes : les *Guildes* qui concernent le commerce proprement dit, et les *associations professionnelles de transport*.

La corporation des professions libérales comprend de même 4 sortes d'associations professionnelles différentes ¹.

Enfin, les fonctionnaires sont groupés en associations professionnelles, qui ne peuvent évidemment être divisées en groupements patronaux et ouvriers.

b) *La liaison entre ces divers organismes.*

Des liaisons sont établies entre ces deux séries d'organismes aux différents échelons de l'organisation professionnelle.

A la base, dans chaque entreprise, le chef d'entreprise se réunit avec des délégués de son personnel appelés *hommes de confiance* dans une *communauté de travail*. Les « communautés de travail » existaient d'ailleurs autrefois², mais le régime corporatif entend leur donner une vie plus active. Elles sont présidées par le chef d'entreprise, qui doit les convoquer au moins une fois par mois. Aucune décision ne peut être prise s'il n'y a pas accord entre l'employeur et la majorité des hommes de confiance. Ces commissions discutent l'application des contrats collectifs, les complètent au besoin, émettent des suggestions concernant la réglementation du travail, la protection des ouvriers, la discipline intérieure des usines. Elles pourraient enfin faire opposition au renvoi

1. Médecine, droit technique, art.

2. Elles ont été instituées le 15 mai 1919 sous le nom de « Conseils d'entreprise ».

d'un salarié si ce renvoi était dû à l'activité syndicale du salarié ou à sa qualité d'homme de confiance.

A l'échelon district, la liaison entre les associations professionnelles existe seulement pour l'agriculture et l'artisanat. Les différentes organisations agricoles locales, les corps de métier locaux sont réunis respectivement dans les Chambres de district des paysans ou des artisans qui étudient certains problèmes professionnels.

A l'échelon province, la liaison est au contraire établie pour chacun des 7 grands groupements professionnels. Dans chaque corporation, les associations professionnelles locales, ou celles de districts pour l'agriculture et l'artisanat, forment une *Chambre professionnelle régionale*. Ces chambres représentent dans la province la corporation. Elles jouissent d'un certain pouvoir réglementaire en ce qui concerne la profession. Elles participent enfin à la constitution de la Diète provinciale.

A l'échelon fédéral, une *corporation* et une *Chambre professionnelle fédérale* réunissent pour chacun des 7 grands groupements professionnels l'ensemble de leurs associations professionnelles régionales. Ces Chambres ont des attributions réglementaires et représentatives. Leurs délégués forment le *conseil économique fédéral* ¹ qui est un des organes législatifs de l'État et participe à la constitution de la Diète fédérale ²

§ 3. — SA TACHE AVANT TOUT SOCIALE

L'organisation corporative prévue dont nous venons d'exposer les grandes lignes est avant tout chargée d'intervenir

1. Le conseil économique fédéral se compose de 70 membres.

2. La Diète fédérale se compose de 20 délégués du Conseil d'État, de 10 délégués du Conseil de culture, de 20 délégué du Conseil de l'économie, de 9 délégués du Conseil des pays.

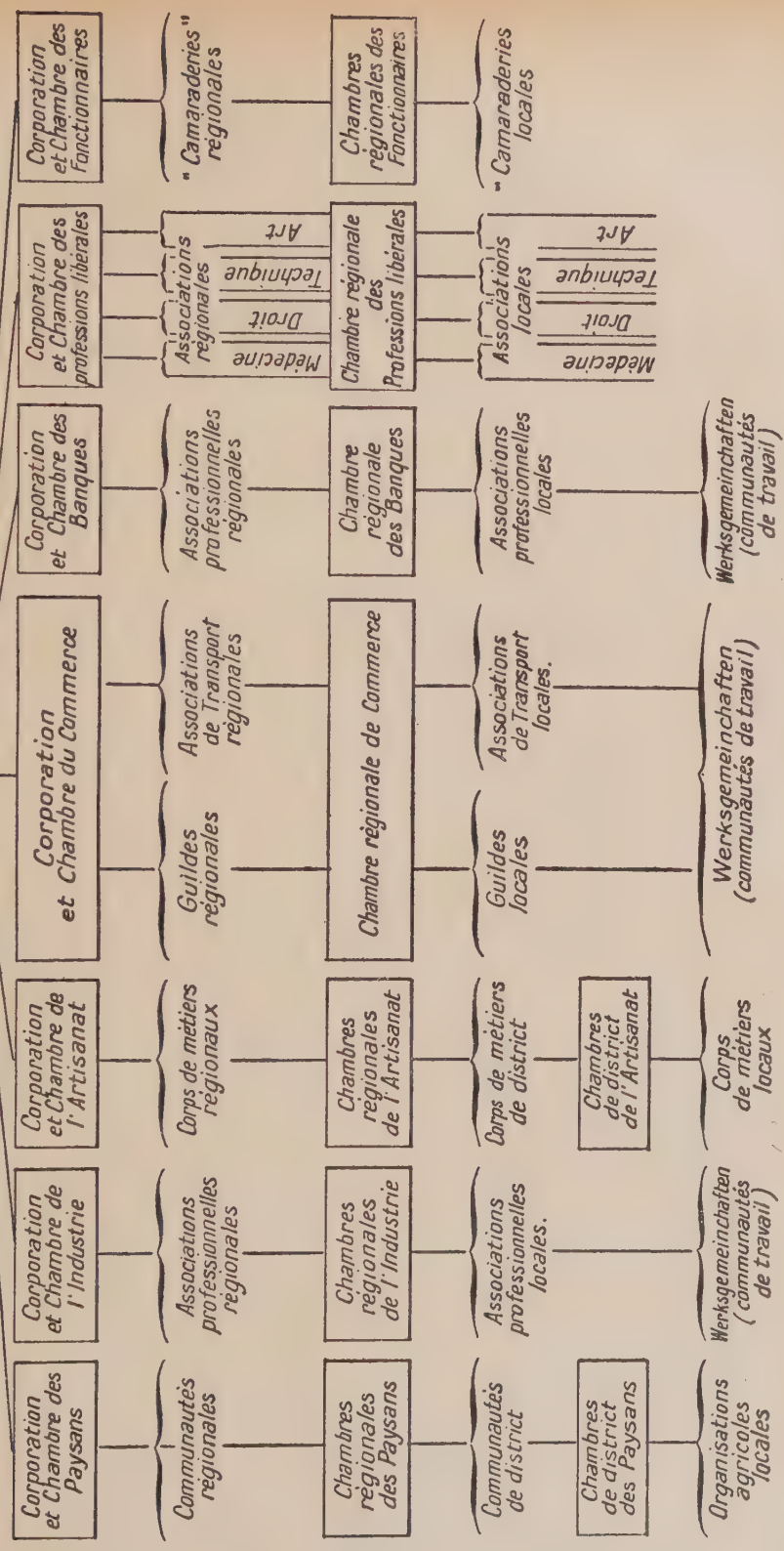
dans les rapports sociaux. Il ne semble pas que les pouvoirs publics tiennent à lui confier la tâche de diriger l'économie. Sur ce point, la doctrine corporative autrichienne est extrêmement libérale. Elle ne cherche point à rassembler de force les chefs d'entreprise dans des groupements pour réglementer la production ou les échanges. Elle leur laisse au contraire une très grande latitude pour s'organiser librement. Le ministre du Travail Neustädterstürmer l'a déclaré expressément en ces termes ¹ :

« Dans la construction de l'édifice corporatif, nous ne songeons à ne travailler qu'en étroite collaboration avec les groupes économiques intéressés. L'industrie d'Autriche, a, de sa propre initiative, déjà créé, au cours des dernières années, une organisation qui travaille de la même manière au service des nécessités industrielles en même temps que des intérêts de l'économie. Dans cette organisation, on applique de la façon la plus consciencieuse le principe économique, c'est-à-dire qu'on tend, par les moyens les moins dispendieux et les plus rationnels possibles, à obtenir le plus grand rendement, et on y est parvenu. L'organisation de l'industrie sous sa forme actuelle paraît donc constituer la base la meilleure et la plus sûre pour la construction corporative d'ensemble que le Gouvernement vient d'entreprendre. »

1. Discours prononcé le 7 septembre 1934, à Laa sur la Tuya.

ORGANISATION CORPORATIVE THÉORIQUE DE L'AUTRICHE

CONSEIL DE L'ÉCONOMIE



REMARQUE - Toutes les professions sont organisées de la base au sommet sur le mode paritaire, sauf évidemment celle de fonctionnaire.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS SOCIAUX

La mise au point du régime corporatif s'est faite très lentement en Autriche en raison des difficultés politiques que le Gouvernement rencontrait et de l'hostilité générale des milieux ouvriers. Le régime actuellement en vigueur en ce qui concerne les rapports sociaux comme les rapports économiques ne rappelle que de très loin les institutions théoriques que nous avons analysées.

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUÉS

Le premier pas dans la voie de l'organisation corporative a été fait le 2 mars 1934 par la création de la *Confédération syndicale des ouvriers et employés autrichiens*¹. Comme pendant à cette confédération, la loi du 19 octobre 1934 a créé la *Fédération des industriels autrichiens*. Depuis lors, ont été formées la *Corporation des fonctionnaires* (19 octobre 1934) et la *Corporation de l'agriculture* (juin 1935). Ces divers organismes, en général provisoires, serviront plus tard à constituer le système corporatif définitif.

1. Cette Confédération a été organisée avant même que ne fût promulguée la constitution corporative (1^{er} mai 1934), car il était urgent au lendemain des émeutes marxistes de février 1934 et de la dissolution des syndicats socialistes d'assurer la représentation des intérêts ouvriers.

1° *Leur caractère général d'organismes publics.*

Les organismes corporatifs actuellement constitués, qu'ils aient un caractère provisoire ou définitif, sont des *organismes publics* pourvus de la *personnalité juridique*. Cette personnalité juridique est d'ailleurs commune à l'ensemble des groupements syndicaux constituant chaque organisme corporatif.

Ils ont encore le caractère d'organisme public par l'objet qu'ils poursuivent. Chacun doit remplir sa mission « dans un esprit chrétien, patriotique et social » sans chercher à défendre des « intérêts de classe », mais « subordonner les intérêts particuliers de la profession à l'intérêt général ¹ ».

Enfin, leur compétence est bien celle d'un organisme public puisqu'ils ont le monopole de la représentation des intérêts professionnels et qu'ils peuvent conclure des contrats valables pour tous les membres d'une même profession.

2° *L'état actuel de leur développement, leur constitution, leur compétence.*

L'organisation actuelle est essentiellement provisoire. Elle comporte :

a) deux corporations : l'agriculture et les services publics ;
b) la confédération syndicale des ouvriers et employés autrichiens, qui groupe le personnel de toutes les autres branches de l'activité économique ; c) la confédération des industriels qui groupe les employeurs de l'industrie seulement ; d) un certain nombre d'association patronales libres qui groupent d'autres catégories d'employeurs et qui ne sont pas encore régies par des lois organiques.

1. Ces expressions se retrouvent dans toutes les lois organiques instituant des organismes corporatifs.

Nous allons étudier ces divers organismes en examinant chaque branche de l'activité économique.

1^o *L'agriculture*. — L'agriculture représente le seul domaine où l'organisation définitive ait pu être mise en place d'un seul coup, grâce à l'existence antérieure de Chambres d'agriculture et de syndicats agricoles puissants.

Les Paysans sont groupés dans des *Communautés* où tous employeurs et salariés, sont inscrits sans discrimination. Mais ces communautés n'ont qu'une existence fictive. Pratiquement elles sont remplacées par des *syndicats* distincts d'employeurs et d'ouvriers agricoles. Ce sont ces syndicats qui nomment les délégués des paysans aux Chambres d'agriculture.

Les *Chambres d'agriculture* auxquelles ont été rattachées toutes les anciennes associations agricoles constituent pour le moment les organes actifs de la corporation de l'agriculture.

Elles sont hiérarchiquement subordonnées les unes aux autres, l'autorité suprême appartenant à la Chambre d'agriculture fédérale. Leur composition a été modifiée afin d'y introduire en plus grand nombre les représentants des ouvriers et des grands propriétaires ¹.

2^o *L'industrie, le commerce, la banque, l'artisanat, les professions libérales*. — C'est dans ce domaine que l'organisation corporative est la moins avancée. Elle en est restée à la phase syndicale ; les patrons et les ouvriers sont seulement

1. L'union chrétienne des travailleurs agricoles a succédé aux syndicats agricoles sociaux-démocrates, avec tous les droits et devoirs découlant des conventions collectives conclues par les organisations dissoutes.

2. La Chambre d'agriculture du Burgenland uniquement composée jusqu'ici de chefs d'exploitation, s'est accrue de « représentants des ouvriers agricoles et de 4 représentants des grands propriétaires ». Celle de Basse-Autriche a reçu 10 représentants des ouvriers agricoles et 2 représentants des employeurs.

groupés, chacun de leur côté, dans des organisations distinctes. Cependant les statuts de ces organisations prévoient dès maintenant la création des futures corporations, qui seront formées en réunissant les organisations professionnelles des salariés avec les organisations patronales correspondantes.

a) *L'organisation des ouvriers et employés* a été créée le 2 mai 1934 et ses attributions précisées par le décret du 3 décembre 1934. Elle se compose de 5 « confédérations nationales syndicales » correspondant aux 5 groupements professionnels suivants : industrie et mines, artisanat, commerce et communications, banques, intérêts de crédit et assurance, professions libérales. Chacune de ces confédérations nationales est divisée en « fédérations syndicales nationales » qui réunissent dans leur sein les salariés occupés dans des industries similaires¹. Les fédérations syndicales nationales se divisent en « fédérations syndicales des provinces », qui se subdivisent à leur tour en « syndicats locaux ». Enfin, les diverses fédérations syndicales des provinces relevant d'une même confédération s'unissent en « confédérations syndicales de province », qui sont unies elles-mêmes dans des « cartels de province ». Il existe de même des « cartels de district » et des « cartels locaux ».

Les bureaux de la confédération sont constitués par les « Chambres d'ouvriers et d'employés ».

La confédération exerce les fonctions suivantes (article 7 du décret organique) : conclure des contrats collectifs, introduire la procédure de conciliation et d'arbitrage pour les contrats collectifs, soumettre aux autorités compétentes des propositions et des avis pour toutes les affaires qui concernent

1. 34 fédérations nationales des syndicats ont été constituées, dont 9 pour l'industrie et les mines, 3 pour l'artisanat, 3 pour le commerce et les communications, 2 pour les banques, 11 pour les professions libérales.

les ouvriers et employés, fonder et administrer pour ses membres des institutions de prévoyance ou d'assistance, des coopératives, des institutions d'enseignement professionnel et d'éducation.

La confédération a le monopole de la représentation ouvrière. Les associations syndicales concurrentes ont été supprimées. Elle a donc seule qualité pour conclure des contrats collectifs et introduire la procédure de conciliation. Les contrats collectifs lient tous les ouvriers et employés qu'ils soient ou non membres de la confédération.

b) *La confédération des industriels* a été créée le 17 octobre 1934 avec les éléments de l'ancienne « fédération centrale des industriels autrichiens ». Elle correspond à la confédération des ouvriers et employés, en ce qui concerne l'industrie et les mines. Son champ d'application comprend toutes les entreprises industrielles et minières à l'exception de celles exploitées par les collectivités publiques.

La confédération des industriels est divisée géographiquement en 8 organisations régionales et, professionnellement, en fédérations professionnelles qui peuvent elles-mêmes être subdivisées en sections professionnelles.

La confédération des industriels exerce sur le plan patronal et pour le groupe de l'industrie seulement des fonctions correspondant à celles de la confédération des ouvriers et employés. Elle jouit d'ailleurs du même monopole et des mêmes privilèges. Elle peut de plus lever des contributions sur toutes les entreprises rentrant dans son champ d'activité.

Dans les autres branches de l'activité économique, il n'y a actuellement aucune organisation patronale officielle faisant la contre-partie des confédérations nationales ouvrières. Mais le Gouvernement s'apprête à remédier à ces lacunes. Pour le

commerce et les transports, les deux fédérations jumelles prévues par le plan d'organisation théorique sont sur le point d'être réalisées. Les chambres de commerce, dont les fonctions en ce qui concerne l'industrie ont déjà été transmises à la confédération des industriels, seront supprimées. Pour la banque et les assurances, la tâche sera encore plus facile car il existe déjà des groupements privés d'employeurs.

En ce qui concerne l'artisanat, la fédération patronale a été créée par la loi du 12 mai 1935. Mais il ne semble pas que cet organisme ait pu encore être mis sur pied d'une façon définitive. Les pouvoirs publics ont rencontré d'assez grandes difficultés à régler le sort des nombreuses corporations de production et de vente que la profession comportait et à limiter le nombre des catégories professionnelles pour qu'elles soient en harmonie avec la classification des artisans dans la confédération des ouvriers et employés.

La fédération patronale des professions libérales est encore à créer.

3° *Les services publics.* — La corporation des fonctionnaires est organisée depuis le 19 octobre 1934 sous sa forme définitive. Elle réunit tous les fonctionnaires et employés des services publics liés par un contrat de droit public ou de droit privé y compris les employés des chemins de fer fédéraux ainsi que les fonctionnaires retraités.

Les fonctionnaires y sont répartis en « groupes professionnels » qui à leur tour se divisent en « groupes de service ». Ces « groupes professionnels » jouissent de l'autonomie juridique à la différence des organismes secondaires des autres professions. Ils sont administrés chacun par une « direction fédérale » autonome et des « directions régionales ». La réunion de leurs délégués constitue la « Chambre fédérale des fonctionnaires », et les « Chambres régionales ». La corporation a pour

fonction ¹ de défendre l'honneur et la dignité de la profession, les intérêts communs à tous les fonctionnaires, de représenter la corporation dans les organisations et institutions publiques prévues par les lois, d'administrer la fortune corporative. Elle ne jouit évidemment pas du droit de passer avec l'État des contrats collectifs. Elle peut seulement formuler des propositions et servir d'intermédiaire entre les fonctionnaires et les autorités. Les pouvoirs publics ont à tenir compte de ses désirs « dans la mesure compatible avec l'intérêt du service ».

La corporation des fonctionnaires a le monopole de la représentation du personnel des services publics. Toutes les autres associations, pour la plupart sociales-démocrates, ont été dissoutes et leurs biens attribués à la corporation nouvelle. Cette mesure a mis fin au désordre qui régnait dans les anciens syndicats des services publics et a permis de supprimer le danger permanent qu'ils représentaient pour la sécurité publique ².

3) *Leurs conditions de fonctionnement.*

Les nouvelles organisations syndicales et corporatives fonctionnent toutes sur le mode autoritaire. Ce n'est que dans les organisations locales primaires que les membres exercent un droit de vote et seulement pour choisir leurs dirigeants. La liberté de vote n'est d'ailleurs guère, en fait, respectée, quoique les élections se fassent toujours au scrutin secret. Aux échelons supérieurs, les assemblées sont formées par les dirigeants des organisations subordonnées, qui choisissent entre eux leur chef hiérarchique. Ce processus de sélection se poursuit, jusqu'au sommet de la pyramide syndicale.

1. Chapitre II de la loi organique du 19 octobre 1934.

2. 60 p. 100 des employés de l'État et 80 p. 100 des employés des chemins de fer fédéraux appartenaient aux syndicats marxistes qui prirent part aux émeutes de février 1934.

A l'inverse, les organisations syndicales supérieures exercent leur contrôle hiérarchique sur la nomination des chefs des organisations subordonnées. Les dirigeants locaux doivent être confirmés dans leurs fonctions par les chefs des organisations fédérales et ceux-ci, en fin de compte, par le Ministre.

Les décisions sont prises par les chefs et non par les assemblées syndicales. Ces décisions doivent être approuvées par l'organe supérieur du groupement professionnel. Elles peuvent être annulées ou rectifiées d'office. Seule la fédération de l'industrie semble jouir à l'égard de toutes ces prescriptions d'une certaine liberté. Les pouvoirs publics ont tenté d'organiser une coopération continue entre les organisations respectives d'employeurs et de salariés. Chacune d'elles est tenue, avant de prendre une décision importante, de consulter l'organisation correspondante. La liaison cependant est demeurée jusqu'ici purement formelle et il ne s'est pas encore établi entre elles de travail en commun.

Toutes ces organisations, sauf peut-être les organisations agricoles, ne jouent dans la vie sociale du pays qu'un rôle extrêmement réduit. Ne groupant qu'un nombre restreint d'adhérents, suspectés aux yeux de tous les adversaires politiques du régime, elles sont en grande partie dépourvues d'autorité effective et, quoique les syndicats rivaux aient été supprimés, elles ne peuvent encore exercer en fait le monopole de la représentation professionnelle dont elles sont en droit détentrices.

4° Le contrôle exercé par les pouvoirs publics.

Les pouvoirs publics exercent provisoirement un contrôle direct sur les organisations corporatives elles-mêmes et un contrôle indirect par l'intermédiaire du Front patriotique, sur les entreprises qui sont rattachées à l'organisation corporative.

Enfin, ils exercent encore un contrôle supplémentaire sur certaines entreprises particulières, qui sont soumises à la surveillance du Commissaire à l'économie privée.

a) *Contrôle direct sur les organisations corporatives.* — Les pouvoirs publics nomment ou approuvent la nomination de tous les chefs importants des organisations corporatives. Toute élection est provisoirement suspendue. De même, ils exercent un contrôle général sur l'activité de ces organismes, approuvent ou cassent leurs décisions, autorisent leurs budgets, assistent à leurs délibérations.

Le contrôle est particulièrement sévère pour la corporation des fonctionnaires, qui est en fait entièrement assujettie au Gouvernement. La chancellerie fédérale nomme directement le président de la corporation, les membres de la Chambre fédérale des fonctionnaires, les membres des directions professionnelles fédérales et leurs présidents et indirectement, par l'intermédiaire de ces chefs supérieurs, l'ensemble des chefs subordonnés. Elle peut déléguer ses représentants aux assemblées, annuler les décisions prises, relever les chefs de leurs fonctions, dissoudre ces organismes, remplacer leurs dirigeants. Pratiquement, la corporation des fonctionnaires ne jouit d'aucune indépendance, même apparente.

Il en est de même pour la corporation des travailleurs et employés. Le Ministre du Travail nomme son président et ses adjoints, le président et les vice-présidents des confédérations nationales, des confédérations de province, les membres du comité des cartels de Vienne. Il nomme indirectement par leur intermédiaire tous les autres chefs. Il exerce enfin un contrôle très poussé sur l'activité même de ces différents organismes.

La confédération des industriels est contrôlée par le Ministre du Commerce. Il nomme les principaux dirigeants. Mais

il jouit de pouvoirs moins larges à l'égard de l'activité même de cet organisme que ceux dont dispose le Ministre du Travail à l'égard de la confédération des ouvriers.

La corporation de l'agriculture est contrôlée de la même façon par le Ministre de l'Agriculture. Mais le contrôle est moins important car elle est assez décentralisée.

b) *Contrôle indirect par l'intermédiaire du Front patriotique.* — Le Front patriotique, qui s'appelle depuis quelques mois Front autrichien, a été chargé, par une ordonnance de janvier 1934, d'organiser le rassemblement politique de tous les citoyens autrichiens autour de la nouvelle constitution. L'État s'est en particulier déchargé sur lui de tout l'effort de propagande en faveur des nouvelles institutions professionnelles. Il lui a confié également la surveillance individuelle de leurs membres. Sa mission sur ces points est assez analogue à celle du « Front du Travail » allemand. Mais, à la différence de ce dernier organisme, il ne semble pas assuré d'une existence définitive. Les pouvoirs publics le considèrent plutôt comme un instrument provisoire, permettant d'aboutir plus vite à l'installation du nouveau régime.

Le « Front patriotique » est divisé en sections qui sont groupées géographiquement, en conformité avec l'organisation administrative du pays. Les adhérents sont réunis dans les sections locales, sans distinction des professions, mais ils peuvent également, « lorsqu'ils sont assez nombreux, constituer à l'intérieur des entreprises des unités d'entreprises ».

Les attributions du Front patriotique en matière sociale sont en principe très importantes. Il peut, par l'intermédiaire de ses organisations centrales, émettre des vœux généraux sur la politique corporative. Il exerce un contrôle individuel sur l'activité sociale de tous les employeurs et employés, grâce à ses sections locales et à ses « unités d'entreprise » et

signale leurs fautes aux pouvoirs publics. Enfin, il désigne les « hommes de confiance » des communautés de travail après accord avec la confédération des ouvriers et employés autrichiens ¹ et aucun chef de la corporation des fonctionnaires ne peut être nommé s'il n'appartient au « Front patriotique ».

Mais, en fait, le contrôle indirect du « Front patriotique » est assez peu efficace car cet organisme ne groupe qu'une partie de la population autrichienne et son autorité est très discutée. Il est, de plus, affaibli par des dissensions intérieures.

c) *Contrôle particulier du Commissaire à l'économie privée.* — Le Commissaire à l'économie privée a été nommé, en juin 1935, pour épurer les cadres de la grande industrie où se trouvaient de nombreuses personnalités nationales socialistes ². Il s'est particulièrement intéressé aux industries qui recevaient des subventions de la part de l'État, et il a reçu pouvoir d'y nommer des commissaires. Son action s'est ainsi étendue indirectement à la fédération des industriels autrichiens. Mais elle paraît, pour le moment, terminée, et le poste de Commissaire sera probablement supprimé dans le courant de 1936.

§ 2. — LEUR ROLE DANS LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

1^o *Les questions de salaires.*

Les salaires doivent être, en principe déterminés par des contrats collectifs de travail passés entre la confédération des industriels autrichiens et la confédération des ouvriers et

1. Ces hommes de confiance devraient être élus par les ouvriers de l'entreprise. Les élections n'ont jamais eu lieu pour des raisons politiques. Le nouveau ministre du Travail, le Dr Dobretzberger, dans un discours prononcé à Vienne, le 4 novembre 1935, a promis de les rétablir prochainement.

2. La Société Alpine a été ainsi tout particulièrement frappée.

employés. Ces organismes ont le monopole de ce genre de convention, et, en les signant, ils sont censés représenter l'ensemble des employeurs et employés de la branche économique intéressée. Les conventions ainsi conclues sont donc obligatoires pour toutes les entreprises qui tombent dans leur champ d'application.

Les contrats collectifs sont étudiés par des « commissions de tarif » où siègent, en nombre égal, les représentants des employeurs et des employés. Ces derniers sont représentés par les fédérations nationales professionnelles auxquelles incombe cette tâche de négociation. La confédération des ouvriers et employés se borne à signer le contrat, mais elle a le droit de refuser son approbation et même de conclure directement une autre convention.

Les commissions de tarif n'ont actuellement aucun moyen d'assurer l'exécution des contrats collectifs. Aussi, pratiquement, les stipulations de ces contrats sont loin d'être appliquées par tous. De plus, le réseau des contrats ne s'étend pas à toutes les professions ¹. Il s'était, au contraire, fortement rétréci de 1927 à 1932 et il ne semble pas avoir pris depuis lors une nouvelle extension.

	NOMBRE de conventions.	ENTREPRISES intéressées.	OUVRIERS intéressés.
	—	—	—
1927	2.737	—	1.007.723
1932	1.552	118.312	514.000
1934	Le Gouvernement ne publie plus aucune statistique.		

Il en résulte qu'une partie seulement des salaires est déterminée par convention. Le Gouvernement prépare aujourd'hui

1. Pour être obligatoires, les contrats collectifs devaient être proclamés comme tels par les offices de conciliation et les confédérations syndicales.

une loi pour remédier à cet état de choses. A l'avenir, les commissions de travail seront partout obligatoirement constituées et elles pourront appliquer des sanctions contre ceux qui n'observeront pas les contrats collectifs. Pour assurer pleine efficacité à ces prescriptions, l'Inspection du Travail contrôlera partout le taux des salaires ¹.

Lorsque les membres de commissions de tarif ne parvenaient pas à se mettre d'accord, ils pouvaient avoir recours jusqu'ici à un « office de conciliation », constitué comme elles sur une base paritaire, mais présidée par un juge professionnel. Ces « offices de conciliation » ne jouissaient d'aucune autorité. Ils viennent d'être supprimés et remplacés par une « commission d'arbitrage », qui intervient désormais obligatoirement.

2° Les conflits du Travail.

L'arbitrage dans les conflits du travail était jusqu'ici exercé par les « offices de conciliation ». Il le sera désormais par les « commissions d'arbitrage » et deviendra obligatoire. Ces commissions se composent de représentants, en nombre égal, des organisations patronales et des organisations ouvrières. Elles sont présidées par une personnalité privée, parfaitement au courant de la politique économique et sociale. Elles ont enfin une compétence territoriale et non professionnelle. Il peut être fait appel de leurs décisions devant une commission d'arbitrage supérieure.

Le jugement des conflits du travail est assuré par la juridiction du Travail. Le Gouvernement procède aujourd'hui à une réforme de cette juridiction. Jusqu'ici il n'y avait que 12 Tribunaux du Travail et, dans les endroits où ils n'exis-

1. Discours du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Dobretzberger, le 2 novembre 1935, à Vienne.

taient pas, les conflits étaient portés devant les tribunaux civils de district. Il en résultait une dualité de jurisprudence. A l'avenir, les tribunaux du Travail fonctionneront partout et les parties pourront faire appel de leurs décisions devant un tribunal spécial. La réforme est complétée par l'institution, dans la confédération des ouvriers et employés autrichiens, d'offices judiciaires, qui défendront devant les tribunaux du Travail et au nom de la confédération, les intérêts des ouvriers. Ceux-ci n'auront donc plus à craindre de représailles de la part des employeurs.

3° *La réglementation du Travail.*

La réglementation du travail est arrêtée dans ses grandes lignes par les contrats collectifs.

Les règlements d'ateliers sont élaborés d'un commun accord par le chef d'entreprise et les hommes de confiance de la communauté d'entreprise. En cas de désaccord, le différend était jusqu'ici porté devant les offices de conciliation. Il est probable qu'il sera désormais tranché par les commissions arbitrales.

4° *Les œuvres sociales.*

La tâche de créer et d'administrer les œuvres sociales en faveur des salariés, les institutions d'apprentissage et l'orientation professionnelle a été spécialement dévolue aux confédérations syndicales. Elles disposent à cet effet des biens qui appartenaient aux anciens syndicats socialistes et chrétiens et qui leur ont été attribués par la loi du 2 mai 1934.

Une partie de ces œuvres existaient déjà autrefois. Il semble qu'elles aient plutôt perdu une partie de leur ancienne vitalité, en passant sous le contrôle des nouvelles organisations syndicales.

L'orientation professionnelle a été, en revanche, très largement développée depuis deux ans. Des offices d'orientation ont été établis dans chaque localité importante et conseillent les jeunes gens à la fin de leurs études sur le choix de leur profession. La grande majorité de la jeunesse a recours à leur avis.

Il n'existe aucune œuvre importante pour l'organisation des loisirs.

Certaines de ces œuvres sociales peuvent avoir pour cadre une entreprise particulière. Les hommes de confiance sont alors seuls compétents pour les administrer. Ils peuvent, à cet effet, prélever une cotisation sur le salaire des ouvriers.

§ 3. — LES RÉSULTATS.

1° *Le maintien de la paix sociale.*

Il est difficile d'apprécier l'influence de la nouvelle organisation syndicale sur le maintien de la paix sociale, car beaucoup de conflits ouvriers, en ces dernières années, ont été provoqués, plus ou moins directement, par des causes d'ordre politique.

D'autre part, l'État autrichien depuis 1933 ne publie plus de statistique des conflits du Travail. Dans la dernière année avant l'instauration du régime nouveau, il y avait eu dans le pays un total de 33 conflits affectant 6.646 ouvriers. Il semble pourtant bien que ces chiffres aient été dépassés en 1934 et 1935.

Il faut noter que les grèves et lock-out ne sont pas officiellement interdits en Autriche.

2° *La rémunération des travailleurs.*

La rémunération des travailleurs est restée relativement

stable depuis deux ans en Autriche, ainsi qu'il apparaît si l'on considère le salaire nominal :

Indices du salaire nominal (base 100 en 1929).

	1932	1933	1934
Autriche	101	97	94
France	{ 96	95	95 (ensemble des professions).
	{ 100	102	102 (industrie seulement).
Allemagne . . .	81	78	77
Belgique	90	88	84

En réalité, le salaire réel est resté en Autriche plus élevé qu'il n'apparaît dans cette statistique car la durée moyenne du travail est restée assez longue, la politique du short-time n'ayant guère été pratiquée.

3° Les conditions du Travail.

Les conditions du travail en Autriche sont nettement inférieures à celles qui existent dans les grands États de l'Europe occidentale. A cet égard, le régime corporatif ne paraît pas avoir apporté d'amélioration, ni en ce qui concerne la durée du travail, ni en ce qui concerne une plus juste répartition des possibilités d'emploi sur l'ensemble de la population ouvrière.

Les mêmes difficultés qu'autrefois continuent à s'opposer à l'application régulière de la journée de huit heures dans les entreprises où il n'y a pas de contrat collectif pour régler les conditions du travail. Cette situation s'est plutôt aggravée depuis deux ans.

La répartition des possibilités de travail est devenue, en Autriche, de plus en plus défectueuse. Contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, l'emploi a continué à

diminuer, alors que l'activité industrielle était en légère reprise.

		1932	1933	1934	
Indices comparés de l'emploi et de l'activité in- dustrielle (base 100 en 1929).	Autriche .	{ 76.	71	70	Emploi.
		{ 64	65	65	Activité industrielle.
	France . .	{ 81	79	77	Emploi.
		{ 69	77	71	Activité industrielle.
	Allemagne.	{ 71	74	85	Emploi.
		{ 53	61	80	Activité industrielle.
	Belgique .	{ 78	81	78	Emploi.
		{ 69	72	70	Activité industrielle.

Aussi, la proportion des ouvriers travaillant plus de quarante huit heures par semaine est-elle restée anormalement élevée :

	1929 p. 100.	1932 p. 100.	1933 p. 100.	1934 p. 100.
Autriche	95	79,4	76,7	78
France	—	52,4	62,1	56
Allemagne	7,67	6,91	7,15	7,6

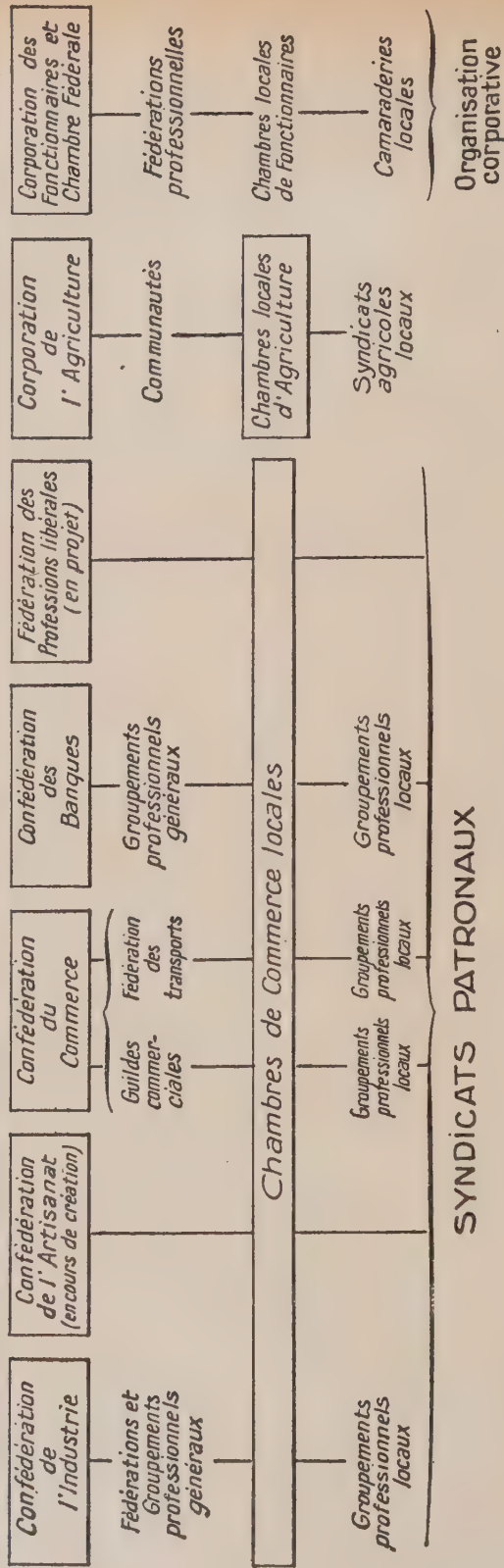
4^o *La situation sociale des travailleurs.*

La situation sociale des travailleurs autrichiens n'a certainement pas été améliorée par l'organisation du régime corporatif. Ils ont perdu en fait leurs organes représentatifs puisque les nouveaux syndicats ne rassemblent parmi eux qu'une faible minorité, et que ces organismes sont, en général, dirigés par des hommes qui n'ont pas la confiance de la classe ouvrière. Or, les inconvénients de cette situation ne sont pas compensés, comme en Allemagne ou en Italie, par les avantages qu'ils retirent du développement d'œuvres sociales créées en leur faveur. Bien au contraire, le Gouvernement autrichien, en mettant fin aux folles libéralités des municipalités socialistes a évidemment diminué une partie des avantages de cet ordre dont ils jouissaient autrefois, notamment en matière de logement et d'organisation sportive.

Aussi, malgré l'action de propagande du Docteur Winter et le ralliement au nouveau régime de quelques anciens chefs syndicalistes, la plupart des travailleurs vivent maintenant à l'écart de toute organisation professionnelle.

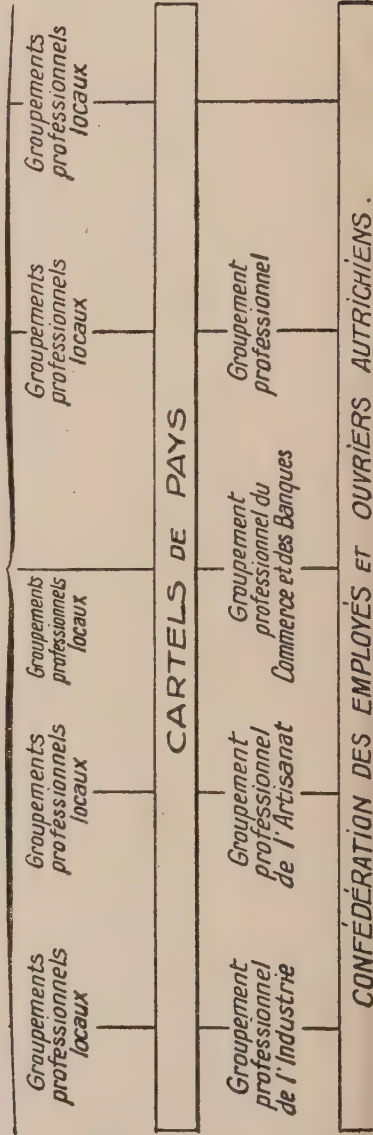
Effectif des syndicats sociaux, 1 ^{er} janvier 1933 (au moment de leur dissolution)	520.162
Effectif des syndicats chrétiens, 1 ^{er} janvier 1933. . . .	109.606
Effectif de la Confédération des ouvriers et employés autrichiens au 1 ^{er} janvier 1935	224.913

PLAN DE L'ORGANISATION ACTUELLE DU SYSTÈME CORPORATIF EN AUTRICHE



SYNDICATS PATRONAUX

SYNDICATS D'OUVRIERS ET EMPLOYÉS



CHAPITRE IV

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES

Le régime actuellement en vigueur en ce qui concerne les rapports économiques est, dans l'ensemble, un régime de liberté.

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUÉS

En fait, il n'y a pas encore d'organisme corporatif s'occupant des rapports de production et d'échange. Les pouvoirs publics étaient restés jusqu'à maintenant hostiles à une politique d'intervention en ce domaine et ils n'ont pas voulu créer de groupements nouveaux de producteurs spécialisés dans un rôle économique. Seuls, la corporation de l'agriculture, la fédération des industriels autrichiens, le conseil fédéral de l'économie, peuvent être aujourd'hui considérés, dans une certaine mesure, comme étant des organes économiques.

Les anciens organismes économiques tels que les Chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et d'artisanat subsistent aujourd'hui sous leur forme ancienne quoique pourvus parfois d'un nouveau nom. Les Chambres d'agriculture ont été réorganisées et comprennent maintenant des représentants des travailleurs agricoles. Mais il ne semble pas que ces derniers soient appelés à prendre part aux délibérations ayant un caractère économique.

Les Chambres de l'industrie ont été théoriquement supprimées, leurs attributions devaient être transmises aux groupements professionnels correspondants.

Les Chambres de commerce sont actuellement en cours de réorganisation. Une Commission a été nommée par le ministre du Commerce pour diriger cette réforme. Elle comprend des représentants de la confédération des industriels autrichiens, de l'artisanat, du commerce, de la banque et des assurances. La confédération des industriels autrichiens semble favorable au développement des Chambres de commerce locales, elle estime que les liaisons entre les différentes professions doivent être établies sur le plan local, de préférence au plan national.

La situation des Chambres d'artisanat n'est pas encore définitivement réglée.

§ 2. — LEUR ROLE DANS LE RÉGLEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Les organismes corporatifs n'interviennent directement en aucune manière dans le règlement des questions économiques. Cependant, ils sont appelés à donner des avis aux pouvoirs publics et ils gèrent parfois certains services économiques.

Le *Conseil d'économie* fournit obligatoirement son avis et dans un délai déterminé, sur tous les projets de loi d'ordre économique avant qu'ils ne soient présentés par le Chancelier à la Diète fédérale. Ce Conseil peut également, dans tous les cas où il le juge utile, donner librement son avis et le transmettre au Chancelier ¹.

Les *Chambres régionales d'agriculture et d'artisanat* jouent

1. Article 61 de la Constitution.

en principe un rôle analogue à l'égard des autorités provinciales.

La « Fédération de l'industrie », les organisations syndicales agricoles, fournissent des avis nombreux et importants aux ministres de l'Agriculture et du Commerce, qui sont spécialement chargés de diriger la politique économique de l'État. Aucune mesure en vue de réglementer la production ou les échanges n'est prise par les pouvoirs publics sans qu'ils n'aient pris tout d'abord conseil près des autorités syndicales. En ce qui concerne le commerce et l'industrie, ces avis sont en général fournis par les sections professionnelles, puis transmis aux pouvoirs publics par les fédérations professionnelles et la fédération de l'industrie.

Ainsi, les décrets envisagés aujourd'hui pour limiter l'installation de nouvelles fabriques, pour accorder des secours à certaines industries, auront été précédés d'une enquête très sérieusement menée par le ministre du Commerce, près des syndicats professionnels locaux ¹.

En revanche, dans le problème des prix, la confédération de l'industrie n'a pas encore été appelée à donner son avis, car les pouvoirs publics se sont opposés jusqu'ici à limiter la liberté de concurrence.

En plus de ce rôle consultatif, la Fédération de l'industrie dirige certains organismes qui dépendaient autrefois des Chambres d'industrie. En particulier, elle gère en collaboration avec la corporation de l'agriculture et les autres organisations syndicales de producteurs *l'Institut pour le développement des exportations autrichiennes*, qui a son siège à Vienne et une trentaine de succursales à l'étranger.

La corporation de l'agriculture gère également des services

1. Circulaire du ministre du Commerce du 20 septembre 1935.

chargés de régulariser la vente de certains produits, particulièrement ceux qui s'occupent de l'exportation des bois.

§ 3. — LES RÉSULTATS

1^o *Aménagement de la production.*

a) *L'équilibre entre les diverses branches de la production.* — L'organisation de l'économie, en Autriche, a été jusqu'ici assez négligée par les pouvoirs publics. Cette politique ne paraît pas avoir été très favorable au rétablissement de l'équilibre entre les diverses branches de la production.

A la différence des autres États de l'Europe centrale, l'Autriche a une activité productrice d'ordre plutôt industriel qu'agricole. La crise économique s'est donc manifestée dans ce pays, moins par une divergence entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles que par un déséquilibre dans l'industrie entre la production des biens de consommation et celle des biens d'investissement.

Or, un nouvel équilibre à cet égard n'est pas encore atteint en Autriche. Alors que l'activité productrice de l'industrie s'est continuellement accrue depuis trois ans, la consommation des produits nécessaires à la vie courante est allée en diminuant constamment, ainsi que le montre la comparaison entre l'indice de la production industrielle et l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail (le niveau des prix est resté sensiblement constant depuis trois ans, grâce à la dévaluation monétaire).

		1932.	1933	1934	1935
		—	—	—	—
Base 100 en 1929.	{ Indices de la production				
	{ industrielle	62	64	74	77
	{ Chiffre d'affaires du com- merce de détail . . .	79	70	67	

b) *Assainissement de certaines branches de la production.* — Si, dans son ensemble, l'économie autrichienne n'a pas encore retrouvé son équilibre normal, en revanche certaines branches de la production où les organisations de producteurs et les pouvoirs publics sont intervenus plus particulièrement, ont vu leur situation s'améliorer progressivement. Tel est le cas des industries du bois.

2° *Aménagement des marchés.*

1° *L'assainissement du marché intérieur.* — Le marché intérieur autrichien n'est pas encore complètement assaini. La concurrence reste désordonnée. De nombreux producteurs demandent que la confédération des industriels autrichiens, par l'intermédiaire de ses groupements professionnels, puisse prendre des mesures pour réglementer les marchés ¹. Mais ils restent tous hostiles à l'organisation de cartels obligatoires et placés sous le contrôle effectif des pouvoirs publics tels qu'ils existent en Allemagne.

2° *Le niveau des prix.* — Le niveau des prix depuis 1933 est resté relativement stable, qu'il s'agisse des prix de gros ou des prix de détail :

	INDICE des prix de gros.	INDICE du coût de la vie.
1929.	100	100
1933.	83,1	94,8
1934.	84,6	94,5
1935.	84,4	94,4

Ce résultat favorable paraît dû surtout au fait que l'Autriche avait déjà subi les répercussions les plus graves de la

1. Le Journal *Industrie*, organe officiel de l'association de la Confédération des industriels autrichiens a publié de nombreux articles dans ce sens : n° 47 (1935) « Pour un règlement de la concurrence » ; n° 52 (1935) « Les desseins de l'industrie ».

crise, avant l'année 1933. Il ne peut être imputé au régime corporatif d'autant moins que ce dernier est, en Autriche, au point de vue économique, un régime de liberté.

3° *La situation du commerce extérieur.* — Le problème des échanges extérieurs n'est pas encore résolu. L'Autriche a toujours besoin d'accroître ses exportations de produits finis industriels pour payer à la fois ses importations de matières premières et celles des denrées agricoles qu'elle ne peut produire sur son sol.

Les pouvoirs publics ont jusqu'ici refusé d'accorder des subventions aux industries exportatrices. Il semble que là encore, de même que sur le marché intérieur, il soit nécessaire de développer les organisations privées de producteurs et de commerçants. La commission du budget, en refusant au mois de décembre 1935 un crédit de 30 millions de Sh. pour soutenir le commerce extérieur le reconnaissait en ces termes : « Le besoin d'accroître les exportations est une des raisons fondamentales qui doivent nous pousser à développer l'organisation professionnelle. Il ne s'agit pas là de soutenir nos exportateurs contre la concurrence de leurs voisins, mais de régler d'une manière rationnelle leur activité et de contribuer ainsi au développement de notre économie nationale.

CHAPITRE V

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE CE RÉGIME

1^o *Son caractère en grande partie théorique et inachevé.*

Le régime actuel de l'Autriche présente le caractère d'une construction en grande partie théorique et inachevée. La doctrine corporative qu'il est censé mettre en œuvre n'est guère en fait appliquée. Le principe de l'arbitrage obligatoire est resté lettre morte ; les contrats collectifs jusqu'à ce jour n'ont pas été généralisés. Il n'y a pas réellement d'organisation autonome de la profession ; la constitution de 1934 d'ailleurs s'y oppose. Les rapports sociaux sont réglés d'une manière arbitraire par les pouvoirs publics, les rapports économiques ne le sont pas du tout et l'intervention des groupements privés de producteurs n'est guère facilitée. La législation sociale et économique est entièrement élaborée par les pouvoirs publics qui se contentent de prendre l'avis des organismes corporatifs.

Les institutions prévues sont elles-mêmes à peine ébauchées. Dans son effort de construction corporative, l'Autriche en est restée à peu près dans tous les domaines à la phase syndicale et ces syndicats ne groupent encore qu'une faible partie des membres de la profession. Leurs organes directeurs, les conseils qu'ils constituent pour assister dans leur tâche les autorités politiques ne sont même pas formés de représentants des employeurs ou des salariés, mais de personnalités désignées

par les pouvoirs publics. L'organisation syndicale elle-même apparaîtrait encore aujourd'hui comme une simple façade.

*2° Les conditions en partie anormales
dans lesquelles il fonctionne.*

Ces institutions fonctionnent d'ailleurs dans des conditions tout à fait défavorables. La réforme corporative n'a pas réussi à provoquer dans le pays le mouvement d'enthousiasme qu'avait espéré le chancelier Dollfuss. Bien au contraire, le parti chrétien-social qui en avait été le promoteur s'est depuis lors décomposé. Les pouvoirs publics l'ont dissous en même temps que les autres partis politiques. Le Front autrichien a pris sa place, mais une partie des masses paysannes qui appartenaient autrefois à ce parti chrétien-social sont passées au national-socialisme. De ce fait, le régime corporatif a perdu dans le pays à peu près tout soutien populaire.

Les milieux ouvriers sont franchement hostiles à ce régime. Ils lui reprochent d'avoir provoqué la disparition de leurs anciennes organisations syndicales, de les avoir frustrés de leurs coopératives, de leurs institutions sociales. Ils lui reprochent surtout d'être l'expression d'une dictature qu'ils ont combattue âprement et qui les a écrasés en février 1934. Il est évidemment regrettable que la situation politique n'ait pas permis depuis lors de faire légitimer cette réforme constitutionnelle autrement que par un subterfuge.

Le caractère incomplet du régime rend encore plus difficile son fonctionnement normal. En fait, il ne peut guère intervenir que comme un organe administratif d'État. Il perd ainsi la plus grande partie de ses mérites théoriques puisqu'il ne permet pas de fonder la paix sociale sur une collaboration effective entre patrons et ouvriers, et qu'il ne peut intervenir dans les rapports économiques et sociaux avec la souplesse et

l'autorité qu'aurait une organisation autonome constituée au sein de chaque profession.

3° *Sa position dans la situation actuelle de l'Autriche.*

Cette situation ne saurait durer longtemps. Le Gouvernement autrichien paraît s'être rendu compte de la nécessité d'y porter remède et il fait actuellement effort pour mieux asseoir dans le pays le régime corporatif¹. Depuis le mois de novembre 1934, les pouvoirs publics ont fait de nombreuses avances aux travailleurs afin de réduire leur opposition. Dans une série de discours retentissants, le chancelier Schussnigg, le ministre du Travail Docteur Dobretzberger, le Chef de la Confédération des ouvriers et employés ont promis d'appeler prochainement la classe ouvrière à collaborer activement à la vie des organisations corporatives. Mais il ne semble pourtant pas qu'ils puissent lui rendre d'ici longtemps le droit d'élire librement ses délégués syndicaux, ni rétablir l'administration autonome des anciennes institutions socialistes ouvrières, et encore moins rétablir la liberté de presse et de réunion. Or ce sont là les trois conditions que posent les anciens chefs syndicalistes comme base préalable de toute coopération avec les pouvoirs publics. L'avenir des institutions corporatives autrichiennes semble donc assez incertain.

1. C'est par un décret-loi que le nouveau régime a été institué en 1934 et c'est seulement en annulant les mandats des députés sociaux-démocrates et nationaux-socialistes que le Gouvernement put obtenir la majorité des deux tiers nécessaire à sa ratification.

TROISIÈME PARTIE

PORTUGAL

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU CORPORATISME PORTUGAIS

§ 1. — SES BASES SPIRITUELLES

Encore plus que le régime corporatif autrichien, les nouvelles institutions portugaises sont fondées sur une doctrine morale et religieuse. Elles sont certainement, de toutes les institutions corporatives, celles qui semblent le plus éloignées de toute préoccupation politique.

Leur auteur, le docteur Salazar, est d'ailleurs un doctrinaire non un politique. Ancien professeur à l'Université de Coïmbre, appelé au Ministère des Finances en 1928 et, depuis 1932, Président du Conseil, il a toujours vécu à l'écart des luttes des factions et s'est trouvé protégé par la dictature du général Carmona contre toute préoccupation étrangère à celle de l'intérêt public. Les institutions qu'il a créées n'ont eu nullement à subir l'influence d'un parti ou d'une classe ; elles sont le produit de ses réflexions personnelles sur la réforme de l'État.

Le docteur Salazar apparaît comme un catholique social qui s'est largement inspiré de l'enseignement pontifical. Comme pour le chancelier Dollfuss, on retrouve l'essentiel

de sa doctrine dans l'Encyclique *Quadragesimo anno*. Il paraît d'ailleurs avoir fixé ses idées avant même qu'ait paru cette Encyclique ¹.

Sa doctrine repose sur les quatre principes suivants :

1^o *Le spirituel doit avoir le primauté.* — Il n'y a pas de considérations économiques qui puissent prévaloir contre certains principes moraux : « L'organisation économique doit être entièrement subordonnée au développement moral, social et matériel du Pays ². » Le fascisme, qui va à l'encontre de cette morale, ne peut donc être admis. « La dictature fasciste tend vers un césarisme païen, vers un état nouveau qui ne connaît pas d'obligations d'ordre juridique ou moral. Mussolini est un opportuniste de l'action. Au contraire, l'État portugais ne peut nier, et il n'y pense pas, certaines obligations d'ordre moral qu'il juge indispensable de respecter dans son action réformatrice ³. »

2^o *L'autorité de l'Etat doit s'exercer dans le domaine économique et social.* — « Il faut donner à l'État autorité et force en ces domaines, sans quoi aucune société ne peut se maintenir ni prospérer. La liberté que les individualistes réclament est une figure de rhétorique, une simple image littéraire ⁴. »

3^o *Les attributions de l'Etat cependant doivent être limitées.* — L'État ne peut être omnipotent ni régir toute la vie nationale : « Le socialisme d'État, que beaucoup prêchent et conseillent comme un régime de progrès, serait, à vrai dire, le système idéal pour flatter la paresse native et l'esprit bureaucratique du commun des hommes. Nous devons repousser ce

1. L'encyclique *Quadragesimo anno* a été publiée seulement le 15 mai 1931 donc trois ans après l'entrée du D^r Salazar dans la politique.

2. Discours du 30 juin 1928.

3. Réponse à un journaliste du *Times*, en 1928.

4. Extraits de discours cités dans le *Bulletin quotidien* du 16-5-1934.

socialisme d'État, nuisible surtout dans un pays comme le nôtre, car il l'entrave, ne lui laisse pas créer les valeurs sociales autonomes qui sont indispensables à son progrès. »

4° *L'Etat doit protéger les groupements naturels que sont la famille et les corporations.* — Les considérations sur la famille sortent du cadre de cette étude. Mais il est intéressant de remarquer que la doctrine du docteur Salazar, sur ce point encore, corespond aux recommandations pontificales contenues dans l'Encyclique *Casti connubii* ¹. En ce qui concerne les corporations, le docteur Salazar estime qu'elles constituent des groupements naturels dont l'existence est nécessaire à la vie industrielle, et que c'est une erreur sociale et économique d'avoir seulement légiféré jusqu'ici pour le citoyen, c'est-à-dire pour l'individu séparé de sa profession, de son milieu culturel, de la collectivité économique où il exerce son activité.

Cette doctrine se distingue donc à la fois du fascisme par son inspiration chrétienne et son souci de respecter dans une certaine mesure l'initiative individuelle et du libéralisme par le rôle important qu'elle réserve à l'État et aux groupements professionnels dans la vie économique et sociale. Elle peut apparaître à bon droit comme l'expression la meilleure du corporatisme tel qu'il peut être conçu à notre époque.

§ 2. — LES CIRCONSTANCES OU IL S'EST FORMÉ

L'œuvre du docteur Salazar n'a pas été réalisée par étapes et par tâtonnements comme celle de Mussolini, ni sous la menace permanente de troubles politiques, comme celle du chancelier Dollfuss. Le nouveau régime au Portugal a

1. Parue la même année que l'Encyclique *Quadragesimo anno*.

d'abord été étudié méthodiquement dans le silence, puis construit tout d'une pièce, ce qui a d'ailleurs obligé son auteur un an plus tard à le remanier profondément.

Les institutions corporatives ont été introduites au Portugal alors que le pays vivait, depuis quatre ans déjà, dans la tranquillité politique, grâce à la dictature militaire du général Carmona. Dès 1926 en effet, le pouvoir était tombé entre les mains d'un groupe d'officiers résolus à mettre fin au désordre et à l'anarchie qui régnaient dans le pays depuis la déposition du roi Manoel en 1910. Solidement appuyés sur un parti nationaliste rallié à la dictature militaire, ces hommes réussirent à rendre au Gouvernement le respect et l'autorité. Après l'élection à la Présidence de la République du général Carmona en 1928, le docteur Salazar fut d'abord chargé, en qualité de Ministre des Finances, de rétablir la situation financière et monétaire du pays. Puis, nommé Président du Conseil en 1932, il fut chargé d'étudier la nouvelle constitution qui fut promulguée au début de 1933 et appliquée immédiatement par décrets-lois le 23 septembre 1933 ¹.

Ainsi, à la différence des autres constitutions corporatives, la constitution portugaise est vraiment l'expression d'une doctrine et nullement le fruit des circonstances politiques. Elle doit à cette origine un caractère un peu artificiel et les pouvoirs publics ont été contraints de l'amender un an après par une série de décrets-lois ². En effet leur effort pour l'appliquer s'était heurté, presque aussitôt, à de sérieux obstacles dans l'organisation des syndicats patronaux. La constitution

1. La nouvelle constitution a été élaborée dans le courant de l'année 1932, publiée le 22 février 1933 et ratifiée par un vote populaire quasi unanime le 19 mars 1933.

2. Les plus importants sont le décret-loi du 3 décembre 1934 sur l'organisation des gremios du commerce et de l'industrie, et celui du 1^{er} août 1935 sur le salaire minimum.

de 1933 n'avait pas assez tenu compte des circonstances économiques, ni de la psychologie des chefs d'entreprise. Dans de nombreux domaines de l'activité économique, il paraissait difficile de trouver des hommes suffisamment pénétrés de l'esprit corporatif. Dans d'autres, s'étaient éveillées des ambitions de monopole. Il importait donc de ménager une période de transition au cours de laquelle certaines formes d'organisation provisoires pourraient être admises.

Un décret a ainsi institué un régime temporaire pour faciliter momentanément l'établissement de libres groupements patronaux afin que l'organisation professionnelle devienne dans une certaine mesure l'œuvre des producteurs eux-mêmes. Il fixe les conditions mises à la reconnaissance de ces nouveaux organismes, dont la structure doit se rapprocher autant que possible de celle qui est prévue pour les organismes définitifs. D'autres décrets ont également réglé provisoirement les conditions du travail.

Cependant, même ainsi assoupli, quoiqu'il soit placé dans des conditions politiques particulièrement favorables ¹, le régime corporatif ne semble pas encore assis au Portugal sur des bases plus solides que dans les autres pays.

1. Le général Carmona a été réélu Président de la République le 17 février 1935 dans des conditions qui constituent un véritable plébiscite en faveur des institutions nouvelles, puisque 90 p. 100 des électeurs se sont prononcés en sa faveur.

CHAPITRE II

LE RÉGIME THÉORIQUE

§ 1. — LES PRINCIPES

Les principes sur lesquels repose le régime corporatif portugais sont énoncés à la fois dans la Constitution et dans le premier des six décrets-lois du 23 septembre 1933 intitulé : Statut du travail national.

a) Principes affirmés par la Constitution.

La Constitution corporative¹ de 1933 contient, à côté de dispositions impératives, l'énoncé d'un certain nombre de principes auxquels le législateur et les pouvoirs publics sont invités à conformer à l'avenir leur action.

En ce qui concerne les rapports économiques et sociaux, elle définit ainsi le rôle respectif de l'État et des corporations :

1^o Les corporations, associations ou organisations syndicales poursuivent principalement des objets scientifiques, littéraires, artistiques ou d'éducation physique, d'assistance, de bienfaisance ou de charité, de perfectionnement technique ou de solidarité des intérêts et sont régies, en ce qui concerne l'exercice de ces fonctions, par des dispositions législatives spéciales (articles 15, titre IV). En particulier, la corporation

1. La forme de l'État est, aux termes de l'article 5, « une République unitaire et corporative ».

est reconnue comme seule capable de conclure des contrats collectifs (art. 37).

2^o « L'État a le devoir de coordonner, stimuler et diriger toutes les activités sociales et économiques, de manière à faire prévaloir une juste harmonie des intérêts dans les limites d'une juste subordination du bien particulier au bien général » (art. 6).

L'État doit maintenir un juste équilibre entre les professions, et sur le marché du travail « défendre l'économie nationale contre les entreprises parasitaires » ou incompatibles avec les exigences supérieures de la vie humaine ; chercher, à la faveur des progrès de la technique, de l'organisation du travail et du crédit, à réaliser le plus bas prix et le plus haut salaire compatible avec la juste rémunération de tous les facteurs de la production (art. 31). L'État empêchera les divers agents de l'activité nationale de se livrer à une concurrence déréglée, également nuisible à leurs propres intérêts et à ceux de la collectivité ; il s'efforcera au contraire de les faire étroitement collaborer comme membres d'une même communauté (art. 34).

b) *Principes affirmés par le Statut du travail national.*

Le Statut du travail constitue un véritable code des doctrines économiques et sociales de l'État corporatif portugais.

Limites à l'initiative privée, à la liberté du travail, au droit de propriété. — Le Statut du travail reconnaît « dans l'initiative privée l'instrument le plus fécond du progrès de l'économie nationale » (art. 4). Il garantit la liberté du travail, mais cette liberté est fortement restreinte ; l'article 9 interdit les grèves et les lock-out, et l'article 2 précise que « l'organisation économique de la Nation devra réaliser un maximum de production et de richesse socialement utiles ».

De même, l'État reconnaît le droit de propriété avec toutes les facultés de jouissance et de disposition qui s'y rattachent (art. 12), mais il peut toujours le soumettre aux restrictions que réclameraient l'intérêt public, ainsi que l'équilibre et la conservation de la collectivité (art. 13).

Prérogatives et devoirs du capital. — Les prérogatives et les devoirs du capital sont définis, en ce qui concerne les rapports sociaux et les rapports économiques.

1^o *Rapports sociaux.* — La direction des entreprises appartient de droit aux maîtres du capital et à leurs représentants (art. 15). Ils ont le devoir de concilier leurs intérêts légitimes avec ceux des travailleurs qu'ils emploient (art. 16), mais rien ne peut prévaloir contre leur droit de conserver et d'amortir le capital qu'ils ont engagé (art. 16). Les entreprises ne sont donc pas tenues de fournir un travail que leur direction estime inutile. En cas de crise de chômage toutefois, elles devront coopérer aux mesures prises par l'État et les organisations corporatives pour améliorer la situation du marché du travail (art. 14).

2^o *Rapports économiques.* — Les entreprises ont l'obligation de constituer des réserves convenables pour « s'adapter à l'évolution des marchés et prévenir les crises » (art. 18). De même, elles doivent « plier leur activité aux perfectionnements constants des procédés de fabrication », de façon à améliorer sans cesse la qualité des produits et éviter l'avilissement des prix (art. 19). L'État a d'ailleurs le droit de « favoriser les activités économiques particulières qui, à égalité de coût, seraient d'un plus grand rendement », ainsi que « les petites industries domestiques » (art. 19).

Prérogatives et devoirs du travail. — L'État garantit en principe le droit au travail (art. 21) et un salaire minimum « correspondant aux nécessités de la subsistance » (art. 24).

En revanche l'État lie les travailleurs à l'entreprise dans la limite de leurs obligations corporatives (art. 22). Il peut également les contraindre au travail s'ils se concertent pour suspendre leur activité (art. 23).

Les conditions du travail, le salaire, sont fixés soit par des contrats collectifs, soit par les règlements corporatifs. Les contrats collectifs font l'objet des articles 32 à 34 ; nous y reviendrons plus tard.

Le Statut du travail contient également des dispositions particulières concernant la durée, l'hygiène et la sécurité du travail, les congés payés (art. 24).

§ 2. — LE PLAN DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

L'organisation professionnelle est constituée par une organisation syndicale couronnée par une organisation corporative¹.

a) *L'organisation syndicale.*

De la base au sommet de l'organisation syndicale, le patronat et le salariat sont organisés chacun de leur côté en groupements parallèles mais différents. Cette organisation comporte trois échelons :

1^o A la base se trouvent les *syndicats nationaux* d'employés et de salariés et les « associations patronales » ou « *gremios* ». Syndicats nationaux et associations patronales groupent respectivement les employeurs et les employés de la même

1. On ne peut manquer de s'étonner, en étudiant le nouveau régime corporatif portugais, de la sobriété des documents législatifs qui pourvoient à sa mise en vigueur. Le titre II du Statut du Travail national, consacré à l'organisation corporative, se réduit à 10 articles ; le décret sur les *gremios* n'en contient pas davantage. Le décret sur les syndicats nationaux tient tout entier en 25 articles. C'est surtout par les déclarations des principales autorités administratives que le plan de l'organisation corporative peut être connu avec quelques détails.

profession pour le pays tout entier. Mais, alors que les associations patronales sont divisées assez librement, les syndicats nationaux sont divisés régionalement en « syndicats nationaux de district » qui représentent le groupement primaire de l'organisation syndicale ouvrière. Ces syndicats nationaux de district peuvent également se diviser en sections de district si le besoin s'en fait sentir.

2° Au degré intermédiaire se placent les *fédérations* qui groupent, soit les associations patronales, soit les syndicats nationaux de plusieurs branches d'activités économiques analogues. Les fédérations sont, soit nationales, soit régionales, selon qu'elles sont constituées par des groupements professionnels régionaux ou nationaux.

3° Enfin, au degré supérieur les *unions* patronales ou ouvrières groupent respectivement les fédérations d'associations patronales ou les fédérations de syndicats nationaux appartenant à un vaste secteur de l'activité économique.

b) *L'organisation corporative.*

L'organisation corporative se compose d'un certain nombre de corporations et d'une Chambre corporative.

1° *Les corporations* sont constituées par la réunion d'une union patronale et d'une union de salariés. C'est donc dans leur sein que se rencontrent les organisations parallèles d'employeurs et d'employés. Le nombre de ces corporations n'est pas encore déterminé.

En ce qui concerne les professions libérales, la corporation est constituée sur un mode un peu différent car, pour chaque profession particulière, il n'existe qu'un syndicat national unique qui porte le nom d' « ordre ¹ ».

1. Ordres des médecins, des avocats, des ingénieurs.

2^e *La Chambre corporative* couronne l'organisation corporative toute entière. Elle est composée « des représentants des divers pouvoirs locaux autonomes et des divers intérêts sociaux et représente tous les grands intérêts moraux, culturels et économiques du pays¹ ». Elle siège en principe par sections, spécialisées chacune dans un domaine de sa compétence. En cas de nécessité seulement, la matière en délibération peut être soumise à l'examen de plusieurs sections réunies ou de la Chambre siégeant en Assemblée plénière.

§ 3. — LES TACHES DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

L'organisation professionnelle remplit une tâche sociale et une tâche économique. Ses différents groupements représentent légalement dans l'exercice de ces fonctions tous les éléments de la branche économique à laquelle ils appartiennent, que ces éléments y soient ou non affiliés.

1^o *Tâche sociale.*

La tâche principale de l'organisation professionnelle en matière sociale consiste à élaborer des contrats collectifs de travail dont les stipulations s'imposeront obligatoirement à tous les membres, affiliés ou non, de la profession.

Il lui appartient également, sous réserve de l'approbation des pouvoirs publics, de procéder dans la mesure de ses moyens et de ses ressources à l'organisation d'institutions syndicales de prévoyance, d'offices de placement et d'écoles professionnelles. De même, elle peut favoriser parmi ses membres la création de coopératives de production et de consommation.

1. Extrait d'un memorandum lu le 23 octobre 1934, par le Dr Salazar, au Conseil des Ministres.

Enfin, elle doit fournir les avis qui lui sont demandés par les pouvoirs publics sur les matières de sa compétence professionnelle.

2^o Tâche économique.

Dans le domaine technique et économique où elles sont seules compétentes, les organisations professionnelles patronales ont pour objet de favoriser le développement de la production et des échanges en organisant la coopération méthodique et loyale des diverses activités individuelles. Elles doivent évidemment suivre les directives que leur donne le Gouvernement par l'intermédiaire des ministres chargés des affaires économiques. Mais elles jouissent d'une très large autonomie.

En fait, les pouvoirs publics estiment que l'aménagement de l'activité économique doit être l'œuvre des employeurs eux-mêmes groupés dans leurs organisations professionnelles ; le Portugal est en effet un pays de petites exploitations où l'initiative privée, la concurrence légitime peuvent être plus que partout ailleurs encouragées.

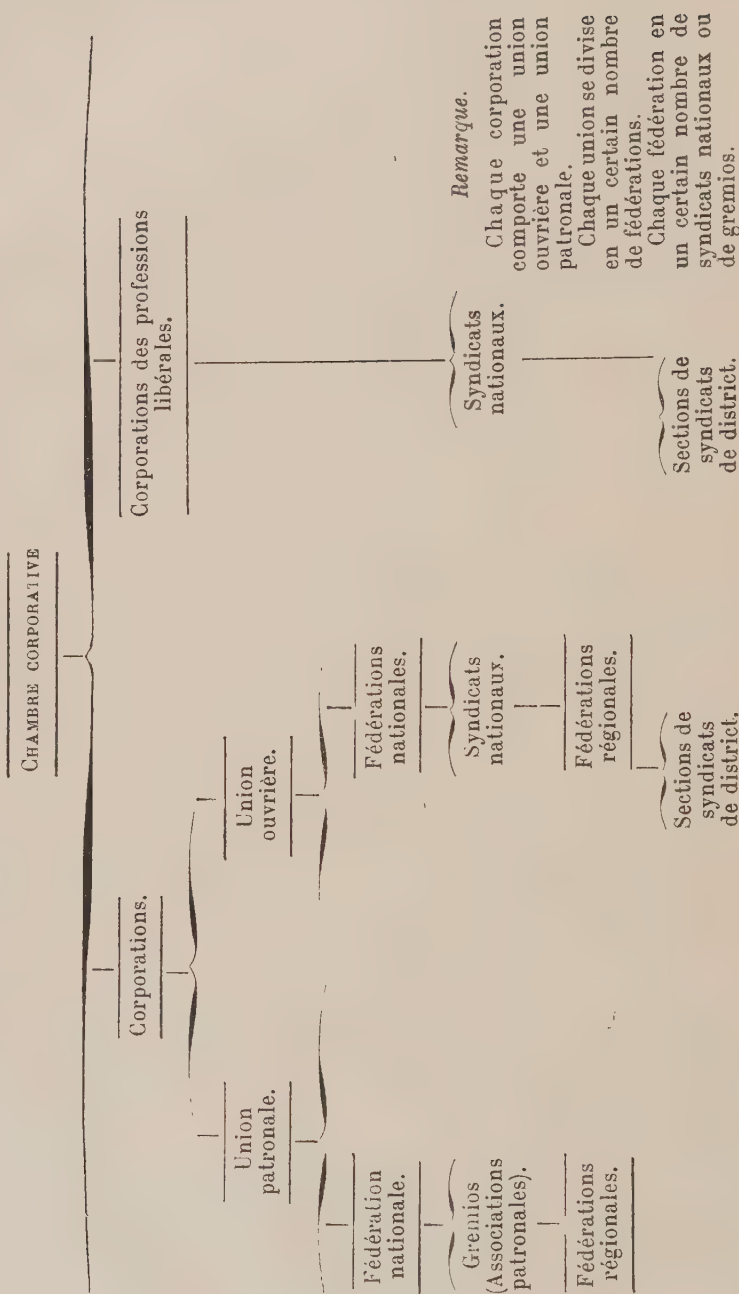
De même qu'en matière sociale, l'organisation professionnelle doit fournir des avis aux pouvoirs publics sur les matières économiques.

* * *

Ces diverses tâches incombent en premier lieu à l'organisation syndicale, aux syndicats de patrons et d'ouvriers en ce qui concerne la tâche sociale, et aux syndicats de patrons seulement en ce qui concerne la tâche économique. « Les corporations ne peuvent établir de règles générales et obligatoires sur la discipline interne des professions et la coordination des activités économiques que si elles ont reçu à cet effet

mandat des syndicats nationaux et associations patronales et si elles y ont été autorisées par l'État » (art. 43 du Statut du Travail). Elles se contentent d'assister les organisations syndicales dans la création de leurs services de placement, d'enseignement technique, de protection, d'assistance et de prévoyance sociale. De même, la Chambre corporative borne son activité à « émettre des avis sur tous les projets d'ordre social ou économique, dont l'Assemblée nationale aura été saisie ».

PLAN DE L'ORGANISATION CORPORATIVE THÉORIQUE EN PORTUGAL



CHAPITRE III

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS SOCIAUX

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUÉS

Il ne faudrait pas croire que la constitution et les décrets instituant au Portugal le régime corporatif aient fait surgir toute une série d'institutions nouvelles. Ces prescriptions législatives ont surtout la valeur d'une indication sur ce que sera l'organisation professionnelle future et celle qui existe actuellement ne s'en rapproche encore que de loin.

1^o *Le caractère général des organismes institués.*

Les quelques organismes professionnels qui interviennent actuellement dans le règlement des rapports sociaux sont des organismes semi-privés, pourvus de la *personnalité civile*. Mais, à la différence des anciens groupements syndicaux, ils sont placés sous le contrôle des pouvoirs publics et chargés d'une *tâche d'intérêt public*. Ils disposent à cet effet, comme en Autriche et en Allemagne, du monopole de la représentation professionnelle dans les quelques branches de l'activité économique où ils existent aujourd'hui.

L'organisation professionnelle au Portugal présente certainement un caractère plus libre que dans les autres pays à régime corporatif. Les pouvoirs publics, en renonçant dès 1934 à procéder d'office et sans délai à la création des organismes corporatifs, ont bien marqué leur intention de

favoriser seulement leur développement naturel et spontané, particulièrement pour les organismes d'employeurs. Ils ont admis que « l'État ne pouvait se proposer d'absorber toute la vie nationale, pas plus en ce qui concerne l'exercice des activités professionnelles elles-mêmes que leur organisation et leur coordination ¹ ». Ils veulent laisser à l'initiative privée la plus grande part dans l'œuvre de réorganisation sociale qu'ils ont entreprise et comptent sur le temps et les circonstances beaucoup plus que sur les interventions administratives pour mener cette œuvre à son terme.

L'organisation professionnelle, enfin, *n'est pas obligatoire*, sauf en ce qui concerne certaines activités très particulières. L'État se contente de reconnaître les organismes qui la représentent et d'en encourager la formation.

2° *Leur constitution.*

1° *Les syndicats nationaux.* — Les syndicats nationaux groupent, au nombre de cent au moins, les personnes de même profession qui travaillent pour le compte d'autrui, où sont engagées dans des carrières libérales. Le ressort de ces syndicats est en général le district ². Certaines professions qui, dans un district déterminé, ne comptaient pas un nombre suffisant de membres pour constituer un syndicat national, sont unies avec des professions voisines dans le même groupement syndical. D'autres, au contraire, qui comptaient de très nombreux membres, ont leur syndicat divisé en sections de district.

La fondation de ces syndicats doit être autorisée par décret.

Les statuts de ces syndicats sont tous conformes à un statut-

1. Exposé des motifs du décret-loi 24715 du 3 décembre 1934.

2. Le district est l'unité territoriale administrative. Il correspond à notre département.

type établi par le Sous-Secrétaire d'État aux Corporations. Les anciens syndicats ont dû disparaître, ou adopter ce statut nouveau. La liquidation des organisations communistes ne s'est d'ailleurs pas faite sans difficultés ¹.

L'organisation de ces syndicats nationaux est loin d'être achevée. Elle n'existe que dans des industries importantes, où s'étaient formés depuis longtemps des groupements de salariés ². Partout ailleurs, elle est presque inexistante et les pouvoirs publics ne paraissent pas disposés à encourager beaucoup son développement. De temps en temps seulement paraît un décret qui autorise dans une localité la fondation d'un syndicat.

2° *Les syndicats patronaux.* — Les syndicats patronaux, ou *gremios*, groupent les entreprises, sociétés et firmes individuelles ou collectives exerçant le même genre d'activité dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture. Leur champ d'action est variable selon les cas. Mais *ils jouissent tous, pour leur constitution et dans leur fonctionnement, d'une liberté beaucoup plus grande que les syndicats nationaux de salariés.* C'est que ceux-ci ont un objet strictement professionnel tandis que les associations patronales ont un rôle à la fois social et économique. C'est sur le plan social seulement que nous les étudierons dans ce paragraphe. Il y a actuellement deux sortes de syndicats patronaux : les *gremios*, constitués en vertu du décret du 23 septembre 1933, sur l'initiative des pouvoirs publics ; les *gremios* constitués, en vertu du décret du 3 décembre 1934, sur l'initiative des intéressés. Les premiers se rencontrent dans la grande industrie et le grand commerce ; les seconds dans les industries d'importance secondaire.

1. Elle a provoqué des émeutes, notamment à Setubal et à Marucha Grande.

2. Conserves, métallurgie, sucrerie...

a) *Gremios constitués en vertu du décret du 23 septembre 1933.*

— Ces gremios ont été créés sur l'initiative des ministres du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, qui ont la charge de l'économie nationale. Ils sont contrôlés par ces ministres, en ce qui concerne leur activité proprement économique. Au contraire, dans le domaine des rapports sociaux, ils dépendent du Sous-Secrétaire d'État aux Corporations, au même titre que les syndicats nationaux et ils jouent le même rôle qu'eux.

L'organisation de ces gremios n'est pas uniforme. Déjà la constitution et le statut du travail ne leur imposaient qu'une réglementation assez souple. En pratique, les pouvoirs publics, pour des raisons économiques d'ailleurs, les ont constitués sur des bases territoriales assez variées. Les uns, comme ceux de la meunerie, sont constitués par district ; les autres, comme celui des exportateurs de vins de Porto ou de l'industrie lainière, ont dans leur compétence toute une région économique. Malgré cet avantage, ils sont encore peu nombreux et les pouvoirs publics ont tendance aujourd'hui à favoriser plutôt la formation des gremios conformes au décret du 3 décembre 1934.

b) *Gremios constitués en vertu du décret du 3 décembre 1934.*

— Ces gremios sont formés librement sur l'initiative des producteurs eux-mêmes ; ils ont ainsi le caractère d'organismes entièrement privés, mais ils jouissent des mêmes avantages et ils sont soumis aux mêmes obligations que les gremios précédents, lorsqu'ils ont été reconnus par les pouvoirs publics ¹.

1. Pour cette reconnaissance il faut qu'ils représentent, au moins 50 p. 100 des entreprises de même nature établies dans le district et 50 p. 100 au moins de leur chiffre d'affaires total. La reconnaissance est accordée après avis favorable du Conseil des Corporations

Leurs statuts doivent se rapprocher dans une certaine mesure de ceux des *gremios* officiels.

Cette nouvelle forme de *gremios* a permis d'éviter les abus qu'aurait inévitablement entraîné la généralisation des *gremios* officiels dans des branches de l'activité économique¹ où le patronat n'est pas du tout pénétré des principes corporatifs. L'État n'accorde en effet sa reconnaissance à ces organismes, avec toutes les prérogatives qui en résultent, que s'ils paraissent avoir réellement une utilité sociale et économique.

Dans l'ensemble, l'organisation des *gremios* n'est guère plus développée que l'organisation des syndicats nationaux.

3° *Les fédérations, les unions et les corporations.* — L'organisation professionnelle au Portugal s'arrête pratiquement aux syndicats patronaux et ouvriers que nous venons d'étudier. Dans certaines branches seulement de l'industrie, comme les textiles, il existe quelques fédérations patronales et ouvrières. Au delà, les unions et les corporations sont restées de simples constructions théoriques et n'ont pas encore donné lieu à la moindre tentative de réalisation.

4° *La Chambre corporative.* — La Chambre corporative fonctionne depuis le début de l'année 1935. Elle avait été remplacée dans ses attributions, jusqu'à cette époque, par le Conseil corporatif. C'est actuellement, de toutes les institutions corporatives, la seule qui semble être parvenue à son état de développement normal. Ses avis sont d'ailleurs régulièrement sollicités par les pouvoirs publics, sur toutes les questions sociales, et elle a su remplir jusqu'ici son rôle de conseiller à la satisfaction générale.

1. On a constaté que les chefs d'entreprise, dans la petite industrie, cherchaient parfois à utiliser uniquement les organisations corporatives pour se constituer un monopole sur le marché ou à des fins de spéculation.

Comme les corporations ne sont pas encore constituées, les membres de cette Chambre sont, pour le moment, nommés par le Gouvernement. Mais chacun d'eux est censé représenter une des 24 activités économiques ou culturelles qui constitueront plus tard les 24 corporations prévues par la loi ¹.

3° Leur compétence et leurs conditions de fonctionnement.

Les associations patronales et les unions syndicales sont compétentes pour négocier et conclure des contrats collectifs qui doivent, d'ailleurs, être approuvés par les pouvoirs publics. Elles peuvent créer et gérer des institutions sociales en faveur de leurs membres, mais pratiquement leur activité est très restreinte dans ce domaine.

Leur organisation interne se rapproche de celle des anciens syndicats patronaux ou ouvriers. Elles jouissent dans leur fonctionnement d'une certaine liberté et, à la différence des syndicats fascistes, leur personnel dirigeant n'est pas nommé par les pouvoirs publics. Cependant, il leur est interdit de s'affilier à une organisation professionnelle internationale sans l'autorisation des pouvoirs publics.

4° Le contrôle exercé par les pouvoirs publics sur leur personnel et sur leurs décisions.

Les organismes professionnels sont soumis à un contrôle très strict de la part des pouvoirs publics. Ce contrôle est

1. Les 24 corporations prévues sont les suivantes : céréales et élevage ; vin ; forêt ; productions agricoles diverses ; pêche et conserve ; mines, eaux minérales, carrière et produits chimiques ; textiles ; électricité, construction ; transports, arts graphiques et imprimerie ; crédit et assurances ; activités commerciales ; tourisme ; intérêts spirituels et moraux ; sciences, lettres, arts ; éducation physique et sport ; politique et administration ; défense nationale ; travaux publics et communications ; colonies ; administration locale ; finances.

exercé par le ministre des Corporations et de la Prévoyance sociale, assisté de l'Institut national du Travail et de la Prévoyance, dans la mesure où ces organismes se livrent à une activité d'ordre social.

1^o *Rôle du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.* — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale exerce un contrôle général. C'est lui qui autorise la constitution des syndicats nationaux, approuve leurs statuts, rend obligatoires les contrats collectifs, fournit les directives générales de la politique sociale. En fait son action est considérable puisque les organes supérieurs du système corporatif ne sont pas encore constitués.

2^o *Rôle de l'Institut national du travail et de la prévoyance.* — Cet Institut a été établi pour assurer l'exécution des lois corporatives et des lois sociales. Il est en quelque sorte l'organe de contrôle du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Dans chaque district, un délégué permanent de l'Institut est chargé d'inspecter les syndicats nationaux et les associations patronales, d'examiner leur situation dans le cadre de l'organisation corporative, et leurs relations avec les autres organismes professionnels, de surveiller l'application des lois sur le travail, l'hygiène, le bien-être des travailleurs.

§ 2. — LEUR RÔLE DANS LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

1. *La question des salaires.*

Les salaires devraient être en principe déterminés par des *règlements corporatifs* ou par des *contrats collectifs* passés entre les associations patronales et ouvrières, et qui obligerait tous les membres de la profession dès qu'ils auraient été

homologués par les pouvoirs publics. Le montant du salaire lui-même devrait être déterminé par « les nécessités de la production et le rendement du travail », mais il ne pourrait pas tomber « au-dessous d'un *minimum* correspondant aux besoins vitaux du travailleur ». Ce minimum serait fixé par des accords corporatifs ¹.

En pratique, la plupart des salaires sont actuellement réglés au Portugal par des contrats individuels, passés librement entre le patron et l'ouvrier. Les contrats collectifs ne peuvent exister que dans les branches de l'activité économique où l'organisation syndicale est elle-même développée, c'est-à-dire dans le grand commerce d'exportation et dans la grande industrie. Ils n'ont été eux-mêmes rendus obligatoires que lorsque les pouvoirs publics étaient intervenus pour organiser la production et la vente. Tel est le cas de l'industrie sardinière ou du commerce d'exportation des vins de Porto. En revanche, tout manquement aux obligations de ces contrats collectifs est durement sanctionné ².

Le minimum de salaire n'est pas souvent stipulé dans ces conventions collectives. Les pouvoirs publics y attachent, pourtant une grande importance et semblent disposés à « l'établir progressivement, au moyen d'accords corporatifs à mesure que les diverses branches de la production s'organiseront sur une base professionnelle ». Dès maintenant, un décret promulgué le 1^{er} août 1935 a autorisé le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale à fixer des minima de salaires « chaque fois que leurs taux sont systématiquement

1. *Statut national du Travail*, § 24.

2. Les employeurs ou les salariés qui n'accomplissent pas les obligations qui résultent d'un contrat collectif sont punis d'une amende ou d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois mois. Ils sont passibles de peines analogues, mais plus douces, s'ils ne se conforment pas à un accord collectif que l'État a rendu obligatoire, mais qu'ils n'ont pas eux-mêmes négociés.

réduits à la suite d'une concurrence excessive sur le marché du travail dans le commerce ou l'industrie¹ ». Ces minima de salaires sont fixés par un règlement administratif rendu par le ministre du Travail, et ils deviennent obligatoires pour toutes les entreprises qu'ils concernent, après un certain délai. L'exposé des motifs précise que les pouvoirs publics feront usage de ce texte si les employeurs montrent peu d'empressement à s'organiser ou ne parviennent pas à conclure d'ententes collectives, ou si l'avilissement des salaires menace de désorganiser la production et d'entraîner la misère.

2° *Les conflits du travail.*

Les grèves et lock-out sont interdits par le Statut du travail national. Les employeurs ou les salariés qui contreviendront à cette interdiction sont punis de peine d'amende ou de prison qui sont encore aggravées si l'infraction est commise dans un dessein politique².

A la différence des organisations corporatives fascistes, les organisations professionnelles portugaises n'ont pas à intervenir dans les conflits du travail, ni pour les concilier, ni pour les arbitrer. Ceux-ci sont portés directement devant le Tribunal du travail du district, dont la juridiction est obligatoire en ce qui concerne les contrats collectifs, l'organisation professionnelle, les règlements de travail.

Les *Tribunaux de travail* ont été réorganisés entièrement par le décret du 15 août 1934. Il sont composés d'un juge assisté d'un fonctionnaire qui fait office de ministère public. Ce fonctionnaire, en sa qualité de représentant de l'État, doit

1. Interview accordé par Theotonio Pereira, ministre du Travail au journal *O Seculo*, le 21-8-35.

2. Décret du 18 mars 1934 sur les grèves et lock-out.

agir comme le protecteur officieux de ces salariés. Il jouit, à cet effet, d'une grande initiative; il peut intervenir dans les débats pour proposer aux intéressés, soit de son propre chef, soit à la demande du juge ou des parties, l'amendement, la prorogation ou la révision des contrats collectifs en cause s'ils ont été approuvés par le ministre du Travail ou même la conclusion de nouvelles conventions.

Le Tribunal du travail lui-même ne joue pas seulement un rôle d'ordre judiciaire dans les conflits du travail. Il veille directement à l'application du code national du travail, au développement des organisations professionnelles, il fait observer les dispositions de caractère obligatoire qui réglementent l'emploi. Il peut même infliger des réprimandes et des peines disciplinaires aux chefs d'entreprise ou aux ouvriers « qui n'observeraient pas les principes d'équité, de courtoisie, de discipline et de respect sur lesquels leurs rapports réciproques doivent être fondés ¹ ».

La procédure de conciliation et d'arbitrage se passe également devant le Tribunal du travail. Elle précède obligatoirement le cours de la procédure judiciaire. Les parties peuvent d'ailleurs y recourir en tout temps, même pendant l'application de la sentence. Les accords de conciliation ainsi réalisés reçoivent la même force exécutoire qu'un jugement.

Il peut être fait appel de toute décision des Tribunaux du travail de district devant la « Division du Travail et de la prévoyance sociale » du « Tribunal administratif suprême ».

3° *La réglementation du travail.*

Les conditions du travail devraient être en principe déterminées par les corporations professionnelles ². Le statut du

1. Décret du 15 août 1934.

2. Article 24 du *Statut du Travail*.

Travail a fixé d'ailleurs les grandes lignes de cette réglementation : son titre II prévoit des dispositions spéciales qui concernent l'hygiène physique et morale, la sécurité des travailleurs, leur repos.

En attendant que les corporations soient constituées définitivement, les pouvoirs publics ont promulgué, à leur place, un certain nombre de règlements provisoires sur les conditions du travail. Les décrets du 24 août 1934 ont ainsi précisé la façon dont seraient réglés la durée du travail, le repos hebdomadaire, les congés annuels payés.

La durée maxima du travail est fixée par décision administrative dans chaque branche particulière de l'activité économique. La durée précise du Travail est ensuite déterminée par les contrats collectifs ou à défaut par les règlements d'atelier, qui sont d'ailleurs soumis au contrôle des pouvoirs publics ¹. Des dérogations à ces règles peuvent être accordées, par l'Institut national du Travail et de la Prévoyance sociale, s'il s'agit d'établissements qui ont un caractère rural et par les pouvoirs publics eux-mêmes, pour toutes les autres sortes d'entreprises, mais seulement en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

Le repos hebdomadaire est obligatoire pour tous. Il est réglementé dans chaque cas particulier par les autorités administratives locales. Les congés annuels payés sont réglementés en principe par les contrats collectifs qui fixent leur durée et les conditions dans lesquelles ils sont octroyés.

4^o *Les œuvres sociales.*

Les œuvres sociales sont du ressort des « Syndicats natio-

1. Le Portugal est lié par les conventions de Washington depuis 1928, et la journée de huit heures est conforme à la coutume établie dans le pays.

naux », des « Maisons du peuple », et de la « Fondation nationale pour la Joie dans le Travail ».

1^o Il appartient aux *syndicats nationaux*, sous réserve de l'approbation des pouvoirs publics, de procéder dans la mesure de leurs moyens, à l'organisation d'institutions syndicales de prévoyance, d'offices de placement et d'écoles professionnelles. Ils disposent, pour cet objet, du concours des associations patronales.

Il leur est également loisible de favoriser, parmi leurs membres, la création de coopératives de production et de consommation. La plupart de ces dispositions sont d'ailleurs restées sans application, et les syndicats nationaux se sont bornés à reprendre l'administration des quelques institutions qui avaient été fondées autrefois par les organisations ouvrières.

2^o Les *Maisons du peuple* poursuivent un but analogue en faveur des populations agricoles. Chaque paroisse rurale devra en organiser une. Elles jouissent de la personnalité civile et ont compétence pour toutes les questions de mutualité et de prévoyance, de sport, de spectacles, d'apprentissage, d'hygiène sociale. Elles n'existent d'ailleurs encore que dans quelques localités ¹.

3^o La *Fondation nationale pour la Joie dans le Travail* a été créée en 1935 dans le dessein de guider et d'aider les Syndicats nationaux et les Maisons du peuple dans l'action sociale qui leur est impartie.

Elle a tout particulièrement pour objet d'organiser les loisirs des travailleurs afin de favoriser leur développement physique, moral et intellectuel. A cette fin, elle se propose de créer des colonies de vacances, d'organiser des voyages collectifs, des compétitions sportives, et de développer l'en-

1. La première a été créée en janvier 1934 à Barbarèna (Elvas.)

seignement culturel dans la classe ouvrière par des conférences, des spectacles, des visites dans les musées. Elle se rapproche donc beaucoup des institutions analogues qui existent en Allemagne et en Italie. Mais sa création est encore trop récente pour avoir donné les mêmes résultats et elle n'a réalisé jusqu'ici qu'une colonie de vacances aux environs de Lisbonne.

§ 3. — LES RÉSULTATS

1° *Le maintien de la paix sociale.*

Le Portugal n'a pas connu de troubles sociaux depuis l'institution du régime corporatif si l'on excepte les conflits, d'ailleurs sans gravité, que provoquèrent dans quelques villes ouvrières la suppression des anciens syndicats marxistes. Cette situation est due en partie, sans aucun doute, à la sévérité des peines qui frappent les auteurs des grèves et des lock-out, et à l'efficacité des interventions des tribunaux du travail. Mais il est difficile d'apprécier dans quelle mesure elle n'est pas due également à l'institution de la dictature politique.

2° *La rémunération des travailleurs.*

La rémunération des travailleurs a toujours été très faible au Portugal. Il ne semble pas qu'elle se soit, dans l'ensemble, améliorée depuis l'institution du régime corporatiste.

ANNÉE	INDICE	INDICE
	des salaires base 100 en 1914.	du coût de la vie base 100 en 1914.
1928	2.210	2.293
1929	2.210	2.272
1930	2.280	2.218
1931	2.220	2.008
1932	2.005	1.960
1933	1.995	2.001

L'institution du salaire minimum paraît cependant capable d'améliorer la situation des salariés qui travaillent isolément dans de petits ateliers. Mais les pouvoirs publics n'ont guère usé jusqu'ici des pouvoirs dont ils disposaient en cette matière ¹.

3^o *Les conditions du travail.*

Les conditions du travail au Portugal sont restées les mêmes qu'avant l'institution du régime corporatif, si ce n'est dans les branches de l'activité économique où il existe une organisation professionnelle. Elles sont dans l'ensemble conformes aux dispositions des conventions internationales. Il en est ainsi pour le repos hebdomadaire, le travail de nuit, le travail des femmes et des enfants. La durée maxima du travail est fixée à 8 heures en général et à 7 heures pour les employés de bureau. Le travail supplémentaire est assez strictement réglementé. Pratiquement, cette législation n'est pas toujours observée, car les petites entreprises sont nombreuses et assez difficiles à surveiller.

Les conditions du travail ont été incontestablement améliorées dans les professions où les syndicats patronaux et ouvriers ont été constitués, et où ils sont parvenus à passer entre eux des contrats collectifs. Ces cas sont d'ailleurs extrêmement rares ; ils ne se présentent guère jusqu'ici que pour l'industrie des conserves de sardines, la tonnellerie et le commerce d'exportation des vins ².

1. Le premier décret fixant un salaire minimum obligatoire a paru le 14 août 1935. Il fixe le salaire et les tarifs aux pièces pour les ouvriers chapeliers des deux sexes et les enfants mineurs employés dans l'industrie chapelière.

2. Des contrats collectifs fixant les conditions précises du travail conformément aux dispositions du *Statut national du Travail* ont été conclus dans les industries des conserves de sardines et dans la tonnellerie. D'autres

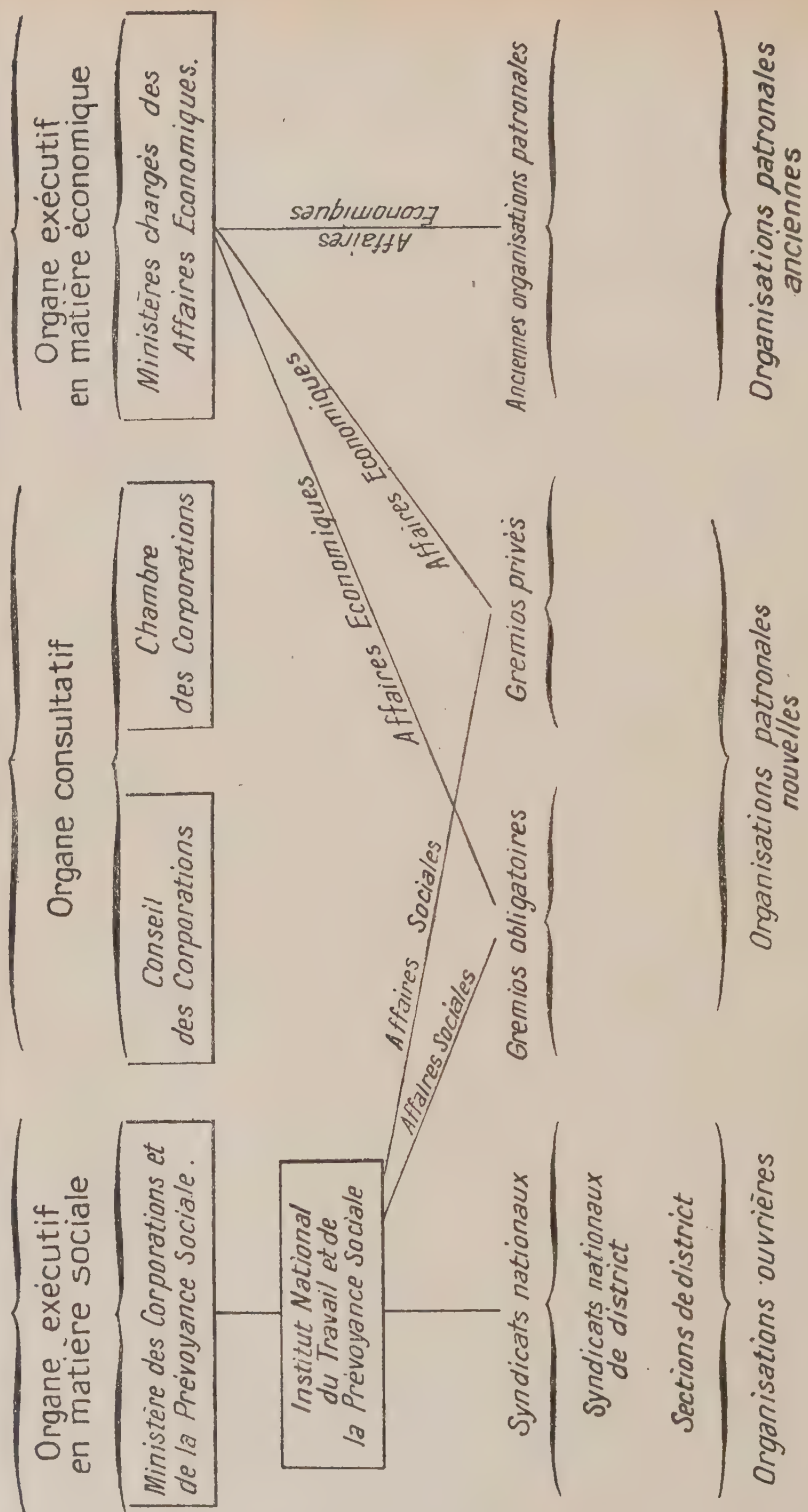
4^o La situation sociale des travailleurs.

La situation sociale des travailleurs au Portugal a toujours été assez médiocre. Leur absence de formation professionnelle, leur ignorance générale ¹, leur manque d'initiative, les ont jusqu'ici empêchés d'accéder à un niveau de vie comparable à celui des ouvriers de l'Europe occidentale. Il ne semble pas que les nouvelles institutions corporatives permettent d'améliorer sensiblement cette situation. Les Maisons économiques, les Maisons du Peuple, la Fondation nationale du travail par la joie, les institutions de prévoyance et d'éducation professionnelle, n'occupent qu'une petite place dans la vie sociale du pays. L'esprit d'insouciance de la population n'est pas favorable à leur développement et leur influence actuelle est très limitée.

contrats collectifs, conclus dans le commerce d'exportation des vins prévoient que les ouvriers tonneliers bénéficieront d'un congé payé de huit jours après soixante semaines de service. Le personnel des entrepôts aura droit à huit jours de congé après un an de service.

1. La classe ouvrière est aux trois quarts illettrée.

PLAN DE L'ORGANISATION CORPORATIVE ACTUELLEMENT RÉALISÉE AU PORTUGAL



REMARQUE - Les organisations patronales et ouvrières restent actuellement isolées les unes des autres

CHAPITRE IV

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUÉS

A l'exception de la Chambre corporative, qui ne joue qu'un rôle consultatif, tous les organismes professionnels qui interviennent aujourd'hui au Portugal dans les rapports économiques sont uniquement des organismes patronaux. Les pouvoirs publics ont tenu à laisser aux seuls patrons le pouvoir de coordonner et de réglementer l'activité de leurs entreprises sous le contrôle de l'État.

Ces organismes patronaux ne sont pas tous de même nature : les uns étaient déjà constitués au moment où naquit le régime corporatif, les autres ont été organisés dans la suite conformément à la législation nouvelle. Ils sont évidemment destinés à remplacer progressivement les premiers. Mais, pour le moment, tous participent, selon des modes un peu différents, à l'organisation des rapports économiques.

1° Les anciens groupements de producteurs dont les décisions peuvent être sanctionnées par les pouvoirs publics.

Ces anciens groupements de producteurs sont eux-mêmes de deux sortes selon qu'il s'agit d'institutions précorporatives qui furent créées sur l'initiative du Gouvernement national lui-même, avant la proclamation du nouveau régime, ou de

groupements d'initiative privée, dont les décisions peuvent être sanctionnées par les pouvoirs publics.

1^o Le Gouvernement a créé de 1928 à 1932 quelques institutions de coordination économique dont la plus connue est le consortium des conserves de sardines ¹. Ces institutions sont de véritables cartels dont font partie obligatoirement toutes les entreprises qui réglementent la production et les prix. Elles possèdent en général des services communs de vente. Les pouvoirs publics exercent sur leur activité un contrôle très sévère par l'intermédiaire des ministres du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie.

2^o Il existe depuis longtemps au Portugal des organisations privées de producteurs dont les plus importantes sont groupées autour de la « Chambre d'agriculture » et de « l'Association des industriels portugais ». Ces associations sont des associations de droit commun. Elles ont été laissées en dehors de la nouvelle organisation corporative. Cependant, depuis le décret du 3 décembre 1934, le Gouvernement peut, sur avis favorable de la Chambre corporative, rendre obligatoire dans le ressort de leur compétence économique les dispositions qu'elles auraient prises pour coordonner les activités commerciales ou industrielles des entreprises qu'elles rassemblent. Les pouvoirs publics ont pris quelques mesures dans ce sens depuis un an. Il semble qu'ils réservent à ces organismes un rôle provisoire dans le règlement de la production et des échanges en attendant que les « gremios » aient pris un développement plus important.

2^o *Les groupements corporatifs de producteurs : les Gremios.*

Nous avons déjà étudié l'organisation de ces groupements de producteurs en étudiant le régime des rapports sociaux.

1. Créé le 27 août 1935, par le décret 21.622.

Les « gremios » ont en effet un rôle à la fois social et économique. Ils dépendent pour cette seconde activité des ministres du Commerce et de l'Industrie ou du ministre de l'Agriculture.

Que ces gremios soient organisés sur les bases posées par le décret du 23 septembre 1933 ou sur celles posées par le décret du 3 décembre 1934, ils jouissent également du droit de réglementer l'activité professionnelle de leurs membres, sous la surveillance des pouvoirs publics. Leur compétence à cet égard varie selon la situation de chaque gremios. Mais leurs décisions s'imposent obligatoirement à l'ensemble de la profession.

Ces gremios sont encore peu nombreux ¹. Un mouvement s'est dessiné parmi les membres des associations privées de producteurs pour hâter la transformation de ces associations en gremios. Les industriels de la sucrerie et de la savonnerie se montrent très favorables à cette évolution. En revanche, celles de la métallurgie et des spécialités pharmaceutiques y sont très opposées ².

§ 2. — LEUR RÔLE DANS LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Les organismes que nous venons d'examiner jouent des rôles très divers dans l'activité économique. Leurs attributions varient selon le statut de chacun d'eux et leur situation vis-à-vis de l'organisation corporative. Dans l'ensemble, les anciens groupements de producteurs ont surtout pour tâche

1. Les plus connus sont : le gremios des exportateurs de vins de Porto, créé par un décret du 28 octobre 1933, le gremios des exportateurs de fruits et la fédération des gremios de la meunerie, créés également à la fin de 1933.

2. *Revue des industriels portugais* du 19 décembre 1934.

de contrôler la production et les échanges, tandis que les gremios proprement corporatifs s'efforcent plutôt de défendre les intérêts collectifs de leurs membres.

1° *Le contrôle de la production et des échanges.*

Le contrôle de la production et des échanges existe uniquement dans les branches de l'activité économique qui comportent une majorité de grosses entreprises. Tel est le cas de l'industrie des conserves de sardines et du commerce d'exportation des vins de Porto, et dans une certaine mesure de la meunerie¹. Les organismes qui interviennent en cette matière doivent être d'abord reconnus par les pouvoirs publics ; leurs décisions sont ensuite rendues obligatoires pour toutes les entreprises. L'État ne paraît d'ailleurs pas disposé à maintenir ce contrôle lorsque la crise économique sera terminée. C'est pourquoi il hésite aujourd'hui à reconnaître aux nouveaux gremios des pouvoirs réglementaires très étendus sur le contrôle de la production et des échanges. Il préfère charger maintenant de cette tâche les anciens groupements de producteurs.

2° *La défense des intérêts professionnels des producteurs.*

C'est aux gremios qu'incombe principalement la tâche de défendre les intérêts professionnels des producteurs devant les pouvoirs publics. Quelques-uns de ces gremios ont constitué à cet effet des organismes d'étude qui s'occupent des questions de douane, d'impôt, de transport. Mais cette organisation ne se développe que très lentement.

La Chambre économique corporative joue enfin dans toutes

1. La fédération nationale des producteurs de la meunerie, formée à la fin de 1933 par la réunion des gremios de district de meunerie, réglemente la répartition des farines.

les questions économiques un rôle consultatif vis-à-vis des autorités législatives et administratives tout à fait analogue à celui qu'elle joue déjà dans les questions sociales.

§ 3. — LES RÉSULTATS

1° *L'aménagement de la production.*

a) *L'équilibre entre les diverses branches de la production.*

Il n'a jamais existé au Portugal aucun déséquilibre entre la situation de la production industrielle et celle de la production agricole. La production industrielle, dans son ensemble, a toujours été naturellement équilibrée. Elle ne suffit d'ailleurs point aux besoins de la population.

b) *L'assainissement des diverses branches de la production.*

Cependant, le Gouvernement a du intervenir pour assainir quelques branches particulières de la production. Les groupements de producteurs qu'il a créés dans l'industrie des conserves de sardine, dans la production des fruits d'exportation, dans la meunerie, sont parvenus à améliorer la qualité des produits et à empêcher la surproduction. Mais ces organismes présentent un caractère provisoire et il n'est pas certain qu'ils subsisteront lorsque la crise économique se terminera.

2° *L'aménagement du marché.*

a) *La situation du marché intérieur.*

Les quelques mesures d'organisation économique qui ont été prises au Portugal n'ont eu dans l'ensemble aucune répercussion sur la situation d'ensemble du marché intérieur. En effet l'économie portugaise est avant tout une économie rurale où dominent les petites exploitations familiales et sur laquelle l'organisation corporative ne peut guère avoir prise

Les pouvoirs publics cependant tentent d'organiser le marché du blé. Ils ne semblent pas être encore parvenus à un résultat appréciable ¹.

b) *Le niveau des prix.*

Le niveau général des prix au Portugal depuis deux ans n'accuse aucun changement appréciable.

La formation des « gremios » au début avait paru inciter les producteurs de certaines industries secondaires à élever leurs prix, en établissant de véritables monopoles. Le Gouvernement a mis un terme à cette tendance par la réforme des gremios en 1934.

c) *La situation du commerce extérieur.*

La situation du commerce extérieur du Portugal est très mauvaise puisque le pourcentage des exportations par rapport aux importations est seulement de 43,5 p. 100.

	IMPORTATIONS (en centos).	EXPORTATIONS (en centos).
	—	—
1933	1.904.069	797.125
1934	1.960.706	852.705

Le déficit tend à se réduire légèrement. Il semble que l'amélioration soit particulièrement sensible dans le commerce d'exportation des produits, dont les fabricants ou les commerçants sont groupés dans des organismes professionnels.

C'est ainsi que l'exportation des vins de Porto qui est règle-

1. En juin 1933, un décret-loi a organisé la fédération des producteurs de blé et leur a donné le contrôle des granges municipales où les producteurs peuvent stocker leurs blés et obtenir en échange des crédits sur warrants. Elle est chargée, en principe, depuis 1934, de fixer les prix du blé par qualités et de les répartir entre les meuneries. Mais il ne semble pas que son action ait eu jusqu'à présent de grandes répercussions sur le marché.

mentée, s'est largement développée, alors que celle des vins ordinaires continue à décroître :

	1933	1934
	—	—
(En décalitres). { Vins ordinaires rouges.	2.415.129	2.339.708
{ Vins blancs ordinaires.	1.077.916	730.481
{ Vins de Porto.	3.593.862	3.717.181

De même, l'exportation des sardines, en boîtes, dont la production et la vente sont réglées par un consortium, s'est sensiblement accrue.

	1933	1934
	—	—
(En tonnes) : Sardines en boîtes	29.274	34.401

Il est évidemment difficile de tirer de ces chiffres des conclusions formelles car le rétablissement de la situation économique des pays acheteurs et les dispositions plus favorables des nouveaux traités de commerce ont eu également leur part d'influence dans cette amélioration.

CHAPITRE V

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE CE RÉGIME

1^o *Son caractère assez théorique.*

Le régime corporatif reste au Portugal un régime surtout théorique. L'organisation professionnelle paraît peu développée ; elle ne se compose que de syndicats patronaux et ouvriers, et de cartels de producteurs comme il en existe déjà dans de nombreux autres pays. Même dans les industries qui sont les mieux organisées, l'usage des contrats collectifs n'est pas général et leurs stipulations n'ont que très rarement ce caractère obligatoire qu'elles devraient, en principe, partout présenter. Les institutions corporatives de prévoyance et d'assistance, les œuvres sociales comme « la joie dans le travail » sont restées dans l'enfance. En fin de compte, il faut reconnaître qu'en promulguant la nouvelle constitution, les pouvoirs publics n'ont pas apporté de grandes modifications à la vie nationale.

Depuis la révolution, le Gouvernement national, a préféré limiter sa tâche et consacrer ses premiers efforts à rétablir la paix sociale et l'équilibre budgétaire. Il y a d'ailleurs parfaitement réussi. Aujourd'hui le budget est en excédent ¹,

1. L'exercice 1933-1934 a été clôturé par un excédent de 130.000 contos. C'est le sixième exercice qui produit ainsi un solde actif. Cet excédent venant s'ajouter à ceux des cinq exercices précédents, élève à un total de 840.000 contos le solde des budgets depuis 1928.

la dette flottante totalement remboursée, la monnaie gagée sur des bases solides ¹. Le dernier pronunciamento a été étouffé. En ce qui concerne les rapports économiques et sociaux, les pouvoirs publics ont préféré laisser le Pays évoluer lentement plutôt que de lui imposer des institutions auxquelles il n'était nullement préparé.

2° Les difficultés particulières que rencontre ce régime dans son fonctionnement.

Les institutions corporatives et syndicales ne peuvent jouer au Portugal un rôle très considérable, en raison de la nature des rapports sociaux et de la mentalité des producteurs dans ce pays.

L'esprit de solidarité au Portugal n'existe guère que chez les petits paysans du Nord. Les ouvriers sont, dans l'ensemble réfractaires aux associations syndicales modernes. Cette attitude de leur part ne veut pas dire qu'ils ne soient pas portés à la solidarité, mais celle-ci est fondée sur les liens de famille, de clans, plutôt que sur les liens professionnels. Même les familles désorganisées de Lisbonne et du Sud cherchent à former, avec leurs voisins, des liens de quasi-communauté temporaire ². Dans les grandes villes, d'ailleurs, ces liens sont plus instables et les syndicats se développent un peu plus facilement.

Les engagements qui concernent le travail sont le plus souvent précaires, à l'inverse de ce que préconisent les corporatistes. Dans presque tous les métiers, on constate la prépondérance des journaliers et des saisonniers sur les salariés

1. Au 1^{er} janvier 1935, le pourcentage des réserves métalliques, par rapport à la circulation, était de 46.95 p. 100.

2. Paul Descamps. *La vie sociale actuelle au Portugal*, p. 472.

réguliers. Cette situation incertaine du travailleur est compensée, très souvent, par l'esprit familial qui régit les rapports du travail. Le patron est attaché à ses ouvriers. Les ouvriers sont dociles et fidèles à leur patron. Cette organisation des rapports sociaux est un obstacle à la formation de groupements professionnels. Elle ne permet guère le développement des institutions dites corporatives.

Si l'on envisage le corporatisme du point de vue économique, la nature même de l'esprit national s'y oppose encore. Le Portugais attend plus du jeu et de la chance individuelle que de l'expérience et de l'effort continu et collectif. Beaucoup de patrons, particulièrement dans les petites entreprises, ne peuvent comprendre le rôle de l'organisation professionnelle. Ils y voient une possibilité de monopole et non une organisation meilleure de la production¹. Devant cette incompréhension, le Gouvernement a même dû modifier le régime des *gremios*². Il a pratiquement renoncé à intervenir pour faciliter leur formation. D'ailleurs, les quelques branches de l'économie portugaise où ils étaient nécessaires étaient déjà organisées.

3° *Sa position actuelle dans le pays et son avenir.*

En dépit de quelques mécontentements qu'il a pu provoquer en supprimant l'agitation politique, le Gouvernement actuel jouit d'une grande faveur populaire. Il la doit moins à son action proprement réformatrice dans l'ordre écono-

1. En 1929, sous la pression des groupements de producteurs, le Gouvernement a même dû promulguer une loi exigeant une autorisation préalable pour installer un nouveau moteur ou augmenter la force motrice existante dans une entreprise. Le refus peut être donné non seulement pour raison d'insalubrité mais aussi parce qu'on juge qu'il y a déjà assez d'établissements de ce genre et que l'industrie qu'on veut fonder ne semble pas désirable.

2. Réforme du 3 décembre 1934.

mique et social qu'aux résultats qu'il a obtenus dans l'ordre financier, grâce au contrôle sévère que peut exercer le docteur Salazar ¹. Le Gouvernement a été en mesure d'améliorer notablement l'outillage du pays, de construire des routes, des écoles, des hôpitaux. Cet effort de rénovation se poursuit aujourd'hui à un rythme plus rapide, en raison de l'assainissement définitif des finances publiques.

Les institutions corporatives elles-mêmes n'occupent qu'une place secondaire dans l'organisation nouvelle du pays. Elles ont surtout la valeur d'un symbole et ce qui en existe aujourd'hui ne permet pas de parler au Portugal de régime corporatif. Les pouvoirs publics ne semblent pas disposés à les développer rapidement. Leur avenir même ne semble guère assuré. La constitution n'est pas encore considérée comme hors de discussion, et plusieurs projets de révision sont en cours d'examen.

1. Le ministre des Finances n'est dictateur que dans son propre département. Abstraction faite de l'importance qu'il peut avoir comme homme politique, son importance provient du veto qu'il exerce sur toute dépense, si minime soit-elle. « Il ne peut pas tout faire, mais il peut tout empêcher. »

QUATRIÈME PARTIE

ALLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER

L'ORIGINE DES INSTITUTIONS ACTUELLES

§ 1. — LEUR BASE SPIRITUELLE : LA DOCTRINE NATIONALE-SOCIALISTE

Le régime économique et social de l'Allemagne nouvelle s'inspire d'une idéologie proprement germanique que tempère d'ailleurs un grand opportunisme. Ce régime ne se rattache, en fait, à la doctrine corporative que parce qu'il cherche comme elle à mettre fin à l'antagonisme des classes et qu'il institue l'État comme arbitre de tous les rapports économiques et sociaux.

Ce régime se fonde donc essentiellement sur les principes de National-Socialisme.

Ces principes sont les suivants :

1^o *Tous les Allemands sont les membres d'une même communauté nationale*, la *Deutschtum*, qui se distingue profondément des autres par sa langue, sa culture et son sang. Aussi ont-ils le devoir de se considérer comme des frères et l'intérêt personnel ne peut être la base de leurs rapports réciproques. Dans tous les actes de leur vie publique ou privée l'intérêt général primera toujours leurs intérêts particuliers. Il n'aura pas pour objet le bien-être matériel du plus grand nombre,

mais il consistera à sauvegarder les qualités originales du peuple allemand.

2° *L'autorité des chefs est le principe de tout gouvernement.*

Les meilleurs doivent pouvoir commander avec une autorité indiscutée. Ils jouissent à cet effet d'une large initiative, mais leur responsabilité, en revanche, sera toujours engagée sans restriction.

Les subordonnés sont tenus d'obéir à leurs chefs avec la plus grande discipline. Ce devoir d'obéissance ne doit rien enlever à leur dignité d'homme, et toute atteinte à leur honneur sera poursuivie comme un crime.

Tout chef exerce ses pouvoirs en vertu d'une délégation tacite du peuple allemand, et non en vertu d'un droit de propriété. L'État reste ainsi le dispensateur souverain de toute autorité et finalement l'animateur de toute la vie nationale.

* * *

Le Gouvernement national-socialiste n'a pas appliqué l'intégralité de cette doctrine dès son arrivée au pouvoir. Il se trouvait alors devant un état de fait qu'il ne pouvait modifier qu'avec la plus grande prudence. L'organisation économique et sociale du III^e Reich a donc été montée par étapes.

§ 2. — LA FORMATION DES INSTITUTIONS ACTUELLES LES TROIS PHASES DE LEUR DÉVELOPPEMENT

4° *Liquidation des anciennes organisations et rejet de la doctrine corporative.*

A son arrivée au pouvoir, le Gouvernement national-socialiste se trouva devant une vaste organisation patronale ou ouvrière qu'il lui fallait d'abord abattre avant d'édifier les nouvelles institutions. Cette tâche elle-même ne pouvait

être menée à bien que progressivement. Les syndicats avaient joué dans la vie allemande un rôle trop important pour qu'ils puissent être supprimés brusquement par le régime naissant sans provoquer le désordre et entretenir les suspicions des masses ouvrières. Ils furent donc, tout d'abord, absorbés par étapes ¹.

Le 28 novembre 1933 seulement, le chancelier Hitler pouvait déclarer qu'il n'admettait plus en présence les unes des autres des organisations professionnelles rivales. Il les dissolvait toutes, et il invitait les divers agents de la production à s'inscrire individuellement au Front du Travail ².

A la même époque, le parti national-socialiste rejette définitivement la doctrine corporative. A vrai dire, il ne s'en était jamais inspiré réellement, mais il avait cru à ses débuts devoir en faire état dans son programme ³. Pour se rallier les masses ouvrières que sa lutte contre le marxisme pouvait éloigner, il s'était référé à cette doctrine qui pouvait apparaître comme impliquant une certaine méfiance à l'égard du Capital. Cette situation ne dura pas bien longtemps. La doctrine corporative était trop, dans son essence, opposée aux principes mêmes du national-socialisme. Dès que le régime eut suffisamment élargi ses bases populaires, il prit dans le domaine social et économique sa véritable physionomie. Un an après

1. L'absorption eut lieu en quatre étapes : occupation sporadique de certains syndicats ; suppression de leur monopole pour les conventions collectives ; occupation systématique de tous les syndicats ; absorption définitive par le Front du Travail.

Pour plus amples détails, se reporter à la Conférence de M. Waline sur l'organisation économique et sociale de l'Allemagne, faite à la Société d'Économie politique en 1934.

2. Nous ne citons pas ici la suppression, à la même époque, des organes de direction économique (Conseil national économique, conseils d'entreprises) qui depuis longtemps ne jouaient plus aucun rôle effectif.

3. Art. 25 du programme national-socialiste : « Nous demandons la création de corporations et de chambres de métier. »

la révolution nationale, les premières lois organiques ¹ en ces matières étaient promulguées et elles ne contenaient plus aucune référence à l'organisation corporative. Quelques semaines après, le ministre de l'Économie précisait que le « Führer » avait consciemment laissé au second plan la solution de ce problème ². A partir de ce moment, en fait comme en théorie, la politique entière du III^e Reich se situait uniquement dans le cadre idéologique du national-socialisme.

2^o Création des nouvelles institutions sociales et économiques.

La nouvelle armature économique et sociale a été mise en place à mesure que l'ancienne était progressivement supprimée. Les institutions sociales ont été établies les premières parce qu'il fallait bien assurer la succession des anciens syndicats. Dès le milieu de 1933, l'ensemble des producteurs, patrons, artisans, salariés, était rassemblé dans un Front du Travail et la constitution de cet organisme définitivement fixée par l'ordonnance du 10 mai 1933, complétée par l'ordonnance du 28 novembre 1933 sur l'Association « Kraft durch Freude », et la loi organique du 24 octobre 1934. Quelques mois plus tard, les rapports du travail étaient à leur tour définitivement réglés par l'ordonnance du 20 janvier 1934 qui établissait un véritable code du travail national.

Les institutions économiques furent plus longues à établir car elles donnaient lieu à d'âpres querelles entre les éléments radicaux du parti qui exigeaient une application brutale du programme primitif du national-socialisme et les partisans d'une politique plus souple qui demandaient qu'on ne tou-

1. Lois du 20 janvier 1934 sur le travail national et du 27 février 1934 sur la préparation de la construction de l'économie allemande.

2. Discours du Dr Schmitt, ministre de l'Économie, au Conseil national économique du Reich le 13 mars 1933.

chât qu'avec beaucoup de prudence à l'organisme économique. Finalement ces derniers l'emportèrent¹, sauf dans le domaine de l'agriculture, où les conditions spéciales de la production et des échanges, et surtout certaines doctrines racistes sur le rôle particulier de la paysannerie avaient conduit le Gouvernement, dès 1933, à instituer un régime d'intervention très poussé qui sort du cadre de cette étude. Pour toutes les autres branches de l'activité nationale, les bases d'un système économique très souple furent posées par la loi du 27 février 1934, et celui-ci définitivement mis sur pied le 27 novembre de la même année. Dès le début de 1935, les producteurs étaient définitivement organisés d'une manière conforme aux principes du national-socialisme et l'organisme d'étude qui avait été créé pour parvenir à ce résultat fut aussitôt supprimé².

Certains rapports économiques sont restés en dehors de la compétence de ces institutions. Mais une série de discours et de lois, dont les plus importantes sont celles sur les cartels de juillet 1933 et celle sur les mesures d'ordre économique du 3 juillet 1934 ont défini l'esprit selon lequel ils seraient désormais réglées.

3^o *Liaison entre les institutions sociales et les institutions économiques.*

La liaison entre les institutions sociales et les institutions économiques qui fut établie le 26 mars 1935 par un accord entre le D^r Ley et le D^r Schacht, représente le couronnement de l'œuvre entreprise depuis deux ans par le national-socialisme. Cette mesure a pour objet d'éviter que l'ancienne

1. Disgrâce de Gottfried Feder en 1934. Suppression de la « *Wirtschafts lenkung* » de l'état-major de Rudolph Hess en janvier 1935.

2. Office pour l'« étude de l'organisation corporative de l'économie allemande » dirigé par le comte von der Goltz.

opposition de classes ne se reforme entre la majorité ouvrière du Front du Travail et les patrons des nouveaux organismes économiques. Elle assure une collaboration directe entre ces deux institutions, et réduit ainsi le rôle arbitral de l'État. Enfin, elle marque la renonciation définitive des chefs du Front du Travail à contrôler la marche de l'organisation économique.

CHAPITRE II

LE RÉGIME THÉORIQUE

§ 1. — LES PRINCIPES POSÉS PAR LA LOI SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL NATIONAL DU 27 JANVIER 1934

La loi sur l'organisation du travail national du 27 janvier 1934 pose les principes du nouvel ordre économique et social.

1^o Principe de la communauté d'entreprise.

« La communauté d'entreprise est la cellule de l'économie¹. » Cette communauté est constituée par l'employeur chef de l'entreprise d'une part, les employés et les ouvriers formant le personnel (Gefolgschaft) d'autre part. Elle est une et homogène, et il n'y a pas de différence de nature, dans l'esprit du national socialisme, entre les divers éléments qui la composent. Tous sont de véritables fonctionnaires qui « travaillent ensemble dans le sens des buts de l'entreprise et pour le bien commun de la nation et de l'État » (§ 1 de la loi).

L'institution de la « communauté d'entreprise » va évidemment à l'encontre des principes du régime corporatif. Dans celui-ci, employeurs et employés sont groupés en dehors de l'entreprise dans des organisations différentes converties en institutions d'État. L'accord entre eux est réalisé par des

1. Dr Bang. *Berliner Borsen Zeitung*, 21-1-1932.

contrats que concluent leurs représentants. Dans le régime national-socialiste, leur entente est supposée établie dans le lieu même où ils travaillent et ils ne peuvent plus confier leurs intérêts à des syndicats antagonistes.

L'institution de la « communauté d'entreprise » est également en opposition avec le concept traditionnel du droit de propriété. Déjà certains nationaux-socialistes ont assimilé la propriété à un fief dont le chef doit hommage à l'État. Le Dr Ley déclare : « L'économie, la fabrique, l'atelier, par delà la conception bourgeoise de la propriété, appartiennent à l'ensemble de notre peuple et doivent servir à cet ensemble. La machine, le lieu du travail appartiennent autant à l'ouvrier qui s'en sert pour produire qu'au patron qui a sur elle un titre juridique bourgeois. »

2° Principe du chef.

Toute l'organisation économique et sociale est strictement hiérarchisée. L'État est au sommet, et l'on retrouve à chaque échelon un chef pourvu de larges pouvoirs mais avec une responsabilité sans limite. Les contrats collectifs ont été supprimés. Chaque chef est ainsi assuré de l'obéissance immédiate de ses subordonnés, alors qu'autrefois il devait rechercher leur consentement préalable. Les conseils qui lui sont encore adjoints ne remplissent plus qu'un rôle purement consultatif. Les pouvoirs publics n'interviennent dans l'exercice de ses fonctions que pour redresser ses erreurs et non pour commander à sa place. En revanche, ses décisions doivent être justes et s'inspirer de l'esprit national-socialiste. Il doit veiller au bien-être de ses subordonnés et toujours déterminer sa conduite d'après l'intérêt supérieur de l'État. Les sanctions les plus graves s'abattraient sur lui s'il contrevenait à ces devoirs.

3^o *Principe de l'honneur social.*

Les devoirs professionnels et sociaux ne sont pas déterminés par un code, mais résultent de l'obligation d'agir selon un certain esprit, national-socialiste. Ils peuvent être méconnus sans qu'il soit enfreint à une règle précise. Il y a dans ce cas violation de l'honneur social.

La loi énumère les principales infractions à l'honneur social : malveillance du chef d'entreprise à l'égard de son personnel ou réciproquement, atteintes à l'honneur des personnes, à l'esprit de communauté, agitation de nature à mettre en péril la paix de l'entreprise, etc. Mais cette liste ne peut être limitative puisqu'il s'agit d'infractions à un certain état d'esprit.

Ces violations de l'honneur social sont punies par un Tribunal d'honneur, qui juge en équité et selon l'esprit du national-socialisme.

§ 2. — LE PLAN DE L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'organisation sociale et l'organisation économique sont entièrement distinctes en Allemagne.

A) A la base de l'organisation sociale se trouve la *communauté d'entreprise* constituée par l'ensemble de ceux qui travaillent dans l'entreprise. Le patron est *chef* de cette communauté. Certains membres de son personnel lui servent de conseillers pour les questions sociales. Ils forment avec lui le *conseil de confiance de l'entreprise*.

L'échelon supérieur est constitué par les *commissaires du Travail*, à raison d'un commissaire dans chacune des 13 circonscriptions économiques. Ils sont assistés d'un conseil consultatif et de certaines commissions d'experts.

Enfin le *ministre du Travail* est au sommet de cette hiérarchie.

Cette organisation possède une juridiction spéciale : les *tribunaux d'honneur social*, à raison d'un tribunal par circonscription économique en première instance et d'une cour du Reich en deuxième instance. Les contestations du travail proprement dites continuent à être tranchées par les *tribunaux du travail*.

Enfin le *Front du Travail*, placé en marge de cette organisation sociale, est chargé à la fois de la contrôler, de l'inspirer, de remplir les tâches qu'elle ne peut accomplir, particulièrement les tâches d'éducation et la liaison avec les organismes économiques.

B) L'organisation économique est construite sur un plan assez différent et qui n'est peut-être pas encore définitif. Elle n'a pas à s'occuper des questions de production et de prix qui restent du ressort des cartels et pour lesquelles l'État a établi toute une législation spéciale.

L'organisation économique est établie à la fois sur une base professionnelle et sur une base géographique.

Sur la base professionnelle, l'économie est organisée en un *groupe du Reich de l'industrie*, divisé lui-même en 7 *groupes principaux* et en *groupes du Reich de l'artisanat, du commerce, des banques, des assurances, de l'énergie*. Les groupes principaux et groupes du Reich sont eux-mêmes divisés en *groupes professionnels* et *sous-groupes*. Chacun de ces groupes est dirigé par un chef assisté d'un *conseil adjoint*.

Sur la base géographique, l'organisation économique est divisée entre 13 circonscriptions économiques. Dans chacune d'elles se retrouvent des groupements professionnels locaux représentant les groupements nationaux précédents et liés entre eux par une organisation hiérarchique ana-

logue¹. Puis les Chambres locales de commerce, d'industrie et d'artisanat. L'ensemble est dirigé par un *chef de circonscription économique* assisté d'une *Chambre économique locale* et d'un *conseil adjoint*.

Enfin, à la tête de l'ensemble de l'organisation économique à la fois professionnelle et géographique, se trouve la *Chambre d'économie du Reich* avec son *président* et son *conseil adjoint*.

Les conseils des Chambres économiques locales et de la Chambre du Reich se transforment à certains moments en *Chambres du travail*, en s'adjoignant les conseils du travail correspondants du Front allemand du Travail.

§ 3. — TÂCHE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE CETTE ORGANISATION

Cette organisation dans son ensemble a pour objet de mettre les forces actives de la nation au service des intérêts supérieurs de l'État et d'animer toute l'activité sociale et économique de l'esprit national-socialiste.

En ce qui concerne les rapports sociaux, sa préoccupation principale est évidemment de les régler selon l'esprit nouveau du régime, c'est-à-dire de mettre à leur base le sens de la responsabilité sociale que tous patrons et ouvriers avaient perdu sous l'ancien régime des interventions syndicales et des sentences arbitrales obligatoires. C'est une tâche d'éducation et de contrôle.

En ce qui concerne les rapports économiques, la préoccupation principale est plutôt de les régler conformément à l'intérêt supérieur de l'État. Les institutions économiques ont

1. Ce système local, quoique constitué sur les mêmes bases que le système central n'a pas forcément partout le même développement. Celui-ci dépend de l'importance de l'activité économique locale.

donc surtout une tâche d'information et d'étude¹. Elles exposent à l'État leurs intérêts, leurs besoins, les difficultés dont ils souffrent. En retour l'État leur fait savoir quelle ligne d'action ils doivent suivre et quelles sont les exigences de la politique. C'est ensuite à chaque chef d'entreprise en particulier qu'incombe la tâche d'appliquer ces prescriptions.

1. Il n'en est pas de même des cartels et des ententes de producteurs qui, sous le contrôle de l'État, jouissent de pouvoirs très étendus pour réglementer les marchés et les prix.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS SOCIAUX

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUÉS

1^o *Leur caractère général.*

L'organisation sociale a un caractère autoritaire qui lui est imposé par la nature même de la tâche qu'elle remplit et les conditions dans lesquelles elle fonctionne.

Chargée de régler les rapports sociaux selon l'esprit national-socialiste, c'est-à-dire en principe de rendre à tous, patrons et ouvriers, le sens de leurs responsabilités, elle devrait être tout à fait indépendante des pouvoirs publics, et suffisamment décentralisée dans son organisation pour que chaque communauté d'entreprise puisse déterminer elle-même ses salaires et ses conditions de travail.

Mais chacun n'a pas encore acquis une connaissance exacte de ses devoirs sociaux ; les intérêts de l'État sont parfois méconnus. L'organisation sociale ne peut être en fait aussi libérale. Ayant à faire accepter aux ouvriers des décisions qu'ils ne peuvent discuter, à obliger les patrons à prendre des déterminations qui ne sont pas toujours conformes à leur propre intérêt, il lui faut être pourvue d'une grande autorité et de larges moyens d'action. Elle est en fait *autoritaire*.

Le Dr Pohl, dans son commentaire à la loi sur le régime du travail, le reconnaît ainsi :

« Si le but poursuivi par la nouvelle loi sur le régime du travail est de préparer une saine autonomie dans le domaine social, ce but ne pourra être atteint qu'après avoir écarté les tendances divergentes qui datent encore de l'ancien régime et après un temps d'éducation qui, espérons-le, ne sera pas trop long. Une période de transition s'impose entre la débâcle de l'ancien système des syndicats marxistes et le moment où les hommes et les organismes seront mûrs pour la politique sociale du national-socialisme. Durant cette période de transition, l'État doit s'immiscer plus qu'il ne le voudrait lui-même dans l'organisation des rapports sociaux. »

2° *Leur constitution, leur compétence, leurs conditions de fonctionnement.*

Nous allons examiner à tour de rôle les différents organes qui règlent les rapports sociaux.

1° *Le chef d'entreprise et son conseil de confiance.* — C'est sur le chef d'entreprise que repose toute l'organisation sociale.

« Le chef d'entreprise décide de toutes les affaires de l'entreprise ; il doit veiller au bien-être des ouvriers qui à leur tour lui doivent la fidélité fondée sur le communauté d'entreprise » (§ 2 loi du 20 janvier 1934).

Le chef d'entreprise n'est pas un simple *entrepreneur*, c'est-à-dire qu'il ne se borne pas à exercer une activité économique pour en tirer un profit sous sa propre responsabilité et en se chargeant du risque matériel. C'est également un *employeur*, le chef responsable de la communauté d'entreprise. Il remplit là une fonction d'intérêt public. Il assume là des responsabilités et des obligations sociales qui sont distinctes de celles de la fonction d'entrepreneur : veiller au bien-être de ses subordonnés ; maintenir entre eux la solidarité. En revanche, il est libéré des anciennes interventions syndi-

cales. Il règne souverainement les salaires et les conditions du travail en tenant compte des prescriptions du commissaire du travail. Il est assisté dans sa tâche sociale par des *hommes de confiance* pris dans le personnel et qui forment avec lui, sous sa direction, le *conseil de confiance* de l'entreprise. La liste de ces hommes est établie chaque année par le chef d'entreprise, d'accord avec le chef de l'organisation des cellules d'entreprises nationales-socialistes (Front du Travail). Le personnel fait connaître son avis sur cette liste par *vote secret*.

Le conseil de confiance a un rôle purement consultatif. Il donne son avis sur les conditions générales du travail (règlement d'entreprise) et les mesures qui tendent à améliorer son exécution. Il doit agir pour résoudre tous les différents qui peuvent naître à l'intérieur de la communauté d'entreprise. Mais le chef d'entreprise prend seul les décisions. La majorité du conseil de confiance ne peut qu'élever un appel devant le commissaire du travail si ces décisions « ne lui paraissent pas compatibles avec la situation économique et sociale de l'entreprise » (§ 16). L'appel n'est pas suspensif.

2° *Le Commissaire du travail et ses comités consultatifs.* — Les commissaires du travail sont des fonctionnaires nommés par le Gouvernement et placés sous la direction du ministre du Travail du Reich. Leur mission est « d'assurer le maintien de la paix du travail » dans leur circonscription. Ils n'interviennent que si les parties intéressées ne parviennent pas à s'entendre ou si elles contreviennent aux intérêts supérieurs de l'État. A cet égard, ils doivent principalement : 1° exercer la tutelle des conseils de confiance, nommer et révoquer leurs membres, rejeter ou accepter les appels de ces conseils contre les décisions des chefs d'entreprise, et, au besoin, arrêter eux-mêmes les règlements d'atelier ; 2° décider des congé-

diements massifs ; 3° rendre des ordonnances-conventions qui concernent les conditions du travail et les tarifs de salaires ; 4° tenir le Gouvernement au courant de l'évolution de l'état politique et social de leurs circonscriptions.

Le commissaire du travail peut régler par des « directives » ou des « ordonnances de tarifs » les conditions générales du travail et les tarifs de salaires des entreprises de sa circonscription économique.

Il est assisté dans son travail par un *conseil consultatif d'experts* qu'il peut consulter sur les affaires d'ordre général entrant dans ses fonctions. Les trois quarts de ces experts sont désignés par le Front du Travail et le reste par le commissaire lui-même. Il peut de plus convoquer des *commissions d'experts* dans certains cas spéciaux.

Enfin, il peut volontairement paraître dans les *commissions de travail* organisées par le Front du Travail.

Le rôle du commissaire du travail, encore aujourd'hui considérable, a diminué cependant à mesure que la nouvelle organisation sociale parvenait mieux à fonctionner.

3° *Les tribunaux d'honneur et les tribunaux du travail.* — « Les infractions à l'honneur social » sont poursuivies à la requête du commissaire du travail et jugées par un tribunal d'honneur établi dans chaque circonscription économique. »

Le tribunal est constitué par un juge ordinaire avec un chef d'entreprise et un homme de confiance comme assesseurs. Ces derniers doivent appartenir à la même profession que l'inculpé. Les délibérations sont publiques. Les pénalités de la juridiction d'honneur sont : l'avertissement, la remontrance, les amendes jusqu'à 10.000 Rm, la privation du droit d'être chef d'entreprise, le déplacement d'emploi.

Les décisions de ce tribunal sont susceptibles d'appel devant le tribunal d'honneur d'Empire qui siège à Berlin. Il com-

prend deux hauts fonctionnaires judiciaires avec trois assesseurs : un chef d'entreprise, un homme de confiance, une personne désignée par le Gouvernement du Reich. Le tribunal d'Empire peut modifier comme il l'entend la décision attaquée.

Les tribunaux du travail continuent à juger des contestations ordinaires entre employeurs et employés ; ils sont constitués comme avant la révolution nationale-socialiste par un juge et deux assesseurs. La législation sur ce point n'a pas été modifiée.

3° *Le contrôle exercé par le parti sur le personnel de l'organisation sociale et sur ses décisions.*

Les Pouvoirs publics surveillent toute l'organisation sociale par l'intermédiaire des commissaires du travail qui relèvent du ministre du Travail. A ce contrôle direct de l'État que nous avons déjà examiné s'ajoute le contrôle indirect qu'exerce le parti sur toutes les manifestations de la vie sociale par l'intermédiaire du Front du Travail.

1° *La constitution du Front du Travail.* — Le Front allemand du Travail a reçu sa charte définitive le 24 octobre 1934. Il se recrute par adhésions individuelles et groupe les patrons et les ouvriers dans la plus stricte égalité. Sa constitution actuelle repose sur l'idée de communauté d'entreprise. Il est organisé à la fois sur une base professionnelle et sur une base territoriale.

Sur la base professionnelle, il se divise en 18 *communautés d'entreprises du Reich*¹ groupant chacune toutes les commu-

1. Les branches de l'économie sont les suivantes :

Alimentation — Textiles — Vêtements — Construction — Bois — Acier et métallurgie — Chimie — Imprimerie — Papier — Transports et entreprises publiques — Mines — Banques et assurances — Professions libérales — Agriculture — Cuirs — Pierre et terre — Artisanat — Commerce.

nautés d'entreprises d'une même branche de l'économie. Elles sont elles-mêmes subdivisées en groupes de « spécialités » (Fachschaften) ou des « catégories » (Sparten).

Sur le plan géographique, le Front du Travail se divise en 13 *régions* correspondant aux circonscriptions des commissaires du travail et groupant toutes les communautés d'entreprises d'une même région. Elles sont elles-mêmes divisées en organisations d'arrondissements, de communes ou de localités, dont le ressort territorial correspond à celui des organisations analogues du parti.

Ces différents groupements ont à leur tête des chefs assistés d'un conseil du travail.

A la base de toute cette organisation régionale et professionnelle se retrouvent les « communautés d'entreprise » dont nous avons déjà parlé. Elles sont divisées elles-mêmes en « cellules » de 2 à 6 « blocs ». Les blocs comportent de 10 à 25 membres. Ils sont dirigés par un chef de bloc.

Enfin, en dehors de cette organisation d'ensemble, le Front du Travail comporte, depuis quelque temps seulement, des « groupes professionnels » qui auront pour objet exclusif l'éducation et l'orientation professionnelles du travailleur.

Le Front du Travail est dirigé par le D^r Ley, qui est assisté d'un grand conseil du travail composé de 60 membres, et d'un petit conseil du travail de 14 membres qui s'occupe de questions spéciales telles que les banques ouvrières.

2^o *Le contrôle exercé par le Front du Travail sur l'organisme social.* — Le Front du Travail exerce ce contrôle, à la fois en surveillant l'activité individuelle des patrons et des ouvriers, et en intervenant dans la constitution des divers éléments de l'organisation sociale.

Le Front du Travail intervient auprès des commissaires

du travail et des organisations politiques du Parti, par l'intermédiaire de ses cellules d'entreprise et de ses organisations locales, contre les patrons et les ouvriers qui ne respecteraient pas dans leur vie professionnelle les principes du national-socialisme. Il peut provoquer ainsi le retrait du titre de chef d'entreprise ou le renvoi hors de la communauté d'entreprise. Cette intervention est fondée sur le § 7 de la loi organique du 24 octobre 1934 sur le Front du Travail : « Le Front du Travail a pour tâche d'assurer la paix sociale en créant chez les chefs d'entreprise la compréhension des besoins de leur personnel et en donnant au personnel le sens de la situation et des possibilités de leur entreprise. Il a le devoir de trouver entre les légitimes intérêts de tous ses membres le terme de conciliation répondant aux principes nationaux-socialistes et de réduire ainsi le nombre des cas dont la connaissance est réservée par la loi du 20 janvier 1934 aux seuls organismes d'État. »

Les conseils de confiance ne peuvent être formés que de membres du Front du Travail. La liste des hommes de confiance et de leurs suppléants qui est soumise à la ratification du personnel est établie par le chef de l'entreprise d'accord avec le représentant local du Front du Travail, en l'occurrence le chef de l'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes.

Les conseils consultatifs d'experts qui siègent près des commissaires du travail sont formés pour les trois quarts de membres choisis sur les listes de proposition du Front du Travail. Seul le quart restant peut être choisi librement.

Les assesseurs de chaque tribunal d'honneur sont désignés par le président de ces tribunaux sur une liste de présentation établie par le Front du Travail. Il en est de même pour deux

des assesseurs du tribunal d'honneur d'Empire, le troisième étant nommé par le Gouvernement ainsi que tous les assesseurs des tribunaux du travail. De plus, le Front du Travail peut toujours se faire représenter devant ces tribunaux en n'importe quelle circonstance par ses « offices de justice ».

4° *Les rapports de l'organisation sociale avec l'organisation économique* (accord Schacht-Ley du 21 mars 1935).

L'organisation économique, que nous étudierons plus tard, est entièrement indépendante de l'organisation sociale. C'est un des caractères qui distinguent essentiellement le régime allemand du régime corporatif. Il permet d'écarter de la politique économique tous ceux qui n'ont pas la responsabilité directe de la gestion des entreprises et qui, par ailleurs, n'ont pas les connaissances et l'expérience suffisante pour décider sur ces problèmes. Mais il met évidemment un obstacle au rétablissement de la confiance dans les rapports entre patrons et ouvriers. De fait, au cours de ces dernières années, un certain antagonisme s'était établi entre les organisations du Front du Travail où domine l'élément ouvrier et les organisations économiques constituées uniquement par des employeurs. C'est pour y mettre fin qu'a été passé l'accord du 21 mars 1935 entre le docteur Schacht, ministre de l'Économie, et le docteur Ley, chef du Front du Travail. Cet accord établit une certaine collaboration entre les organisations économiques et le Front du Travail et, au sein de ce dernier, un contact plus intime entre les patrons et les ouvriers.

Les mesures prises sont les suivantes :

1° *Les conseils du travail et de l'économie.* — Le conseil adjoint de la Chambre d'économie du Reich se réunit désormais avec le conseil du travail du Front du Travail pour former

le *Conseil national du travail et de l'économie du Reich*. Ce conseil a pour tâche de délibérer sur toutes les questions de politique économique et sociale et d'établir une collaboration confiante entre le Front du Travail et les organisations économiques.

Des *conseils locaux du travail et de l'économie* ont été formés, sur la même base, dans chaque circonscription économique. Ils remplissent la même tâche dans les limites de leur compétence territoriale.

Les secrétariats des Chambres d'économie servent désormais de service d'études économiques au Front du Travail.

2° *Les commissions de travail*. — Les « communautés d'entreprises » du Front du Travail, nationales ou locales, ont créé des commissions de travail qui sont composées paritairement de chefs d'entreprise et de membres du personnel d'entreprise de la branche économique envisagée. Les commissions traitent de toutes les questions qui sont du ressort du commissaire du travail et cherchent à obtenir un accord sans son intervention. Mais celui-ci reste toujours l'arbitre en dernier ressort. Il peut d'ailleurs assister aux réunions de ces commissions s'il le désire, et la moitié au moins de leurs membres doivent être pris dans son conseil consultatif d'experts.

3° Enfin, dans toutes les formations du Front du Travail, les chefs d'entreprise et les membres du personnel devront participer en nombre égal à la direction des affaires et aux délibérations. Chaque chef du Front du Travail aura pour suppléant un chef d'entreprise à moins qu'il ne le soit lui-même. Il réunira en assemblées fréquentes les patrons et les ouvriers pour leur permettre de se mieux connaître et leur faire comprendre leurs besoins réciproques.

§ 2. — LEUR RÔLE DANS LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES

1^o *Les questions de salaire.*

Le salaire est en principe déterminé par le chef d'entreprise sous réserve des prescriptions qui lui sont imposées par le commissaire du travail.

Chaque chef d'entreprise doit établir lui-même un règlement d'entreprise qui contient, entre autres choses, les bases de calcul du salaire, au devis ou à forfait. Il n'est pas libre d'ailleurs de fixer ces bases comme il l'entend. Le plus souvent, le commissaire du travail lui impose des directives précises par une « ordonnance-convention » ou « ordonnance de tarifs ». Les ordonnances qui intéressent toutes les entreprises d'une même branche économique sont prises après avis de la commission d'experts. Elles fixent les taux généraux des salaires dans la région. Leurs prescriptions sont considérées comme établissant des conditions minima de rémunération que le chef d'entreprise évidemment est toujours libre de dépasser.

Les salariés ne jouent donc qu'un rôle minime dans la détermination des salaires. Ils y participent cependant par les avis que fournissent les conseils de confiance au chef d'entreprise et les commissions de travail au commissaire du travail.

Les contrats collectifs de travail, qui avaient pris en Allemagne, sous le régime de Weimar, un si grand développement, ont été supprimés. Mais leurs prescriptions ont été reprises pour la plupart par les commissaires du travail dans leurs ordonnances de tarif et régissent encore, en fait, la majorité des contrats individuels de travail.

2° Les conflits du travail.

La loi du travail national a supprimé plusieurs institutions qui existaient antérieurement et qui, selon le nouvel esprit, n'ont pas de raison de subsister. Nous avons vu qu'il en était ainsi des contrats collectifs de travail pour la détermination des salaires. Il en est de même des institutions d'arbitrage pour la résolution des conflits du travail.

Les conflits du travail n'existent plus en principe dans le III^e Reich ou plutôt, dès qu'ils naissent, ils sont immédiatement résolus, par voie d'autorité, par l'intermédiaire du commissaire du travail. Ils ne peuvent plus prendre dans aucun cas la forme d'une grève ou d'un lock-out. Toute tentative pour les faire évoluer dans cette voie est considérée comme une atteinte à la sûreté du régime.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que les salariés soient dépourvus de tout moyen d'exprimer leurs revendications. Il existe en fait aujourd'hui, depuis l'accord Schacht-Ley, une certaine représentation autonome des travailleurs. Le premier échelon en est constitué par les conseils de confiance qui règlent directement avec le chef d'entreprise les petites divergences quotidiennes qui peuvent naître entre lui et son personnel. Au-dessus de ces conseils il y a dans chaque région et pour chaque branche d'activité économique la Commission de travail qui essaye de résoudre amiablement les conflits du travail. L'échelon suivant est représenté par le conseil régional du travail collaborant avec la Chambre d'économie correspondante. Le tout est couronné par le grand Conseil national du travail qui s'unit à la Chambre d'économie du Reich. Les salariés sont ainsi représentés dans toute une série d'organismes régionaux et locaux qui interviennent dans la politique sociale du pays. Il semble que les

pouvoirs publics soient actuellement préoccupés de développer cette participation afin de renforcer la confiance des ouvriers dans les institutions sociales du régime.

3° *La réglementation du travail.*

Les conditions du travail, comme les salaires, sont en principe déterminées par le chef d'entreprise dans le « règlement d'entreprise », sous réserve des prescriptions qui lui sont imposées par le commissaire du travail dans ses « ordonnances-conventions ». Il doit tenir compte également des dispositions légales.

A cet égard, la loi du 20 janvier 1934 contient des dispositions très originales qui concernent la *protection contre le congédiement*. Tout employé congédié ayant plus d'une année de présence dans la même entreprise peut en appeler dans les deux semaines au Tribunal du Travail si le congédiement résulte d'une rigueur exagérée et n'est pas motivée par la situation de l'entreprise. Si le tribunal juge que le congédiement doit être annulé, l'employeur ne peut maintenir sa décision qu'en payant une indemnité à la personne renvoyée

4° *Les œuvres sociales: le rôle social du Front du Travail.*

La nouvelle organisation sociale n'a pas seulement pour objet de maintenir de bons rapports entre employeurs et employés. Elle a étendu son action à toutes les manifestations de la vie des travailleurs, même en dehors de l'atelier. C'est le Front du Travail qui a été tout particulièrement chargé de remplir ces diverses tâches.

1° *Assistance sociale et juridique.* — Le Front du Travail a repris envers les travailleurs la tâche d'assistance que remplissaient les anciens syndicats. Il supporte d'ailleurs toutes les charges légales de ceux-ci, telles que les rentes pour inva-

lidité, chômage, vieillesse, décès. Les secours qu'il distribue se montent au total à 80 millions de marks par an. Aux modes classiques d'assistance il a d'ailleurs ajouté une nouvelle institution qui n'existe nulle part ailleurs : les bureaux-conseils pour donner des consultations de droit. Ces offices sont organisés en chambres spéciales qui offrent leurs conseils tant à l'ouvrier qu'au patron. Les conseils sont donnés gratuitement par le Front du Travail qui débourse pour ce chapitre 12 millions de marks par an.

2° *Enseignement*. — Le Front du Travail est chargé de l'éducation professionnelle des ouvriers et artisans, de la rééducation professionnelle des travailleurs. Il dispose à cette fin d'écoles, de camps et d'ateliers et de toute une presse spécialisée. Le total de ses dépenses sur ce chapitre se monte à 40 millions de marks dont 38 pour l'enseignement professionnel, 18 pour les journaux professionnels et 4 pour les concours professionnels.

3° *Organisation des loisirs*. — Les salariés allemands disposent pour occuper leurs loisirs, en dehors de leurs heures de travail, d'une organisation spéciale qui dépend directement du Front du Travail : « la Force par la joie ». Son activité est considérable. Ramifiée dans toutes les localités allemandes, elle offre aux travailleurs des possibilités de toutes sortes pour la pratique des sports, les excursions et les promenades en commun, l'éducation culturelle et artistique. Elle organise des voyages de vacances d'une durée de huit à quinze jours et d'un bon marché incroyable¹. Plus de 3 millions de travailleurs y ont participé cette année. Elle dispose à cet effet de nombreuses maisons d'accueil dans toute l'étendue du

1. Une entreprise de Berlin a ainsi emmené ses ouvriers dans un voyage, collectif de quinze jours sur la mer Baltique, pour le prix total de 15 marks tous frais compris.

pays et même sur la côte baltique d'une station balnéaire de plus de 2.000 lits. Elle se construit actuellement une flotte importante de navires de passagers pour ses croisières à l'étranger.

La « Force par la joie » s'occupe également d'améliorer le cadre où se passe l'activité professionnelle du travailleur. Un de ses services, « l'office pour la beauté du travail » est chargé d'améliorer l'aménagement des fabriques par la construction de réfectoires, douches, jardins de repos, piscines. Plus de 4.000 entreprises ont ainsi été aménagées.

§ 3. — LES RÉSULTATS

1^o *Le maintien de la paix sociale.*

Il est difficile d'apprécier la situation à cet égard puisque toutes les manifestations de mécontentement sont interdites et sévèrement réprimées. L'Allemagne a ainsi évité depuis trois ans les grèves et les lock-out et les conflits du travail n'ont plus jamais interrompu le cours de la production.

Dans les contestations entre employeurs et employés, des sanctions très graves ont parfois été prises contre les chefs d'entreprise : déplacement, destitution. Mais un certain nombre de travailleurs ont été également privés de leur emploi et même parfois envoyés dans des camps de concentration. Ces sanctions paraissent avoir eu un effet salubre sur tous, et il semble que les rapports sociaux sont empreints aujourd'hui d'une assez grande cordialité. Cette année, les élections aux conseils de confiance ont été dans l'ensemble favorables aux listes présentées par les chefs d'entreprise et le Front du Travail, sauf dans quelques grandes villes et dans quelques grandes entreprises où il subsiste encore aujourd'hui une certaine hostilité envers le régime.

2° *La rémunération des travailleurs.*

Il est également difficile d'apprécier les conséquences qu'ont pu avoir les nouvelles institutions sociales sur la rémunération des travailleurs, car la crise a exercé en ce domaine une influence prépondérante.

Cependant il faut noter une particularité de la période actuelle de reprise économique : la courbe du revenu du travail a sensiblement moins monté que pendant les précédentes périodes de prospérité, au cours desquelles, après un bref ralentissement, on pouvait observer une forte ascension du revenu du travail. Cette différence d'évolution vient de ce que les pouvoirs publics ont maintenu jusqu'ici dans la plus large mesure la stabilité du niveau des salaires, à l'exception toutefois de ceux des ouvriers qualifiés dont certaines industries sont aujourd'hui dépourvus.

3° *Les conditions du travail.*

Les conditions du travail ont été dans une certaine mesure améliorées par le nouveau régime. D'abord, n'étant plus réglées d'une manière uniforme par des contrats collectifs, mais laissées à la libre appréciation des chefs d'entreprises et de leurs conseils de confiance sous le contrôle des commissaires régionaux du travail, elles varient aujourd'hui selon la nature même du travail, la situation propre de l'entreprise et du personnel qu'elle emploie. La pratique des vacances collectives tend également à se généraliser. Enfin les aménagements intérieurs de nombreuses usines ont été transformés, en dehors de toute considération de rendement, pour rendre le séjour des ouvriers plus agréable pendant les heures de travail.

4° La situation sociale des travailleurs.

Nous n'examinerons pas ici la situation sociale des travailleurs en tant qu'elle dépend de la situation économique, c'est-à-dire du point de vue du risque de chômage qu'ils encourent, de leur niveau de vie, ou en tant qu'elle dépend de la législation sociale proprement dite, c'est-à-dire du point de vue de l'assistance dont ils jouissent ou de la protection qui leur est accordée par l'État. Nous envisageons seulement la position des travailleurs salariés par rapport aux autres classes de la population.

Elle s'est incontestablement améliorée sur de nombreux points. L'État national-socialiste a été construit en partie pour servir les masses populaires et les organisations de jeunesse, le service du travail, les œuvres sociales répondent certainement mieux à leurs besoins qu'à ceux des paysans ou des bourgeois. De même l'institution des vacances dans les usines, l'organisation d'offices de justice, la protection contre le congédiement ont donné aux salariés certains avantages qu'ils ne connaissaient pas antérieurement. En revanche, ils ont perdu leur organisation indépendante ; ils sont devenus une clientèle dans les mains des pouvoirs publics, au lieu d'être comme autrefois une force sociale et politique. Ils n'ont plus la place privilégiée qu'ils occupaient dans l'État de Weimar. En face du commerçant encore autonome ou du paysan désormais propriétaire d'un domaine inaliénable, ils apparaissent aujourd'hui comme une classe protégée mais sans droits.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME DE FAIT DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES

§ 1. — LES ORGANISMES INSTITUTEURS

Les organismes chargés de régler les rapports économiques se divisent en deux classes. Les uns sont les groupements et les Chambres économiques institués par la loi du 27 novembre 1934 sur l'organisation de l'économie allemande. Ils étudient en principe l'ensemble des questions d'ordre général intéressant chaque grande branche de l'activité économique. Les autres sont les cartels et les ententes industrielles. Ils s'occupent uniquement de régler les rapports de production et d'échange en agissant sur les prix et le volume des fabrications. Ils ont conservé, jusqu'ici, leur organisation traditionnelle. Chacune de ces deux séries d'organismes a donc sa forme propre et son domaine d'action bien déterminé.

SECTION I. — *Rapports réglés conformément à la loi du 27 novembre 1934 sur l'organisation de l'économie allemande.*

a) *Le caractère général de ces organismes : organismes d'Etat.*

Les organismes institués par la loi du 27 novembre 1934 ne sont pas de simples associations de producteurs reconnues d'utilité publique. Ce sont des organismes d'État, exerçant

une autorité publique. Le choix de leur chef revient au Ministre. Leurs décisions ont la valeur d'un règlement administratif et s'appliquent à toutes les entreprises de la branche économique intéressée.

b) *Leur constitution.*

L'organisation a été établie à la fois sur le plan professionnel et sur le plan géographique.

1^o *Organismes constitués sur le plan professionnel.* — Sur le plan professionnel, l'économie allemande est organisée en un « groupe du Reich de l'industrie » divisé en « groupes principaux ¹ » et en « groupe du Reich de l'artisanat », « du commerce, de la « banque », « de l'assurance », de « l'énergie ».

Le « groupe du Reich de l'industrie » n'est autre que l'ancienne fédération allemande de l'industrie qui subsiste sous cette forme nouvelle avec ses anciens services et son ancien personnel.

Le « groupe du Reich de l'artisanat » correspond à l'ancienne organisation artisanale qui a été réformée par la loi du 15 juin 1934. Il est constitué par un certain nombre de syndicats professionnels qui réunissent, par catégories les différentes corporations locales.

Les autres « groupes du Reich » ont été formés depuis la promulgation de loi avec les organisations professionnelles déjà existantes.

Chacun des « groupes du Reich » et des « groupes principaux » de l'industrie peut régionalement se diviser en « groupes de district du groupe du Reich » et doter ceux-ci d'organes spécia-

1. Ces sept groupes sont les suivants : mines et métallurgie, construction de machines, industrie des produits du fer et des métaux, matériaux de construction, chimie, huiles et papier, textiles, cuirs et peaux, moyens d'alimentation.

lisés. Sur le plan professionnel il se divise lui-même en « groupes économiques », « groupes professionnels » et « sous-groupes professionnels », correspondant chacun à une activité économique de plus en plus spécialisée. A la tête de chaque groupe professionnel se trouve un chef assisté d'un conseil adjoint. Ces conseils adjoints sont formés des chefs des groupes subordonnés, sauf pour les groupes tout à fait inférieurs dont le conseil adjoint est choisi par le chef.

Toute entreprise doit faire obligatoirement partie du groupe professionnel qui la concerne. Les associations professionnelles existantes sont également rattachées à cette organisation.

Le ministre de l'Économie détermine par décret la composition des divers groupements de l'organisation professionnelle et fixe le domaine de leur compétence. Il nomme leurs chefs, directement pour les groupements supérieurs et par délégation de ses pouvoirs pour les groupements inférieurs.

Chaque groupe est dirigé souverainement par son chef. Celui-ci n'est tenu de prendre l'avis de son conseil adjoint que sur certaines questions se rapportant à l'administration des biens et au changement des statuts. En revanche, il doit soumettre toutes ses décisions importantes à l'approbation du chef du groupe supérieur dont il dépend hiérarchiquement. Il est responsable de la conduite de son groupe et de celle des chefs des groupes subordonnés.

En fait, le chef est un véritable fonctionnaire qui représente l'État, et il dispose de l'autorité publique vis-à-vis des membres de son groupe ¹. Il possède le droit de lever sur eux

1. Tout chef doit diriger son groupe conformément aux principes de l'État national-socialiste, et traiter les affaires du groupe et de ses membres en considérant l'intérêt général de l'économie et l'intérêt de l'État (§ 5, loi 27 novembre 1934).

des contributions dont il fixe lui-même l'assiette et la répartition ; il peut les frapper d'amendes disciplinaires lorsqu'ils s'opposent à ses instructions.

Tous ces groupements professionnels ont la capacité juridique. Ils ont compétence pour s'occuper de tous les problèmes intéressant leurs membres à l'exception des questions de production et de prix.

2° *Organismes constitués sur le plan géographique.* — Sur le plan géographique, l'économie allemande est divisée en 13 circonscriptions économiques qui coïncident avec les 13 circonscriptions des commissaires du travail. L'organisation régionale est analogue à l'organisation générale professionnelle. Elle comprend dans chaque circonscription les groupes économiques, groupes professionnels et sous-groupes régionaux dont nous avons déjà parlé, et qui sont différemment développés selon les régions. Les associations économiques régionales sont rattachées à ces groupes. Ils possèdent ou non, selon leur importance, des organes spécialisés. Ils s'occupent des problèmes professionnels locaux dans les limites de leur compétence.

Les Chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat font également partie de l'organisation locale. Ces diverses institutions ont joué de tout temps un rôle important dans l'activité locale, particulièrement en ce qui concerne les marchés de matières premières. Dans la nouvelle organisation, elles continuent à s'occuper des problèmes économiques régionaux, à l'exception de ceux qui ayant un caractère plus nettement professionnel sont réservés aux groupements spécialisés.

Chaque circonscription est dirigée par un chef assisté d'une « Chambre économique régionale » et d'un conseil adjoint. Ce chef est en même temps président des Chambres de commerce et d'industrie de sa circonscription.

La « Chambre économique » régionale est formée par les représentants des groupes locaux de l'organisation professionnelle, ainsi que ceux des Chambres d'industrie, de commerce et d'artisanat. Elle comprend également d'autres membres nommés par le chef de la circonscription économique. Elle représente donc l'ensemble de l'activité économique locale.

Dans cette Chambre, les affaires professionnelles sont d'abord traitées par le groupe professionnel local; les affaires d'ordre général qui intéressent la circonscription économique le sont par les représentants des Chambres de commerce et d'industrie. Mais ses arrêtés sont pris par son chef, après audition du conseil adjoint. Ils doivent être approuvés par le ministre de l'Éconoime.

3° *La Chambre d'Economie du Reich.* — La « Chambre d'Économie du Reich » est placée à la tête de toute l'organisation économique. Sont membres de cette assemblée les « groupes du Reich » et les « groupes principaux de l'industrie », les « chambres économiques régionales », les « chambres de commerce et d'industrie », les « chambres artisanales ». Elle agit vis-à-vis d'eux en qualité de supérieur hiérarchique, mais il semble que ses attributions à cet égard sont assez étroitement limitées afin de laisser aux 13 « chambres d'économie régionales » et aux 7 « groupes du Reich » une assez large autonomie. Seules les questions ayant un intérêt très général sont discutées devant cet organisme central. D'ailleurs, toutes ses décisions restent subordonnées à l'approbation expresse du ministre de l'Économie.

La Chambre d'Économie du Reich est dirigée par un chef, nommé par le Ministre, et assisté d'un organe de direction et d'un conseil adjoint. Ce conseil adjoint est en même temps l'organe consultatif du ministre de l'Économie. Il est égale-

ment consulté par les chefs des groupements professionnels et régionaux. Pratiquement, c'est lui qui délibère, car la Chambre d'Économie ne se réunit que quelques jours par an sur convocation du ministre de l'Économie. Les pouvoirs publics ont voulu ainsi éviter de restaurer, même en apparence l'ancien conseil national économique.

SECTION 2. — *Rapports réglés par les cartels
et les associations de producteurs.*

a) *Le caractère général de ces organismes.*

Les cartels et les ententes de producteurs jouent actuellement un grand rôle dans la vie économique du Reich, puisqu'il réglementent les prix de vente et les conditions de production d'un grand nombre de produits. Mais, qu'ils soient formés librement ou sous la pression des pouvoirs publics, ils conservent le caractère d'organismes privés, strictement contrôlés, il est vrai, par l'autorité administrative. En face de l'organisation d'État instituée par la loi du 27 février 1934, les cartels et les ententes de producteurs apparaissent donc comme des institutions indépendantes auxquelles l'État a délégué aujourd'hui, et à titre provisoire d'ailleurs, une partie de la puissance publique.

b) *Leur constitution.*

Les cartels et les ententes de producteurs se répartissent en deux classes, suivant que les entreprises intéressées sont ou non contraintes d'y adhérer.

Encore aujourd'hui, les *cartels libres* restent les plus nombreux. La plupart imposent à leurs membres des conditions de vente ou des prix déterminés. Rares sont ceux qui règlent

la production. Ces cartels sont autorisés par la loi du 22 novembre 1933 à prendre des mesures de coercition contre les outsiders et les adhérents qui ne respecteraient pas leurs engagements. En revanche, ils sont soumis au contrôle des pouvoirs publics dont la rigueur contrôle a encore été renforcée par les deux ordonnances sur les cartels de juillet 1933.

Les cartels obligatoires ont été créés par la loi du 15 juillet 1933 qui autorise le ministre de l'Économie à réunir toutes les entreprises d'une même branche économique dans un cartel chargé de réglementer le marché. Les pouvoirs publics, en les constituant, ont cherché à remédier au désarroi des échanges et à la chute des prix que la crise avait provoquée et qui risquait d'amener la fermeture d'un grand nombre d'entreprises. Ces raisons sont évidemment moins fortes aujourd'hui, puisque l'État se préoccupe d'arrêter la hausse du coût de la vie. Aussi l'application de la loi du 15 juillet 1933 est-elle pour le moment suspendue en fait et les cartels, dont la constitution pourrait paraître nécessaire sont plutôt formés sous la pression officieuse des pouvoirs publics ¹.

Il n'en existe pas moins aujourd'hui environ 150 cartels forcés qui règlent le marché d'un grand nombre de produits, en particulier de certaines matières premières. L'activité de ces cartels est soumise évidemment aux mêmes mesures de contrôle que celle des cartels libres. De plus, le ministre de l'Économie possède le droit d'intervenir dans leurs propres décisions et de modifier leurs statuts.

1. Ces cartels tendent à prendre d'ailleurs la forme de « cartels de comptabilité », c'est-à-dire de véritables bureaux de calculs auxquels les industriels, sont tenus de soumettre leurs prix de revient et leurs prix de vente, et qui leur adressent en retour des injonctions lorsque ces prix ne semblent pas justifiés.

c) *Leur compétence et leurs conditions de fonctionnement.*

La compétence des cartels et des ententes de producteurs est extrêmement variable. Les uns règlent seulement les conditions de vente ; d'autres, au contraire, règlent les prix. Certains même ont constitué de véritables organismes communs de vente, et fixent ainsi les quanta de production.

Ces diverses attributions, qu'ils exerçaient d'ailleurs depuis fort longtemps, ont en fait été très largement étendues par la législation nationale-socialiste. Désormais les décisions de cartels ont acquis une valeur plus grande puisqu'elles peuvent être rendues obligatoires pour tous par les pouvoirs publics (loi du 15 juillet 1933). Pour les faire respecter, le cartel est autorisé à prendre des mesures de contrainte dans des cas où celles-ci n'étaient pas permises autrefois (loi du 15 juillet 1933 modifiant l'ordonnance sur les cartels) et à les appliquer jusqu'à ce que le Tribunal des cartels en ait décidé autrement (ordonnance du 5 septembre 1934). Enfin, l'ordonnance sur la concurrence du 21 décembre 1934 permet aux pouvoirs publics de poursuivre tout acte d'indiscipline à l'intérieur d'un cartel comme acte de concurrence déloyale ¹.

d) *Leur contrôle par les pouvoirs publics.*

Les cartels sont encore théoriquement des organismes privés malgré toute l'importance qu'ils ont prise dans la vie économique du pays. Mais ils sont soumis à un contrôle très strict qui répond à un triple objet : les empêcher de com-

1. § 1. — « Sera puni de prison et d'une amende sans limitation, ou de l'une ou l'autre de ces peines, quiconque fera un usage déloyal de son crédit, ou manquera à ses engagements envers l'État, le personnel de son entreprise ou ses créanciers pour pouvoir, au détriment de la communauté offrir des marchandises ou des services à des prix ne couvrant pas ses frais de production, et contraires aux conditions d'une économie bien gérée. »

mettre des abus contre les tiers ; leur imposer une attitude conforme aux intérêts de l'État ; harmoniser leurs actions avec celles des autres organismes économiques. Ces trois tâches sont remplies respectivement par le Tribunal des cartels, le ministre de l'Économie, les autorités chargées du contrôle des prix et de la distribution des matières premières.

Le *Tribunal des cartels* a été institué par la loi du 2 novembre 1923 contre « l'abus des Puissances économiques ». Sa compétence s'étend à tous les organismes appartenant en droit ou en fait à la catégorie des cartels. Il est chargé de faire respecter la liberté de concurrence. Le Tribunal peut prononcer la nullité des clauses d'une convention ou d'une décision de cartel et en libérer immédiatement les parties. Son président est, en outre, chargé d'exercer une censure préventive sur l'emploi des moyens de boycottage. Les cas où ces moyens doivent être autorisés ont été d'ailleurs beaucoup étendus par la loi du 15 juillet 1933 ¹.

Le *ministre de l'Économie* est chargé de défendre les intérêts généraux des Pays, et, en fait, de diriger la politique de l'État à l'égard des cartels. Il jouit à leur égard de pouvoirs discrétionnaires. Il peut traduire leurs décisions devant le Tribunal des cartels, ou, s'il le préfère, les annuler lui-même ². Il crée les cartels obligatoires ou les supprime à son

1. Les mesures de boycottage ne sont plus considérées comme restrictions injustes de la liberté économique si elles s'appliquent à des entreprises dont la direction est confiée à des personnes qui n'ont pas la probité nécessaire ou dont la politique des prix nuit à l'ensemble de l'économie nationale.

2. Le ministre de l'Économie a déclaré nulles les décisions des cartels des chaînes, des tubes en laiton, en acier soudé, en acier rapide, des meules, des cartons bitumés, des matériaux de construction. En même temps, il invitait un certain nombre d'autres groupements de producteurs à rapporter le plus rapidement des décisions prises en vue d'appliquer une hausse des prix sur le marché intérieur. Si ces associations ne tiennent pas compte de ces injonctions, le Ministre menace d'agir contre elles et, au besoin, de les dissoudre.

gré et, en ce qui concerne ces derniers, il peut modifier leurs statuts, intervenir dans leurs décisions, autoriser les adhérents à s'écarter des conventions existantes¹.

Les organismes chargés du contrôle des prix et des importations de matières premières exercent également une surveillance stricte sur l'activité des cartels. Ils veillent à ce que la politique de ces derniers ne soit pas en contradiction avec la politique des prix ou la politique d'importation de matières premières qu'ils défendent et pour cette tâche ils jouissent de pouvoirs discrétionnaires². En ce qui concerne les prix, le *Commissaire d'Empire* et, depuis la suppression de ce poste, les autorités administratives locales peuvent en interdire toute hausse provoquée par convention et semblant injustifiée. De même, ils peuvent réformer toute réglementation susceptible d'en empêcher la baisse (prix de vente minima, marges de bénéfices minima). En ce qui concerne les matières premières importées, les 21 offices chargés de leur surveillance ont pour tâche d'en contrôler et d'en réglementer les prix, afin d'éviter toute hausse provoquée par leur raréfaction et d'en surveiller la répartition et l'usage, afin d'éviter tout gaspillage. Ces offices sont ainsi amenés à régler indirectement les quanta de production³ et à intervenir dans l'activité des cartels.

§ 2. — LEUR ROLE DANS LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Les organismes institués par la loi du 27 novembre 1934 et les cartels ont, chacun, une tâche bien déterminée. Les

1. Ordonnance du 15 juillet 1933.

2. Décret du 18 novembre 1934.

3. Des décrets ont prescrit les mesures nécessaires pour les textiles (19-4-34), le cuir (20-4-34), les métaux non précieux (31-7-34).

premiers interviennent pour défendre les intérêts collectifs de leurs membres ou pour leur transmettre les directives de l'État. Les seconds, au contraire, règlent la production et les échanges dans certaines branches de l'activité économique.

a) *Rôle des groupes professionnels
et des Chambres économiques.*

Les groupes professionnels et les Chambres économiques ne jouent pas encore un rôle très important dans l'activité économique. En particulier ils n'ont pas d'attributions réglementaires. Leur tâche est essentiellement une tâche de représentation et d'étude. Ils exposent aux pouvoirs publics les intérêts collectifs de leurs membres, leurs besoins, les difficultés créées par une situation donnée. En retour, ils transmettent à leurs membres les directives des pouvoirs publics.

Les groupements professionnels étudient tout particulièrement les questions de tarifs de transport, de douanes, de taxes fiscales, — du point de vue de leur intérêt propre. Ils préparent les mesures capables d'améliorer le rendement de leurs entreprises. Ils donnent leur avis sur toutes les questions économiques qui leur sont soumises par les pouvoirs publics. Enfin, ils jouent un rôle de conciliation dans les différends qui peuvent surgir entre leurs membres, en particulier lors des négociations préliminaires à la constitution d'un cartel forcé.

Les Chambres d'économie étudient les mêmes questions qu'les groupements professionnels, mais en les envisageant du point de vue de l'ensemble des producteurs de la région ou du Reich. De plus, elles sont appelées à fournir des avis sur la politique économique et sociale générale de l'État. En fin de compte, leur activité est assez réduite.

b) Rôle des cartels et des ententes de producteurs.

Au contraire, les cartels et les ententes de producteurs ont un rôle très important dans la vie économique du Reich. Il est difficile d'évaluer exactement la proportion des produits dont les prix sont soumis à la réglementation d'un cartel, car beaucoup ne supportent cette réglementation qu'à un ou deux stades de leur fabrication. Cette proportion serait approximativement de 30 p. 100 environ des produits dont il est fait usage pour le calcul de l'index des prix de gros. Cette proportion est d'ailleurs très variable :

Produits alimentaires, 20 p. 100.

Produits industriels manufacturés, 15 p. 100.

Produits mi-finis et matières premières pour l'industrie, 55 p. 100.

Elle est, au contraire, de 50 p. 100 des produits qui entrent dans le calcul de l'indice du coût de la vie.

Les cartels et les ententes interviennent surtout pour déterminer les prix, plus rarement pour réglementer la production¹. En cette matière, le ministre de l'Économie jouit maintenant de très larges pouvoirs. Par la loi du 15 juillet 1933, il peut, dans une branche déterminée de l'activité économique, interdire ou soumettre à son autorisation la fondation de nouvelles entreprises, l'agrandissement des entreprises existantes ou l'accroissement de leur production. Plus de 60 ordonnances conçues dans ce sens ont été promulguées depuis deux ans. Elles viennent en général compléter l'action d'un cartel obligatoire qui seul ne peut agir que sur les prix.

1. C'est le cas pour certaines matières premières : potasse, charbons lignite.

§ 3. — LES RÉSULTATS

Nous examinerons seulement les résultats obtenus par les cartels et les ententes de producteurs, puisque les autres organismes n'interviennent pas, activement, dans la vie économique.

1^o *Aménagement de la production.*a) *L'équilibre entre les diverses branches de la production.* —

La crise s'était particulièrement traduite en Allemagne par un écart exagéré entre l'indice des prix des produits agricoles et des produits industriels. Cette différence s'est beaucoup atténuée grâce à l'effort des pouvoirs publics pour organiser la production agricole et relever le prix de vente de ses produits :

ANNÉE	INDICE des prix des produits agricoles (base 100 en 1913).	INDICE du prix des produits industriels (base 100 en 1913).
1932.	82	112
1935.	101,7	113

La crise avait également provoqué une baisse des prix des objets de consommation par rapport au prix des moyens de production. Cette situation s'est également modifiée, grâce au développement des cartels :

ANNÉE	INDICE des prix des moyens de production.	INDICE des prix des biens de consommation.
1932.	118,4	117,5
1935.	113,1	123,8

b) *L'assainissement des diverses branches de la production.* —

Les branches de l'économie allemande qui semblaient le plus atteintes par la crise ont été assainies grâce à l'intervention des cartels et aux restrictions apportées par les

pouvoirs publics au développement des moyens de production. Mais cet assainissement ne peut être considéré comme définitif car la politique économique des pouvoirs publics a placé l'ensemble de l'industrie allemande dans des conditions anormales et la soumet aujourd'hui à de brusques variations d'activité.

La fabrication des biens de production a été artificiellement développée par les investissements de l'État alors que les investissements privés continuaient à décroître. L'indice de cette fabrication a augmenté ainsi de 130 p. 100 de 1933 à 1935, mais l'industrie n'a consacré cette année que 1 milliard 200 millions à de nouvelles installations. L'État, au contraire, a dépensé plus de 2 milliards pour son propre équipement. Cette politique rend très incertain même le proche avenir de toute l'industrie des moyens de production.

Le niveau de la production des biens de consommation est resté dans l'ensemble stationnaire, mais il a été soumis dans l'année, pour des industries importantes, telles que les textiles, à des variations brusques et imprévues qu'ont provoquées les offices de contrôle des matières premières. Ces interventions paraissent inévitables sous le régime économique actuel de l'Allemagne. Elles rendent évidemment précaire l'assainissement des branches de la production où elles se produisent.

2° *Aménagement des marchés.*

a) *Assainissement du marché intérieur.* — Le marché intérieur allemand paraît s'être beaucoup assaini, puisque les stocks ont disparu et que les prix sont en hausse. Mais il est difficile de déterminer exactement dans quelle mesure cette amélioration est due à l'action des cartels et des ententes industrielles. Il semble pourtant que ces organismes soient parvenus à supprimer la concurrence désordonnée entre les producteurs. Les offres à prix dérisoire, si fréquentes il y a quelques

années, sont devenues impossibles : les conditions de vente ont été unifiées. Enfin, certains intermédiaires entre les producteurs et les acheteurs ont dû cesser leur activité ¹.

b) *Le niveau des prix.* — Les prix des produits cartellisés et ceux des produits libres de 1926 à 1934 ont varié de façon assez différente. Il semble que, dans la période de hausse, les prix des produits cartellisés n'aient pas monté aussi vite que ceux des produits libres, et que dans la période de baisse, ils aient été beaucoup plus lents à se laisser influencer :

ANNÉE	PRIX des produits. libres.	PRIX des produits cartellisés.
1926.	100,6	100,6
1928.	106,8	102,1
1929.	97,4	105
1930.	79,7	103
1931.	60,8	93,8
1932.	47,8	83,9
1933.	49,8	83,8

c) *La situation du commerce extérieur.* — Aux prises avec la concurrence des pays à monnaie dépréciée, l'Allemagne a dû sans cesse baisser ses prix de vente à l'étranger, de sorte qu'à l'heure actuelle la plus grande partie de ses exportations se fait à perte. Cette politique n'a été le plus souvent rendue possible que par l'existence des cartels et des associations de producteurs. L'État a pu ainsi instituer un système de compensation entre les bénéfices provenant des ventes sur le marché intérieur et les pertes provenant des exportations.

1. Ce résultat avait été obtenu dès 1924 par le Syndicat des Charbonnages Rhénans Westphaliens pour la vente de ses produits dans la « zone non contestée ». Des résultats analogues ont été obtenus depuis deux ans dans de nombreuses autres branches de l'activité économique par l'action conjuguée des cartels et des pouvoirs publics. Nous citerons, à titre d'exemple, la réglementation du commerce des huiles et des graisses, par ordonnance du 3 juin 1935.

CHAPITRE V

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE CE RÉGIME

1^o *Son caractère provisoire.*

L'organisation économique et sociale du III^e Reich n'est pas encore parvenue à sa forme définitive. Elle ne permet pas en effet de résoudre certains problèmes importants et plusieurs de ses institutions conservent un caractère inachevé autant que provisoire.

a) *Les problèmes non encore résolus.* — Il ne semble pas que les pouvoirs publics aient pu dégager de ces institutions une méthode convenable pour fixer les salaires. La plus grande incohérence règne encore en cette matière. D'après la Charte du Travail, c'est le patron qui détermine la rémunération de ses ouvriers. Mais la liberté du chef d'entreprise paraît extrêmement théorique et c'est pratiquement le Commissaire du Travail qui réglemente les tarifs. Cette situation ne paraît pas devoir se prolonger puisqu'elle impose à l'État un rôle qu'il ne veut justement plus jouer. De plus, les ouvriers se plaignent de ne pas avoir une part plus grande à la discussion de leurs propres salaires.

Le sort des cartels reste également en suspens. La législation qui les concerne est essentiellement provisoire; l'État n'a pas encore adopté à leur égard de position définitive. Il les a laissés en marge de l'organisation économique nouvelle. Cartels et groupements professionnels subsistent pour le

moment côte à côte quoiqu'ils soient en général placés sous une autorité commune, celle du chef du groupe professionnel compétent. Mais, dans une économie aussi réglementée que l'économie allemande, l'existence de ces cartels relativement libres et qui ne règlent pas toujours leurs actions d'après les directives politiques de l'État apparaît en quelque sorte comme une anomalie.

b) *Les organes non encore parvenus à une forme définitive.* — L'avenir du Front du Travail est extrêmement incertain. Depuis les événements du 30 juin, cet organisme a beaucoup perdu de son influence et il est aujourd'hui considéré par les éléments prussiens du régime comme un vestige regrettable des premières tendances du national-socialisme. De fait, il est reté imbu d'un certain esprit socialisant. Maintenant que les masses populaires sont, dans l'ensemble, ralliées au régime, son développement présent paraît d'autant moins justifié qu'il semble destiné à jouer un rôle de plus en plus restreint dans la politique sociale du Pays.

Le rôle actuel du Commissaire du Travail doit normalement diminuer à mesure que l'organisation sociale se perfectionnera. Aux yeux des chefs du national-socialisme, ce fonctionnaire est aujourd'hui trop mêlé à l'activité des entreprises ¹. A l'avenir, il ne devrait plus intervenir dans les multiples incidents de la vie quotidienne. Il doit être le juge qui tranche les conflits sociaux d'après les exigences de l'intérêt commun.

Enfin, les Chambres économiques régionales ne paraissent pas être des organismes bien solides. Depuis leur création, elles ont été assez rarement convoquées. Leur tâche n'a guère été précisée, et de fait, entre les Chambres locales de commerce,

1. Cf. discours prononcé par le D^r Ley à l'Hôtel Kaiserhoff, le 7 mars 1935.

d'industrie et d'artisanat, et les organes centraux de l'économie, elles constituent un rouage un peu superflu. Elles devront donc être modifiées dans leur composition et dans leur objet, ou disparaître pratiquement de la vie économique.

2° Les conditions dans lesquelles il fonctionne.

Le système économique et social de l'Allemagne ne saurait être bien jugé si l'on ne tient pas compte des conditions dans lesquelles il fonctionne et qui lui donnent sa véritable physiologie.

a) L'autorité absolue des chefs.

L'autorité des chefs est encore plus grande dans la réalité qu'elle ne le semble en théorie. Le patron est dans une certaine mesure le « maître » de ses ouvriers. Le commissaire du Travail, le ministre de l'Économie et ses représentants agissent par injonction impérative. La collaboration des subordonnés est purement de façade. Leur présence aux conseils de confiance, au Front du Travail, dans les groupements économiques, est plutôt un acte de discipline. Elle n'implique aucune participation véritable à la direction des affaires économiques ou sociales. Il est bien difficile de continuer à qualifier de corporatisme une organisation où les prétendus groupements ne sont que des divisions administratives, où ils n'ont plus à aucun degré un caractère d'association et à laquelle préside le principe de la hiérarchie militaire. Dans l'organisation économique, comme dans les rapports du travail entre patrons et ouvriers, le régime hitlérien est revenu à un étatisme à la prussienne.

b) Les nécessités économiques et politiques priment les principes.

D'ailleurs les chefs font preuve dans leurs actes du plus grand pragmatisme. En matière économique, l'application des

principes a été entièrement subordonnée à la nécessité de faire face à la crise. Ainsi a-t-on vu les pouvoirs publics maintenir et développer les cartels au moment où le désarroi général des marchés risquait d'arrêter complètement la vie économique, puis contenir l'action de ces organismes lorsqu'il a paru nécessaire de ralentir la hausse des prix pour calmer le mécontentement populaire. De même, en matière sociale, les relations entre patrons et ouvriers sont d'abord réglées en tenant compte des conditions politiques et bien souvent des directeurs d'entreprise ont été déplacés, des revendications ouvrières écartées, d'anciens contrats collectifs de travail maintenus, sans autre raison que l'opportunisme. Ainsi se trouvent corrigés dans la pratique les effets de conceptions doctrinales qui auraient risqué de troubler profondément les rapports économiques et sociaux.

3° Son adaptation à la situation actuelle de l'Allemagne.

Tel qu'il fonctionne présentement, le régime que nous venons d'étudier paraît, en fin de compte, parfaitement adapté à la politique générale des pouvoirs publics, ainsi qu'à la mentalité particulière du peuple allemand.

L'Allemagne, pour atteindre ses objectifs politiques, a mobilisé toutes ses forces morales, sociales, économiques. Pour parvenir à ce résultat, il a fallu que l'État puisse imposer sa volonté dans tous les domaines, et particulièrement dans celui de la production, où il devait assurer, au milieu des plus graves difficultés, l'équipement militaire et l'indépendance économique du peuple allemand. Seul, un régime d'autorité pouvait parvenir à imposer les sacrifices individuels que cette politique comportait, et faire prévaloir dans tous les cas l'intérêt supérieur de l'État.

Mais il fallait également que ce régime fût d'inspiration

strictement nationale-socialiste, afin que l'esprit de discipline et de sacrifice qu'il exige de tous les subordonnés soit soutenu par leur confiance dans le Gouvernement du Führer. A cet égard, les institutions sociales et économiques actuelles paraissent parfaitement répondre aux dispositions politiques de la population. Elles répondent encore mieux aux caractères profonds du peuple allemand. L'esprit de stricte discipline, de dévouement à ses chefs, le respect absolu des volontés de l'État, sont chez lui des qualités innées et il éprouve une satisfaction immense à sentir dans ce régime un milieu favorable à leur développement. Il n'est pas jusqu'au caractère provisoire de certaines des institutions nouvelles qui réponde également chez lui à un sentiment profond, le goût du changement. C'est pourquoi, en dépit des désagréments d'ordre matériel et moral qu'il comporte, le régime actuel des rapports économiques et sociaux en Allemagne ne semble pas, tout au moins dans ses grandes lignes, destiné à disparaître d'ici longtemps.

CONCLUSION

Dans les quatre pays que nous venons d'étudier, les organisations professionnelles, telles qu'elles existent en fait, s'écartent de façon plus que sensible des institutions que l'on prétendait réaliser. Cependant les dirigeants de ces États affirmaient que les transformations du capitalisme rendaient inéluctable la stricte application de leurs théories économiques et sociales.

Reconnaître l'existence des groupements professionnels comme un phénomène naturel, imposer la collaboration des divers éléments qui participent à la production au lieu de les laisser se dresser les uns contre les autres, contraindre chaque profession à s'administrer elle-même, à régler par voie autoritaire la production et les échanges, telle est la doctrine corporative qu'entendaient appliquer l'Italie, l'Autriche, le Portugal. Tels sont également les principes qui, pour une part, composent le national-socialisme.

Au cours de cette étude nous en avons examiné l'application. Nous sommes donc en droit de dégager de ces expériences un jugement sur la nature du mouvement corporatif, d'indiquer les formes qu'il est contraint par les conditions mêmes de la vie de revêtir, les résultats qu'il permet d'obtenir. Nous sommes ainsi en mesure de répondre à la question que nous nous étions posée au début de cette étude : le corporatisme correspond-il vraiment à une transformation profonde des rapports économiques et sociaux déterminée par l'évolu-

tion du monde, ou à une simple poussée d'idéologie comme les peuples en ont déjà connue pendant toutes les grandes crises économiques ?

1^o *L'aspect du corporatisme sur le plan social.*

Sur le plan social, le corporatisme consistait à grouper l'ensemble des patrons et des ouvriers dans des organisations professionnelles qui auraient réglé entre elles les conditions du travail par conventions collectives et géré les intérêts communs des membres de la profession. Pour que ce régime puisse fonctionner normalement, il fallait donc qu'il soit vraiment la libre représentation des employeurs et des salariés, et, pour que la société en retirât un avantage, il devait permettre d'améliorer les rapports sociaux et les conditions de vie de tous. Ces résultats, pour la plupart, ne sont pas encore atteints.

Les associations corporatives de patrons ou d'ouvriers n'ont réussi à se développer que là où le mouvement syndical était déjà puissant, et seulement quand la situation politique leur était favorable. Tel est le cas de l'Italie où le syndicalisme était depuis longtemps implanté dans les mœurs et avait pu être fort habilement accaparé par le parti fasciste. Partout ailleurs, ces associations ne rassemblent qu'un nombre infime de travailleurs, soit que la population ouvrière ne soit pas encore assez évoluée socialement, comme au Portugal, soit qu'elle reste irrémédiablement hostile aux pouvoirs publics comme en Autriche. En Allemagne, le Gouvernement national-socialiste a même préféré renoncer à les former.

Tous ces organismes, qui devraient être en théorie une représentation libre et autonome de la profession, subissent, en fait, le contrôle rigoureux de l'État ou du parti qui gouverne l'État. Nulle part il n'a paru possible de leur confier des attri-

butions réglementaires sans les priver aussitôt de toute indépendance, de crainte que les pouvoirs dont ils étaient investis ne rendissent trop précaire la sûreté des pouvoirs publics, et trop graves les conflits entre employeurs et salariés.

Les résultats qui ont pu être obtenus sous ce régime sont dans l'ensemble assez décevants. Certes, il paraît incontestable que l'institution des contrats collectifs en prévenant les conflits du travail, ou celle de l'arbitrage obligatoire en les résolvant aient largement contribué à maintenir la paix sociale. Mais cet avantage est dû plus au caractère autoritaire de l'État qu'à l'esprit corporatif des groupements professionnels. En revanche, les rapports sociaux n'étant plus établis sur des conventions librement discutées entre les intéressés, mais réglés souverainement par une administration hiérarchisée, sont moins adaptés aux situations individuelles ou locales que sous un régime de liberté.

La situation personnelle des salariés paraît s'être améliorée si l'on considère les conditions dans lesquelles ils travaillent et ils vivent. Il est certain qu'en ce domaine l'intervention des organismes corporatifs a permis d'atteindre des résultats qu'il était impossible d'espérer d'initiatives individuelles ou de réglementations administratives. L'hygiène et le confort des ateliers ont été améliorés, les congés payés, le salaire minimum, l'orientation professionnelle, l'organisation des loisirs partout généralisés. Mais le taux des salaires ne s'est nullement accru. Bien au contraire, il semble être devenu plus facilement réductible puisque la classe ouvrière a perdu, avec l'institution du corporatisme, tous ses moyens propres de défense. Dans l'ensemble, les conditions de vie matérielle des travailleurs n'ont pas été améliorées, si ce n'est qu'ils ont acquis une certaine sécurité dans leur emploi aux dépens de leur indépendance politique et morale.

2° L'aspect du corporatisme sur le plan économique.

De même, sur le plan économique, ce que les États ont réalisé est très éloigné de ce à quoi ils avaient prétendu. Le corporatisme devait permettre à tous ceux qui collaborent à la production de s'imposer un ordre et une discipline qu'ils auraient eux-mêmes définis et dont l'effet devait être si bienfaisant qu'il aurait enlevé à l'État, par nature incompetent, toute occasion d'intervenir.

En fait, même en Italie, les pouvoirs publics ont hésité à confier à des organismes vraiment corporatifs la tâche d'organiser la production et les échanges. Quand ils s'y sont risqués, comme au Portugal, ils ont dû bientôt y renoncer devant les dangers et les abus que provoquait leur tentative. Encore moins que le Social, l'Économique ne supporte pas le hasard des expériences, et les pouvoirs publics en temps de crise ne peuvent se permettre d'aggraver délibérément les difficultés des chefs d'entreprise.

Pour le commerce et l'industrie qui étaient depuis longtemps organisés, l'Allemagne et les pays corporatifs, comme les autres États d'ailleurs, se sont bornés à faciliter l'action des anciens groupements de producteurs, soit en les reconnaissant officiellement comme groupements corporatifs, soit en leur accordant certains privilèges. Des cartels et des ententes privés sont ainsi devenus temporairement obligatoires, et leurs décisions ont reçu force de loi. Mais, et contrairement à ce que l'on pouvait supposer, lorsque des organismes plus conformes à la doctrine corporative ont été créés, ils n'ont reçu que des attributions fort restreintes. En général, ils ont à résoudre des questions d'une importance relative telles que les questions de douane, d'impôt et de transport. Les

cartels et les ententes demeurent compétents pour l'organisation de la production ou des échanges. Surtout, l'État se réserve toutes les interventions qui portent atteinte aux éléments essentiels du droit de propriété : interdiction d'installer de nouvelles usines, de modifier l'outillage, de remettre en marche les entreprises arrêtées.

L'agriculture et l'artisanat paraissent être les seules branches où l'organisation corporative ait pu se développer. Mais il faut remarquer, qu'en ce qui concerne la première, malgré les nombreuses attributions réglementaires qui ont été dévolues aux associations professionnelles, le pouvoir effectif reste aux mains de l'État. C'est de lui seul que dépendent la distribution du crédit, la législation agraire et la protection douanière qui, en matière agricole, joue un rôle essentiel. En effet, il n'y a pas de pays en Europe où les agriculteurs puissent maintenir leurs profits sans l'appui des pouvoirs publics. L'organisation des groupements corporatifs ne pouvait leur rendre leur indépendance économique. D'autre part, les artisans avaient pendant longtemps été organisés en corporation, et la nature même de leur activité ne pose que des problèmes fort simples de réglementation professionnelle dans le cadre local.

En définitive, il apparaît qu'au point de vue économique, le caractère distinctif des pays que nous venons d'étudier ne saurait provenir de l'organisation corporative. Essentielle-ment, il provient des manifestations du Socialisme-Étatiste dont le nombre n'a cessé de s'accroître, particulièrement en Allemagne et en Italie. Nationalisation du crédit, des assurances de la grande industrie, tarification par l'État des prix intérieurs, contrôle du commerce extérieur constituent les traits essentiels de l'économie dans ces pays. Dès lors, la contradiction qui apparaît entre la réalité et les principes offi-

ciellement proclamés ne peut s'expliquer que si l'on veut bien considérer l'aspect politique du mouvement corporatif

3° L'aspect du corporatisme sur le plan politique.

Le corporatisme paraît se réduire à une doctrine sociale et économique. Il comporte en fait un aspect politique. En effet, il semble qu'il soit seulement appliqué dans les pays à régime dictatorial et totalitaire, et qu'il ait eu pour conséquence une transformation de la structure même de ces États.

Que ce soit en Italie, Autriche, Portugal ou Allemagne, l'attribution de pouvoirs réglementaires à des groupements professionnels s'est faite sous le contrôle d'un pouvoir politique de caractère dictatorial. Ces groupements professionnels ne peuvent en effet constituer qu'une représentation d'intérêts particuliers. Il n'est pas possible de leur concéder le moindre pouvoir réglementaire si l'État ne se sent pas assez fort pour leur tenir tête et leur imposer des décisions conformes à l'intérêt général. Mais, une fois soumise au contrôle des pouvoirs publics, la contrainte corporative devient un excellent moyen de supprimer toute liberté de la personne humaine. Aussi presque toujours serait-elle liée à une organisation plus ou moins totalitaire de l'État.

D'ailleurs les groupements professionnels ne sont pas seulement considérés comme des organismes chargés d'intervenir dans les rapports économiques et sociaux, ils deviennent la base d'un ordre social nouveau. Dans les régimes corporatifs, les syndicats et les corporations font partie des organes proprement politiques du pays. L'État est en quelque sorte le couronnement de l'organisation professionnelle. L'individu ne participe à la gestion des affaires publiques que dans la mesure où il exerce une certaine activité économique. Les

rapports professionnels se substituent ainsi aux rapports politiques et deviennent le lien essentiel entre les citoyens.

Le mouvement corporatif paraît donc lié à une transformation profonde de la mentalité publique. Comme nous le remarquons au début de cette étude, il s'est manifesté avec le plus de force dans les pays qui avaient subi les secousses les plus profondes par suite de la guerre et de la crise économique. Dans ces pays, la misère a fini par tuer l'esprit de liberté, l'audace, l'initiative. Les hommes se sont senti un immense besoin d'ordre et de sécurité matérielle, un désir sans borne de voir l'État assurer à chacun des moyens convenables d'existence. Devant la permanence des difficultés auxquelles ils se heurtaient depuis la guerre, la lassitude leur est venue de l'effort individuel toujours rebuté ; la vie ne leur est plus apparue comme une aventure avec ses chances offertes à chacun, mais comme une suite d'événements fatals, qu'il était vain de chercher à dominer. Alors, comme toujours dans ces périodes de désarroi, ils se retournent vers l'État et lui demandent d'établir des contraintes pour leur assurer à tout le moins une certaine sécurité.

Cette abdication morale de la personne humaine aboutit à l'omnipotence de l'État dans tous les domaines de la vie individuelle. Elle va ainsi de pair avec la constitution d'une société totalitaire. Elle entraîne l'État à modifier son objet, à sortir de son rôle politique, à faire passer avant toute autre les préoccupations matérielles et économiques. Dans la vie publique, l'Économique prend le pas sur le Moral et sur le Spirituel.

Une telle évolution paraît contraire aux principes essentiels de notre civilisation où le Spirituel prédomine sur le Matériel et à nos traditions d'Humanisme qui ont toujours

permis de sauvegarder l'indépendance de la personne humaine. Le mouvement corporatif n'est qu'une manifestation de crise. Notre pays est resté suffisamment sain et fort pour qu'il puisse en éviter l'expérience. Notre incertitude et notre déséquilibre actuel nous imposent des mesures d'adaptation, non une totale révolution.

VU :

Le Président,
G. PIROUX.

VU :

Pour le Doyen,
L'Assesseur,
C. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

POUR LE RECTEUR :

L'Inspecteur de l'Académie,
J PERRON.

BIBLIOGRAPHIE

Cette étude a été faite en ce qui concerne les détails techniques à l'aide de documents fournis par les associations professionnelles. Les ouvrages qui sont cités dans cette bibliographie traitent les questions corporatives d'un point de vue général.

ÉTUDES A CARACTÈRE GÉNÉRAL

LIVRES

- OLIVIER MARTIN. — *L'organisation corporative sous l'ancien régime.*
PIROU. — *Le Corporatisme.*
JOLLY (Pierre). — *La mystique du Corporatisme.*
AUSCHER. — *Les ententes économiques en France et à l'étranger.*
— *Les accords professionnels.*
FIRMIN BACONNIER. — *La corporation.*
BOUVIER AJAM. — *La question du corporatisme.*
RAZOUR. — *Cartels, trusts et ententes industrielles.*
HAUZER. — *Les origines du Capitalisme.*
BARTHÉLEMY. — *La crise de la démocratie contemporaine.*
SIEGFRIED. — *L'économie dirigée.*
MIRKINE GUETZEVITCH. — *Les nouvelles constitutions européennes d'après-guerre.*

JOURNAUX ET REVUES

- Publications de la Société des Nations.*
Publications du Bureau international du travail.
Publications de la Société d'études et d'informations économiques.
Les Informations sociales.
La documentation catholique.
Les dossiers de l'Action populaire.
L'Année sociale.
Bulletin de la Société de législation comparée.
Bulletin des attaches commerciaux.

London and Cambridge economic service.
Presse quotidienne française et étrangère.
Revue française et étrangères.

ITALIE

LIVRES

- PARODI. — *Etude de l'organisation professionnelle en régime fasciste.*
 BOURGIN (Georges). — *L'état corporatif en Italie.*
 LESSURE (Jean). — *Le nouveau régime corporatif italien.*
 MUSSOLINI. — *Le Fascisme en doctrine et en fait.*
 ROSENSTOCK (Franck). — *L'économie corporative fasciste en doctrine et en fait.*
 GUILLAUME. — *Le régime corporatif italien.*
 REALE (Egidio). — *L'Italie.*
 AMBROSINI. — *Le conseil national des corporations.*
 OLIVETTI. — *Lineamenti del nuovo Stato italiano.*
 MARAVIGLIA. — *Alle basi del regime.*
 BIAGI. — *Le stato corporativo.*
 GENTILE (Giovanni). — *Origine et doctrine du Fascisme.*
 — *Fascisme et culture.*
 OLIVETTI. — *Industrie et agriculture.*
 GOMEZ HOMEN. — *Les origines théoriques du Corporatisme fasciste.*
 BOTTAÏ. — *L'expérience corporative.*
 LACHIN. — *La quatrième Italie.*

JOURNAUX ET REVUES

- Annuaire statistique italien.*
Publications de l'institut national fasciste de culture.
Publications du ministre des Corporations.
Publications du ministre du Commerce et de l'Industrie.
Annales de la Société scientifique de Bruxelles (mai et juin 1934).

AUTRICHE

LIVRES

- DELATRE. — *Les luttes présentes du catholicisme en Europe centrale.*
 MIRKINE GUETZEVITCH. — *L'Autriche.*
 HANS MOKRE. — *Das Verfassungsrecht der österreichischen Landes.*
 ENDER. — *Die neue österreichische Verfassung.*
 TUSCHINI. — *L'organisation des corporations professionnelles en Autriche.*

JOURNAUX ET REVUES

- La Conciliation internationale : L'Europe centrale et la crise* (Document 82).
Bulletin quotidien : La Nouvelle constitution autrichienne (Supplément).
Die Industrie, 1933 à 1936.
The economist, 1933 à 1936.
Publications du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
Presse quotidienne autrichienne.
Wirtschaft und Statistik.
Wirtschafts dienst.

PORTUGAL

LIVRES

- BRAAMCAMP (José Mattos). — *Land tenure in Portugal.*
 DESCAMPS (Paul). — *Le Portugal : la vie sociale actuelle.*
 FERRO (Antonio) Salazar. — *Le Portugal et son chef.*
 GUYOMARD (Georges). — *La dictature militaire au Portugal.*
 LAGET (Paul de). — *En Portugal.*
 LANTENSACH (Dr Hermann). — *Die landes-kundliche Gliederung Portugals.*
 PEIXOTO (A. de Racha). — *Réminiscences du régime communautaire en Portugal.*
 PEREIRA (A. Goncalves). — *Les vignobles du Portugal.*
 ROCHA (Dr Albino vieira da). — *Le Portugal au travail.*
 SALAZAR (Dr Oliveira). — *La question des céréales.*
 SAMPAIO (Alberto). — *Etudes historiques et économiques.*
 SOUSA (Albano de). — *Aspect de la vie industrielle portugaise.*
 VASCONCELLOS (Dr Leite de). — *Traditions populaires du Portugal.*

JOURNAUX ET REVUES

- Le Portugal et son activité économique* (1932).
Anuario estatístico, 1928 à 1936.
Estatístico commercial, 1928 à 1936.
Note sommaire sur l'éducation professionnelle (Ministère de l'Instruction technique, Lisbonne).
Bulletin de la Société portugaise de science sociale.
Le Portugal d'aujourd'hui (Publication du Ministère des Affaires étrangères).
Dossiers de l'Action populaire, nos 314-315-339.
Revue de Science et Législation financière, janvier, février, mars 1934.
Publications du Ministère du Commerce et de l'Industrie, du Ministère du Travail.
Presse quotidienne portugaise.

ALLEMAGNE

LIVRES

- RIVAUD. — *Les crises allemandes.*
DARRÉ. — *Zur widergeburt des Bauerntums.*
— *Stellung iund Aufgaben der Landstandes.*
FROCK. — *Der Neuaufbau der Reichs.*
SCHACHT (Hyalmar). — *Nationale Kredit wirtsehaft.*
BAUEMLER. — *Männerbund und Wissenschaft.*
HERMANT (Max). — *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne.*
— *Idoles allemandes.*
GOETZ. — *Les syndicats ouvriers allemands d'après-guerre.*
GEIGER. — *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes. The National Socialism.*
HOOVER (Calvin). — *In Germany.*

JOURNAUX ET REVUES

- Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler.*
Wirtschaft und Statistik.
Wirtschafts dienst.
Politica, n^{os} de janvier à avril 1935.
Rapports de la Reichskredit Gesellschaft, n^{os} de 1933 à 1935.
Presse quotidienne allemande.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

ITALIE

CHAPITRE I. — Les origines du corporatisme italien	7
§ 1. — <i>Ses bases spirituelles</i> : La doctrine fasciste	7
§ 2. — <i>Les circonstances où il s'est formé</i> : les 4 phases de son développement	10
Phase politique, 1919-26	10
Phase syndicaliste, 1926-30	11
— du ministère des Corporations, 1930-33	11
— des Corporations, 1933	12
CHAPITRE II. — Le régime théorique	13
§ 1. — <i>Les principes</i> affirmés par la Charte du Travail	13
§ 2. — <i>Le plan de l'organisation</i> syndicale et corporative	15
§ 3. — <i>Ses tâches</i> sociales et économiques	17
CHAPITRE III. — Le régime de fait des rapports sociaux	21
§ 1. — <i>Les organismes institués</i> : Associations syndicales, fédérations, confédérations	21
Leur caractère général d'organismes privés d'intérêt public	31
Leur constitution	22
1 ^o Associations syndicales	22
2 ^o Fédérations et confédérations	23
Leur compétence	25
Leurs conditions de fonctionnement	27
Leurs rapports avec l'organisation corporative	28
Le contrôle exercé par les pouvoirs publics sur leur personnel et sur leurs décisions	30

§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions ouvrières et sociales.</i>	31
1° Questions de salaires.	31
Élaboration et effets des contrats collectifs	31
Responsabilité des syndicats	32
2° Les conflits du travail	33
L'arbitrage des conflits du travail. Le rôle de la magistrature du travail	33
3° La réglementation du travail	34
La durée du travail, les règlements d'atelier et les règlements professionnels	34
4° Les œuvres sociales.	35
Assistance, prévoyance, enseignement	35
L'organisation des loisirs et l'œuvre des Dopo Lavoro.	36
§ 3. — <i>Les résultats</i>	36
1° Le maintien de la paix sociale.	36
2° La rémunération des travailleurs	38
3° Les conditions du travail.	39
4° La situation sociale des travailleurs	40
CHAPITRE IV. — Le régime de fait des rapports économiques	42
§ 1. — <i>Les organismes institués : Corporations et Conseil national des Corporations</i>	42
1° Leur caractère général d'organismes d'État.	42
2° Leur constitution.	43
1° Le conseil national des corporations	43
2° Les 22 corporations de catégorie	45
3° Les conseils provinciaux de l'économie	46
3° Leur compétence	47
1° Vis-à-vis de l'organisation syndicale.	47
2° Vis-à-vis de l'activité économique générale	47
4° Leurs conditions de fonctionnement	48
Conditions dans lesquelles l'organisation corporative peut-être saisie.	48
Modes de délibérations, de vote	49
Application des décisions	49
Vœux émis par les corporations.	50
Règlements ayant caractère obligatoire, émis par le Conseil national des Corporations	50
§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions économiques.</i>	50
1° La défense des intérêts collectifs de leurs membres.	50
2° Le contrôle de l'activité économique.	51
1° Production	51
2° Commerce intérieur.	52
3° Commerce extérieur.	53

§ 3. — <i>Les résultats</i>	54
Aménagement de la production	54
L'équilibre entre les diverses branches de la production .	54
L'assainissement des diverses branches de la production .	55
Aménagement des marchés	56
Assainissement du marché intérieur	56
Niveau des prix	57
Situation du commerce extérieur	57
CHAPITRE V. — Caractères généraux de ce régime	59
1 ^o <i>Son caractère empirique</i>	59
2 ^o <i>Les conditions dans lesquelles il fonctionne</i>	60
Le caractère totalitaire de l'État	60
La mobilisation économique du Pays	61
3 ^o <i>Sa position vis-à-vis du régime fasciste</i>	61
La subordination des principes du régime corporatif aux nécessités de la politique fasciste	61
L'adaptation continue des institutions du régime corpo- ratise à la situation politique	61

DEUXIÈME PARTIE

AUTRICHE

CHAPITRE I. — Les origines du corporatisme autrichien	63
§ 1. — <i>Ses bases spirituelles</i> : L'esprit chrétien social du chancelier Dolfuss	63
§ 2. — <i>Les circonstances où il s'est formé</i>	65
La double menace du marxisme et du national-socialisme . .	66
La dictature de fait exercée par le Gouvernement	66
CHAPITRE II. — Le régime théorique	67
§ 1. — <i>Les principes affirmés par la Constitution de 1933</i>	67
§ 2. — <i>Le plan de l'organisation corporative</i>	69
1 ^o L'organisation parallèle du syndicalisme ouvrier et du syndicalisme patronal	69
Organisation sur la base professionnelle	69
Organisation sur la base géographique	69
2 ^o La liaison entre ces deux organisations aux divers échelons .	70
A la base : les Werksgemeinschaft et les hommes de con- fiance	70
A l'échelon district : les Chambres d'agriculture et d'arti- sanat	71

A l'échelon province : les Chambres économiques provinciales	71
A l'échelon fédéral : les Chambres professionnelles fédérales, le conseil économique	71
§ 3. — <i>Sa tâche avant tout sociale</i>	71
CHAPITRE III. — Le régime de fait des rapports sociaux	7
§ 1. — <i>Les organismes institués</i>	74
1° Leur caractère général d'organismes publics ou d'organismes privés d'intérêt public	75
2° L'état actuel de leur développement, leurs constitutions, leurs compétences et leurs conditions de fonctionnement	75
1° Agriculture	76
2° Industrie et Commerce	76
1° L'organisation des ouvriers et employés	77
2° L'organisation de l'industrie	78
3° L'organisation du commerce et des transports	79
4° L'artisanat	79
5° Les professions libérales	79
3° Les fonctionnaires	79
3° Leurs conditions de fonctionnement	80
4° Le contrôle exercé par les pouvoirs publics	81
1° Sur les organisations corporatives elles-mêmes	82
Nomination de leur personnel et approbation de leurs décisions	82
2° Sur les entreprises qui y sont rattachées	82
Contrôle général du front patriotique par l'intermédiaire des cellules d'entreprises	83
Contrôle particulier du commissaire à l'économie privée	84
§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions ouvrières et sociales</i>	84
1° Questions de salaires	84
Les contrats collectifs actuellement en vigueur	85
2° Conflits du travail	86
L'arbitrage	86
3° La réglementation du travail	87
Rôle restreint des organismes corporatifs dans la réglementation du travail	87
4° Les œuvres sociales	87
L'enseignement professionnel	87
§ 3. — <i>Les résultats</i>	88
1° Le maintien de la paix sociale	88
2° La rémunération des travailleurs	88
3° Les conditions du travail	89
4° La situation sociale des travailleurs	90

CHAPITRE IV. — Le régime de fait des rapports économiques . . .	93
§ 1. — <i>Les organismes institués</i>	93
1° Absence de tout organisme corporatif s'occupant en fait des rapports économiques	93
2° Persistance des anciennes Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, sous un nouveau nom, avec le même objet qu'autrefois.	93
§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions économiques</i> . . .	94
Avis sur les questions d'intérêt général ou professionnel. . .	94
§ 3. — <i>Les résultats</i>	96
1° Aménagement de la production.	96
L'équilibre entre les diverses branches de la production .	96
L'assainissement de certaines branches de la production.	97
2° Aménagement des marchés	97
Assainissement du marché intérieur	97
Niveau des prix.	97
Situation du commerce extérieur	98
CHAPITRE V. — Caractères généraux de ce régime	99
1° <i>Son caractère en grande partie théorique et inachevé</i>	99
2° <i>Les conditions en partie anormales dans lesquelles il fonctionne.</i>	100
L'hostilité permanente des milieux ouvriers.	100
Le caractère administratif de ses interventions	100
3° <i>Sa position dans la situation actuelle de l'Autriche</i>	101
Les efforts du nouveau cabinet pour mieux asseoir dans le pays le régime corporatif.	101

TROISIÈME PARTIE

PORTUGAL

CHAPITRE I. — Les origines du corporatisme portugais.	103
§ 1. — <i>Ses bases spirituelles : L'influence de l'Encyclique Quadragesimo anno</i>	103
§ 2. — <i>Les circonstances où il s'est formé.</i>	105
1° La constitution 1932	106
2° La réforme 1934 (son esprit, ses causes)	107
CHAPITRE II. — Le régime théorique	108
§ 1. — <i>Les principes.</i>	108
Principes affirmés par la Constitution	108

Principes affirmés par le « Statut du Travail National. »	109
Limites de l'initiative privée, de la liberté du travail et du droit de propriété	109
Prérogatives et Devoirs du capital.	110
Prérogatives et Droits du travail	110
§ 2. — <i>Le plan de l'organisation professionnelle.</i>	111
1° L'organisation syndicale : associations patronales et ouvrières, fédérations et unions	111
2° L'organisation corporative : les fédérations et la Chambre corporative	112
§ 3. — <i>Ses tâches</i>	113
CHAPITRE III. — <i>Le régime de fait des rapports sociaux.</i>	117
§ 1. — <i>Les organismes institués</i>	117
1° Leur caractère général d'organismes privés d'intérêt public	117
2° Leur constitution.	118
Syndicats ouvriers	118
Syndicats patronaux gremios constitués sur l'initiative du Gouvernement.	120
Syndicats patronaux gremios constitués sur l'initiative des intéressés	120
Les Fédérations et corporations.	121
La Chambre corporative.	121
3° Leur compétence et leurs conditions de fonctionnement. . .	122
4° Le contrôle exercé par les pouvoirs publics sur leur person- nel et leurs décisions.	122
Rôle du Secrétaire d'État aux corporations	123
Rôle de l'Institut national du Travail.	123
§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions ouvrières et sociales.</i>	123
1° Questions de salaires (contrats collectifs).	123
2° Conflits du travail (le rôle exclusif de l'État en cette matière).	125
3° La réglementation du travail (rôle des corporations) . . .	126
4° Les œuvres sociales.	127
Le rôle des « syndicats nationaux ».	128
Le rôle des « maisons du peuple ».	128
Le rôle de la « Fondation nationale pour la joie dans le Travail ».	128
§ 3. — <i>Les résultats</i>	129
1° Le maintien de la paix sociale.	129
2° La rémunération des travailleurs	129
3° Les conditions du travail.	130
4° La situation sociale des travailleurs	131

TABLE DES MATIÈRES

211

CHAPITRE IV. — Le régime de fait des rapports économiques . . .	133
1° <i>Les organismes institués</i>	133
1° Les organisations corporatives s'occupant des rapports économiques.	134
2° Les groupements d'initiatives privés dont les décisions ont été sanctionnées par les pouvoirs publics.	134
2° <i>Leur rôle dans le règlement des questions économiques . . .</i>	135
1° Rôle des organisations corporatives dans la défense des intérêts collectifs de leurs membres.	136
2° Rôle des « <i>gremios</i> » privés dans le contrôle de l'activité économique	136
3° <i>Les résultats</i>	137
Aménagement de la production.	137
Aménagement des marchés.	137
CHAPITRE V. — Caractères généraux de ce régime	140
1° <i>Son caractère assez théorique</i>	140
2° <i>Les difficultés particulières qu'il a rencontrées dans son fonctionnement.</i>	141
1° La mentalité particulière des producteurs : tendance à la constitution de monopoles privés	142
2° Le caractère particulier des relations sociales	142
3° <i>Sa position actuelle dans le pays et son avenir</i>	142

QUATRIÈME PARTIE

ALLEMAGNE

CHAPITRE I. — L'origine des institutions actuelles	145
§ 1. — <i>Leur base spirituelle</i>	145
La doctrine nationale socialiste	145
§ 2. — <i>Les circonstances où elles se sont formées : les 3 phases de leur développement.</i>	146
Liquidation des anciennes organisations,	146
Création d'institutions sociales et d'institutions économiques.	148
Liaison entre les institutions sociales et les institutions économiques	149
CHAPITRE II. — Le régime théorique	151
§ 1. — <i>Les principes posés par la Charte du Travail du 27 janvier 1934</i>	151
Principe de la communauté d'entreprise	151
Principe du chef	152
Principe de l'honneur social	153
§ 2. — <i>Le plan de l'organisation économique et sociale</i>	153
§ 3. — <i>Sa tâche sociale et économique.</i>	155

CHAPITRE III. — Le régime de fait des rapports sociaux.	157
§ 1. — <i>Les organismes institués</i>	157
1° Leur caractère général d'organismes autoritaires.	157
2° Leur constitution, leur compétence, leurs conditions de fonctionnement.	158
Le chef d'entreprise et son conseil de confiance.	158
Le commissaire du Travail et ses comités consultatifs. . .	159
Les tribunaux d'honneur et les tribunaux du Travail . . .	160
3° Le contrôle exercé par le Parti sur ce personnel et sur ses décisions (Le Front du Travail)	161
1° Constitution du Front du Travail	161
Cellules d'entreprises, communautés d'entreprises . . .	161
Groupes professionnels	162
2° Contrôle exercé par le Front du Travail sur l'orga- nisme social (Charte du 24 octobre 1934)	162
Le contrôle exercé par le Front du Travail sur l'acti- vité individuelle de ses membres.	163
Les représentants du Front du Travail dans l'orga- nisme social	163
4° Leurs rapports avec l'organisation économique (accord Schacht-Ley du 21-3-35).	164
Les conseils du travail et de l'économie.	164
Conseils régionaux	165
Conseil national	165
Les commissions paritaires de travail.	165
La constitution paritaire de tous les organes du Front du Travail	165
§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions ouvrières et sociales.</i>	166
1° Les questions de salaires (règlements d'entreprises. Ordon- nances de Tarif)	166
2° Les conflits du travail : la suppression de l'arbitrage, du droit de grève, du lock-out.	167
3° La réglementation du travail (congédiement du per- sonnel)	168
4° Les œuvres sociales : du rôle social du Front du Travail . .	168
Assistance sociale et juridique, enseignement	168
Organisation des loisirs (l'Association Kraft durch Freude).	169
§ 3. — <i>Les résultats</i>	170
1° Le maintien de la paix sociale.	170
2° La rémunération des travailleurs	171
3° Les conditions du travail	171
4° La situation sociale des travailleurs	172

CHAPITRE IV. — Le régime de fait des rapports économiques . .	173
§ 1. — <i>Les organismes institués</i>	173
Section 1. — Rapports réglés conformément à la loi sur l'organisation de l'économie allemande	173
Caractère général de ces organismes : organismes d'État.	173
Leur constitution.	174
Organismes constitués sur le plan professionnel : les groupes professionnels	174
Organismes constitués sur le plan géographique : les Chambres économiques.	176
Leur compétence, leurs conditions de fonctionnement. . .	177
Section 2. — Rapports réglés par les cartels et les associations de producteurs.	178
Caractère général de ces organismes : organismes privés, leur importance.	178
Leur constitution	178
Cartels libres.	178
Cartels obligatoires ou constitués sous la pression du Gouvernement (Loi juillet 1933).	179
Leur compétence	180
Leurs conditions de fonctionnement	180
Cas des décisions de cartel rendues obligatoires par les pouvoirs publics	180
Leur contrôle par les pouvoirs publics	180
Rôle du tribunal des cartels.	181
Rôle du ministre de l'Économie.	181
Rôle du Commissaire des prix et des offices de contrôle des matières premières	182
§ 2. — <i>Leur rôle dans le règlement des questions économiques</i> . . .	182
1 ^o Rôle des groupes professionnels et Chambres économiques dans la défense des intérêts collectifs de leurs membres . .	183
2 ^o Rôle des cartels et associations de producteurs dans le contrôle de l'activité économique	184
§ 3. — <i>Les résultats</i>	185
Aménagement de la production.	185
Équilibre entre les diverses branches de la production .	185
L'assainissement des diverses branches de la production	185
Aménagement des marchés	186
L'assainissement du marché intérieur	186
Le niveau des prix	187
La situation du commerce extérieur	187

CHAPITRE V. — Caractères généraux de ce régime	188
1° <i>Son caractère provisoire</i>	188
Les problèmes non encore résolus	188
Réglementation des salaires	188
Problème des cartels	188
Les organes non encore parvenus à une forme définitive.	189
Le rôle des Commissaires du Travail	189
Le rôle des Chambres économiques régionales	189
2° <i>Les conditions dans lesquelles il fonctionne</i>	190
L'autorité absolue de ses chefs, la primauté des nécessités économiques sur les principes.	190
3° <i>Sa position dans la situation actuelle de l'Allemagne</i>	191
Son adaptation à la politique générale du Reich : la mobilisation économique et morale du peuple allemand.	191
Son adaptation à la mentalité particulière du peuple allemand	192

CONCLUSION GÉNÉRALE

1° L'aspect du Corporatisme sur le plan social.	194
2° L'aspect du Corporatisme sur le plan économique	196
3° L'aspect du Corporatisme sur le plan politique	198

IMPRIMERIE
HÉRISSÉY
:: ÉVREUX ::